



Conseil municipal de la ville de Soorts-Hossegor

Département des Landes (40)

Séance du 6 juin 2025

Procès-verbal

L'an deux mille vingt-cinq, le six juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le trente mai deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Edouard DUPOUY, Jean BELLOCQ a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Alain CLAVERIE

CONSEIL MUNICIPAL

6 JUIN 2025

19 HEURES

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous inviter à assister à la séance du conseil municipal qui aura lieu **le vendredi 6 juin à 19 heures**, en mairie, 18 avenue de Paris, salle du conseil municipal.

ORDRE DU JOUR

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 26 mars 2025.

FINANCES

1. **Décision modificative n°1/2025 du budget principal**
2. **Décision modificative n°2/2025 du budget principal**
3. **Modification du tableau listant les durées d'amortissement des immobilisations avec création de la durée d'amortissement de certains biens**
4. **Indexation des loyers communaux.**
5. **Avenant à la convention 2025 d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Hossegor Sauvetage Côtier**
6. **Convention entre la Commune et les associations organisant des événements sportifs aquatiques pour contribuer à assurer la sécurité des courses par le biais d'une mise à disposition de nageurs sauveteurs et de leurs engins de sauvetage**

INTERCOMMUNALITE

7. **Communauté de Communes Marenne Adour Côte Sud : Plan Pluriannuel d'Investissement schéma cyclable 2021-2026 - versement d'un fonds de concours communal pour les travaux de réaménagement des avenues de Dax-Albi-Agen à Soorts-Hossegor**
8. **Communauté de Communes Marenne Adour Côte Sud : Renouvellement du Conseil Portuaire - désignation des représentants de la Commune de Soorts-Hossegor pour siéger au Conseil Portuaire de MACS Port et Lac**
9. **Communauté de Communes Marenne Adour Côte Sud : Convention de mise à disposition de conteneurs pour des travaux d'embellissement du cadre de vie liés aux points de collecte des déchets sur l'avenue des Pâquerettes**

10. Communauté de Communes Marenne Adour Côte Sud : Recomposition du conseil communautaire de MACS lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux - accord local sur le nombre et la répartition des sièges au sein du conseil communautaire
11. Syndicat d'équipement des communes des Landes : Convention pour le puisage d'eau sur les bornes installées sur les réseaux de distribution d'eau potable exploités par le SYDEC

URBANISME

12. Projet d'éco-quartier d'habitations à Soorts : initiative de l'opération en Zone d'aménagement Concerté (ZAC)
13. Projet d'éco-quartier d'habitations à Soorts : modalités de la concertation en Zone d'Aménagement Concerté (ZAC)
14. Dépôt d'une autorisation de travaux dans le cadre du projet de rénovation du rez-de-chaussée des halles municipales
15. Dépôt d'une autorisation de travaux dans le cadre du projet de rénovation de l'étage des halles municipales

MARCHES PUBLICS-DELEGATIONS DE SERVICES PUBLICS

16. Délégation de Service Public du tennis - modification des tarifs sollicitée par la SARL Odyssey Sports
17. Convention constitutive d'un groupement de commandes entre la commune et la Communauté de communes MACS et des communes du territoire de MACS pour des achats groupés portant sur l'acquisition et ou la location d'équipements dans le domaine du numérique

AFFAIRES GÉNÉRALES

18. Modification des tarifs liés à la taxe de séjour à compter du 1^{er} janvier 2026
19. Lancement d'un Appel à Manifestation d'Intérêts pour la réhabilitation et la mise en valeur du Sporting-Casino de Soorts-Hossegor
20. Convention de mise à disposition d'un bureau au sein de la mairie de Soorts-Hossegor pour la tenue de permanences de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat
21. Plan-Plage - Sollicitation d'aides financières pour le projet de réaménagement durable des plages océanes de Soorts-Hossegor
22. Sollicitation d'aides financières pour le projet de d'installation de panneaux photovoltaïques sur les toitures du Centre Technique Municipal
23. Renouvellement de l'adhésion du label « Ville de Surf » décerné par la Fédération Française de Surf
24. Autorisation à l'Office National des Forêts (ONF) de procéder au martelage et à la mise en vente de bois sur la parcelle communale cadastrée AM 19
25. Contrat entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'éco-organisme Alcome visant à favoriser la lutte contre la pollution provoquée par les mégots

26. Défense des traditions à la suite de la décision de la Commission Européenne de saisir la Cour de Justice de l'Union Européenne d'un recours en manquement contre la France concernant la réglementation de la chasse du pigeon ramier (palombe) au filet.

RESSOURCES HUMAINES

27. Convention-cadre d'adhésion au service de prévention des Risques Psycho Sociaux (RPS)
28. Modification de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel)
29. Modification et diffusion du tableau des effectifs
30. Convention de mise à disposition des agents de la Commune au Centre Communal d'Action Sociale CCAS
31. Recours à des contrats de vacataires
32. Conventions relatives à une période de stage d'immersion professionnelle entre les agents communaux et l'EHPAD (CCAS)
33. Conventions de mise en œuvre de la Période de Préparation au Reclassement (PPR)

DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

DECISIONS DU MAIRE :

Liste des décisions du Maire contractées du 21 mars 2025 au 30 mai 2025

INFORMATIONS DIVERSES

Soorts-Hossegor, le 30 mai 2025
Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Ouverture de séance

Christophe VIGNAUD

Bon, on va pouvoir commencer. Est-ce que tout le monde est prêt ? Est-ce que TV Landes aussi ? OK, bien. Donc on a démarré avec cinq petites minutes de retard. Donc, bonsoir et bienvenue au public, à ceux qui nous suivent sur internet. Je vais vous donner les procurations.

Donc on a... Attendez, je ressors mon petit bout de papier. Vous avez la fiche qui va sortir, qui va circuler pour les signatures. Donc on a en procuration Oriane RUVAL qui a donné procuration à Céline Lunardelli. On a Véronique CAZAVANT qui a donné procuration à Edouard DUPOUY. Jean qui m'a donné procuration et Henri qui a donné procuration à Lionel BARBERIS. Et on a deux absents qui sont Mathieu PARAILLOUS et Elsa BECKER. Donc, le nombre de conseillers en exercice étant rempli, le quorum est atteint. Et donc, je déclare la séance de ce soir du conseil municipal du 6 juin ouverte. Alain Claverie est désigné comme secrétaire de séance. Juste avant de démarrer, je voulais juste vous dire un mot sur l'exposition que vous avez sûrement vue dans le centre-ville et que nous avons avec la grande artiste Lydie ARICKX qui a en plus eu la gentillesse de nous prêter des œuvres qui habillent notre salle de conseil avec la Gorgone en petit format, sachant qu'on a la grosse Gorgone qui se trouve à la place des Basques et qui est somptueuse. Elle a vraiment voulu faire cette exposition après quatre ans de discussion, mais ça ne laisse pas indifférent et ça interroge. En fait c'est absolument le but. Moi, je tiens vraiment à la remercier de nouveau de bien avoir voulu tenter cette expérience. Je l'ai eue tout à l'heure au téléphone et elle est très heureuse des résultats et des retours. Le but c'était d'interroger les gens, de faire en sorte qu'une exposition de ce type puisse avoir des retombées intellectuelles auprès de nos administrés. Et vous aurez le temps de parcourir cette expo pendant cinq mois pour la découvrir. Donc je voudrais aussi rajouter un grand merci aux services techniques, à l'événementiel ainsi qu'à tous les intervenants pour que cette exposition se fasse, et plus particulièrement à Patrice BIANCONE qui a supporté, œuvré, accompagné, et ce n'est pas fini, et accompagné Lydie dans cette installation. En parallèle de cela, la saison a bien commencé, vous l'avez déjà vu, il y a eu énormément de monde. On a ce week-end, dès ce soir, l'ouverture du WE ARE FAMILY. On a eu des rendez-vous habituels comme des associations avec le Bridge, les échecs, la cesta, le golf, le sauvetage Côtier, dernièrement avec le swimrun. Et on aura tout ça tout cet été, le surf, le tennis de table, les Chromes avec nos voitures anciennes, les Latinos, sans oublier le feu d'artifice du 14 juillet et surtout à ne pas manquer le Salon du livre, début juillet, avec de nombreux auteurs et de surprises. Et je pense que ce sera intéressant de venir, on le refera sous le même format à l'extérieur et ici pour les conférences. Et je pense qu'on aura un beau public et surtout de beaux auteurs, un salon de la BD aussi qui est intéressant, donc venez nombreux à tous ces événements, et je pense qu'il faut rester branché sur les réseaux. Vous avez encore peut-être reçu aujourd'hui des SMS en tout cas sur le Instagram de la ville, on a suffisamment d'infos pour que vous puissiez rester informés.

Christophe VIGNAUD

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 26 mars 2025.

Donc on va passer au conseil de ce soir, mais avant de commencer, il faut que nous approuvions le PV de la séance dernière. Est-ce qu'il y a des questions ? Donc on va passer au vote. Donc qui est pour ? Très bien, il manque juste Lionel. D'accord, donc Cathy abstention, on vote le PV. Tu fais quoi Lionel ?

Ok, alors on va passer au point numéro 1 qui est la... Vous faites circuler par-contre le papier pour les signatures s'il vous plaît. Les signatures de présence. Il est où ? Ah il est là pardon. Donc on y va. Edouard, point numéro 1, quelques DM à passer s'il te plaît.

FINANCES

1. Décision modificative n°1/2025 du budget principal

Edouard DUPOUY

Oui, point numéro 1, décision modificative qui nous offre la possibilité donc de corriger en cours d'année les prévisions du budget. Donc, les principaux points à régulariser concerne le montant du dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales. C'est le fameux Dilico dont j'avais parlé au moment du vote du budget pour rétablir l'état des comptes publics. Il me semble que, lors du budget, on avait voté un montant qui était prévisionnel et on a reçu le montant définitif qui est plus important, malheureusement, c'est 213 000. On a également les traditionnelles subventions aux associations qu'on passe en fonction soit des dossiers qu'on reçoit en cours d'année soit des manifestations qui ont eu lieu. Il y a là justement du montant de la fiscalité, des dotations de l'État et puis quelques imputations de comptes sur des subventions. Et puis l'indemnisation des commerçants de la place des Landais, on en avait parlé au dernier conseil. Voilà grosso modo, est-ce qu'il y a des questions, des remarques sur ce premier point ?

Christophe VIGNAUD

Oui, ouvre ton micro.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Juste une question, Édouard, et je m'excuse d'avance si l'information était dans les documents. A un moment il y a subventions, organisations d'événements 10 380 et je n'ai pas réussi à savoir à quels événements ça faisait référence, mais bon, vu qu'il y avait beaucoup de documents.

Edouard DUPOUY

En fait, tu as raison, on n'a pas mis le détail, mais je pourrais te le donner. Tu sais, en fait, on vote une enveloppe globale. Il y a une partie subventions au fonctionnement que l'on vote, et il y a une partie manifestation, et au fil de l'eau, si l'association nous envoie le dossier complet comme quoi la manifestation a eu lieu, le rapport global, et bien là on verse la subvention et je peux prendre le détail.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Donc, il peut y en avoir plusieurs, en fait

Christophe VIGNAUD

Il y a déjà deux, moi je pense qu'il y a déjà deux associations. Il y a le swimrun qui se fait où on nous a demandé 3000 euros supplémentaires. C'est 3000 ou 5000 euros ? Non pas toi, pas le sauvetage côtier avec la fameuse compétition où il y a les Australiens.

Edouard DUPOUY

Il y a une délibération qui suit là-dessus.

Christophe VIGNAUD

Oui, mais elle est là-dedans, et ensuite on a l'OCEAN PERF adultes sur lequel il y a aussi une demande de subventions supplémentaires, mais qui ne fait pas les dix mille. Il doit y avoir une autre... si ... il y a les restos du cœur je crois...

Edouard DUPOUY

Non, ça ce n'est pas dans les dix mille, c'est à part...

Christophe VIGNAUD

C'est à part ?

Edouard DUPOUY

Mais je peux t'envoyer le détail.

Christophe VIGNAUD

Mais en fait c'est un groupement de trois ou quatre associations. Oui ?

Myriam LANGLOIS

Je voudrais préciser concernant les constructions de caveaux. On avait demandé 20 000. Et on a eu, finalement, grâce à Mélanie, nous avons interverti et arrivé à 15 200. Mais comme nous étions d'accord par rapport à des réunions, nous avons réuni les mairies autour d'Hossegor. On a eu un devis qui était très intéressant. Monsieur Robledo, a donné à toutes les mairies intéressées les mêmes avantages. Et donc nous avons... nous étions partis pour 21 500. Alors, donc, comme ça a été enlevé et que nous étions d'accord puisque Monsieur le maire était... vous étiez à la réunion avec nous, je voudrais, en septembre, faire une DM pour pouvoir augmenter les 15 200 et arriver à la somme que monsieur Robledo nous a...

Christophe VIGNAUD

On va déjà faire ces 15 000 là.

Myriam LANGLOIS

Voilà, c'est ça. Et en septembre...

Christophe VIGNAUD

On va encaisser en retour, et en septembre, on va voir ce qu'il est possible de faire bien entendu.

Myriam LANGLOIS

Voilà. Et comme ça on s'engage. Je peux m'engager à faire une partie, parce que les concessions...

Christophe VIGNAUD

Ah on en a besoin ! ...

Myriam LANGLOIS

... sont depuis 2021 quand même, donc c'est un peu... ça patiente, donc on aurait besoin de...

Christophe VIGNAUD

Déjà, si on fait les 15 000, on va pouvoir répondre aux besoins, qu'il y a des gens qui sont en liste d'attente. On va donc les revendre, du coup récupérer, et donc de ce fait, se refinancer le delta dont tu parles.

Myriam LANGLOIS

Voilà, d'accord. C'est ça que je voulais dire simplement.

Christophe VIGNAUD

Pas de problème. Bien on va passer au vote, donc, qui est pour cette modification des DM ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Trois abstentions.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n° 250606-01 : Décision modificative n°1/2025 du budget principal

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget principal.

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la Commission des finances réunie le 18 avril 2025,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°250326-08-01 du 26 mars 2025 portant vote du budget primitif 2025 du budget principal,

La Décision Modificative (DM) n°1/2025 du budget principal s'équilibre en section de fonctionnement à 141 179,22 € et en section d'investissement à 621 948,22 €.

Le détail est présenté dans les tableaux ci-après :

Section de fonctionnement :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Dépenses
D	F	014	01	739218		Atténuation de produits : prélèvements DILICO	213 431,00
D	F	65	420	65748		Subventions Restaurant du cœur	2 500,00
D	F	65	420	65748		Subventions Autisme Landes	300,00
D	F	65	420	65748		Subventions Ateliers d'Armando	2 000,00
D	F	65	020	65748		Subventions Prévention Routière	150,00
D	F	65	326	65748		Subventions enveloppe manifestations	10 380,00
D	F	65	020	65742		Subvention de fonctionnement aux entreprises	-205 000,00
D	F	65	020	65888		Autres charges diverses de gestion courantes	192 000,00
D	F	012	020	64118		Compensation financière CET agent mutation MT.M	4 500,00
D	F	011	020	6288		Prestations de services (RPS)	6 300,00
D	F	011	020	62268		Autres honoraires (urbanisme)	28 800,00
D	F	65	025	65888		Construction caveaux	-8 000,00
D	F	011	025	6288		Reprise des concessions	15 200,00
D	F	023	01	023		Virement à la section d'investissement	-121 381,78
						Dépenses de fonctionnement	141 179,22

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Recettes
R	F	73	01	73111		Fiscalité locale	3 280,94
R	F	74	01	74111		Dotation forfaitaire	119 348,28
R	F	74	01	741121		Dotation de solidarité rurale	3 307,00
R	F	74	020	742		Dotation aux élus locaux	163,00
R	F	75	020	755		Débets et pénalités reçues	2 500,00
R	F	75	020	75888		Autres produits de gestion courantes	12 580,00
						Recettes de fonctionnement	141 179,22

Section d'investissement :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Dépenses
D	I	204	12	20415331		Subvention d'équipement à verser au SDIS	-18 500,00
D	I	204	12	204181		Subvention d'équipement à verser au SDIS	18 500,00
D	I	4581	020	4581007		Hippocampes-Syngnathes Compétence Communautaire	371 665,00
D	I	10	01	10226		Hippocampes-Syngnathes Taxes aménagement	309 721,00
D	I	21	311	2158		Matériels et outillages animation	-11 300,00
D	I	21	311	21848		Mobilier animation	7 700,00
D	I	21	311	2152		Installations de voirie	3 600,00
D	I	21	845	2151		Travaux de voirie	-2 237,78
D	I	21	510	21351	9484	Photovoltaïque Pignada	-50 000,00
D	I	21	025	21316		Equipement cimetière	-7 200,00
Dépenses d'investissement							621 948,22

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Opération	Libellé	Recettes
R	I	23	510	2313	9457	Hippocampes - Syngnathes Compétence Communautaire	371 665,00
R	I	4582	020	4582007		Hippocampes - Syngnathes Compétence Communautaire	371 665,00
R	I	021	01	021		Virement de la section de fonctionnement	-121 381,78
Recettes d'investissement							621 948,22

Après en avoir délibéré,

Avec 21 voix pour

Et 4 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE la décision modificative budgétaire n°1/2025 du budget principal telle que présentée dans les tableaux ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

2. Décision modificative n°2/2025 du budget principal

Edouard DUPOUY

Ok, le deuxième point, donc, c'est une décision modificative, mais sur le budget principal qui vise à retracer la vente du terrain Lacout. J'en avais parlé la dernière fois pour rappel c'était 540 000 €. Est ce qu'il y a des questions ?

Christophe VIGNAUD

Bien, ok, on va passer au vote. Donc, qui est pour ? Qui est contre ? Et qui s'abstient ? Merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n° 250606-02 : Décision modificative n°2/2025 du budget principal

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget principal.

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la Commission des finances réunie le 18 avril 2025,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°250326-08-01 du 26 mars 2025 portant vote du budget primitif 2025 du budget principal,

VU la délibération n°250606-01 du 6 juin 2025 portant vote de la décision modificative n°1/2025 du budget principal,

La Décision Modificative (DM) n°2/2025 du budget principal s'équilibre en section de fonctionnement à 540 000,00 € et en section d'investissement à 0,00 €.

Le détail est présenté dans les tableaux ci-après :

Section de fonctionnement :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Dépenses
D	F	042	01	675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	516 753,26
D	F	042	01	6761	Différence sur réalisation	23 246,74
Dépenses de fonctionnement						540 000,00

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Recettes
R	F	77	020	775	Produits des cessions d'immobilisations	540 000,00
Recettes de fonctionnement						540 000,00

Section d'investissement :

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Dépenses
R	I					
Dépenses d'investissement						0,00

D/R	I/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Recettes
R	I	040	01	2115	Sortie inventaire - terrain bâti	481 627,64
R	I	040	01	21318	Sortie inventaire - autres bâtiments	29 226,00
R	I	040	01	21351	Sortie inventaire - bâtiments publics	5 899,62
R	I	040	01	192	Plus-value sur cession	23 246,74
R	I	024	01	024	Produits des cessions d'immobilisations	-540 000,00
Recettes d'investissement						0,00

Après en avoir délibéré,

Avec 21 voix pour

Et 4 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE la décision modificative budgétaire n°2/2025 du budget principal telle que présentée dans les tableaux ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

3. Modification du tableau listant les durées d'amortissement des immobilisations avec création de la durée d'amortissement de certains biens

Edouard DUPOUY

Troisième point, c'est la modification du tableau qui liste les durées d'amortissement des immobilisations avec la création de la durée d'amortissement de certains biens. Donc vous avez notamment le détail, je ne vais pas le rappeler, c'est plus un point comptable là. Est-ce qu'il y a des remarques ou des questions là-dessus ?

Christophe VIGNAUD

On va passer au vote. Donc, qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Oui, merci. Tout le monde est pour. Je pense que c'est une sage décision.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n°250606-03 : Modification du tableau listant les durées d'amortissement des immobilisations avec création de la durée d'amortissement de certains biens

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget principal.

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la Commission des finances réunie le 18 avril 2025,

VU l'instruction budgétaire et comptable M57,

VU la délibération n°221209-007 du 9 décembre 2022 définissant le mode de gestion et durée des amortissements des immobilisations pour les budgets communaux,

VU la délibération n°231208-08 du 8 décembre 2023 modifiant le tableau listant les durées d'amortissement des immobilisations avec création de la durée d'amortissement de certains biens,

VU la nécessité de modifier ou créer des durées d'amortissement de certains biens afin de disposer de davantage de marges de manœuvre lors de l'enregistrement des biens dans l'inventaire et de s'adapter à la valeur et à la durée de vie du bien,

Il est proposé de rajouter :

- Une durée d'amortissement de 5 ans pour l'imputation c/2158 Autres installations, matériels et outillage technique ;
- Une durée d'amortissement de 5 ans pour l'imputation c/21828 Autres matériels de transport ;
- Une durée d'amortissement de 3 ans pour l'imputation c/2188 Autres immobilisations corporelles ;
- Une durée d'amortissement de 10 ans pour l'imputation c/2188 Autres immobilisations corporelles ;

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE la création des durées d'amortissement figurant ci-dessus.

APPROUVE la modification et l'intégration de ces immobilisations au tableau existant, reprenant les durées d'amortissement des immobilisations pour les budgets soumis à la M57.

Les tableaux listant les durées d'amortissement révisées, budget M57 et budget M4, sont annexés à cette délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

4. Indexation des loyers communaux.

Edouard DUPOUY

Point numéro 4, assez classique, l'indexation des loyers communaux. Donc vous savez qu'au 1er juillet de chaque année civile les loyers augmentent conformément à l'indice de référence des loyers. Donc cette année il est indiqué que c'est 1,4%. Et donc on vous invite à vous prononcer sur l'application de cette augmentation. Est-ce qu'il y a des questions ? Oui, Lionel ?

Lionel BARBERIS

Oui forcément, merci. Je comptais intervenir sur la modification, enfin l'index des loyers, évidemment, là on est là sur la légalité, mais reposer la question de la réflexion de fond sur les loyers. Parce que, je reprends, sur les 40 logements que l'on a, quand je vois des logements de 87 mètres carrés à 500 euros par mois, on est sur des T3, des T4, à 400 euros par mois pour 40 logements. Alors, je pense, qu'il y a vraiment une réflexion quand on parle de recettes pour la collectivité. On sait aller chercher des recettes sur le stationnement, j'entends bien, mais on peut aussi aller chercher des recettes sur les logements. Parce qu'on ne gère pas les logements d'une même manière en termes de recettes qui sont cohérentes. En tout cas, même pour investir derrière en tant que bailleur, pour effectuer les travaux à l'intérieur, on a besoin d'avoir aussi des recettes de la part des locataires. Je trouve qu'on est bien au-delà même du social. Je pense que même un bailleur social, je ne sais même pas si ces gens-là bénéficient des APL, par exemple. Est-ce que nous on peut en faire bénéficier ? Il y a plein de questions autour de ces logements. Je pense que plus globalement, c'est ce que je disais, ça viendra après sur le Sporting, c'est la réflexion sur le patrimoine communal.

Et je l'ai dit la dernière fois au conseil municipal, la mairie n'a pas vocation à être un bailleur, y compris social, parce que là c'est le cas. Parce que les critères d'attribution, même s'il y a des commissions, tout ça, je pense qu'aujourd'hui, à 400€, un appartement qui mesure 90m², ce n'est juste pas possible. Il y a une réflexion à voir.

Christophe VIGNAUD

On va passer aux votes. Donc, qui est pour ? Merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n° 250606-04 : Indexation des loyers communaux

Au 1^{er} juillet de chaque année civile, les loyers augmentent conformément à l'Indice de Référence des Loyers (IRL).

Le Conseil Municipal doit voter cette indexation qui s'élève cette année à +1,40 % (moyenne de l'indice sur quatre trimestres consécutifs).

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE d'appliquer, à compter du 1^{er} juillet 2025, une augmentation des loyers communaux conforme à l'Indice de Référence des Loyers du 1^{er} trimestre 2025, utilisant la moyenne de l'indice sur quatre trimestres consécutifs, soit une hausse de 1,40 %.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

5. Avenant à la convention 2025 d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Hossegor Sauvetage Côtier

Edouard DUPOUY

Point numéro 5, c'est un avenant à la convention d'objectifs et de moyens que l'on avait voté entre la commune et l'association Hossegor sauvetage côtier.

Donc, il y a l'organisation d'une compétition de sauvetage côtier le 12 juillet 2025. D'ailleurs, Emmanuelle, peut-être tu voudras en dire un mot ? Si tu veux, présenter vas-y. Si tu veux dire un mot sur la compétition qui a lieu dans plus d'un mois maintenant.

Emmanuelle BESCHERON

Oui, bien sûr. C'est une première dans notre sport, le sauvetage côtier. C'est une étape du circuit Australien qui débarque en Europe. Et Hossegor a été choisie comme seule étape française. Il y aura aussi une étape en Angleterre, pour cette année, et certainement en Espagne à partir de 2026. Voilà. Donc, c'est une étape qui va regrouper les meilleurs sauveteurs Australiens et les meilleurs sauveteurs européens. Et même en Afrique du Sud, Nouvelle-Zélande, etc.

Edouard DUPOUY

Et si je comprends bien, tu cherches des partenaires, j'ai cru lire, ou des... ?

Emmanuelle BESCHERON

Oui. C'est un événement effectivement qui demande, parce que là-bas, c'est un circuit professionnel, donc il y a des gros prix de monnaie aussi. Et le but, c'est aussi de communiquer très bien sur le sport. Donc du coup, effectivement, c'est un événement qui nécessite beaucoup de partenaires.

Edouard DUPOUY

Ok. Notez du coup, l'objectif de cette délibération, c'est de compléter le montant de la subvention, puisqu'il y aura une subvention manifestation liée à cette compétition. Est-ce qu'il y a des remarques ?

Lionel BARBERIS

Oui. Juste une remarque sur le fait que la présentation se fait par les gens aux finances, ça concerne une partie financière, mais la partie sportive, le responsable, le référent sportif, j'ai noté que sur le dernier compte rendu, il était...Il était absent, non excusé. Pareil, il y a trois, quatre personnes comme ça qui sont absentes. Alors je sais qu'on arrive en fin de mandat, mais bon, ce serait bien de donner des pouvoirs ou de démissionner.

Christophe VIGNAUD

Alors, en ce qui concerne l'absent, il a donné un pouvoir et les deux autres ont...

Lionel BARBERIS

Pas au dernier conseil.

Christophe VIGNAUD

Ah, mais je te parle sur celui-là.

Lionel BARBERIS

Ils sont absents, non excusés.

Christophe VIGNAUD

Ok. Très bien. Ce n'est pas le sujet vraiment, mais...

Lionel BARBERIS

Non, non.

Christophe VIGNAUD

Donc on va passer au vote. Je te demande de ne pas participer au vote, s'il te plaît, Emmanuelle. Donc, qui est pour cet avenant et cette subvention ?

La majorité, merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n° 250606-05 : Avenant à la convention 2025 d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Hossegor Sauvetage Côtier

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1^{er} du décret 2001- 495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

La Commune souhaite donner une réponse favorable à la demande de subvention du HSC (sauvetage) pour mener à bien l'organisation d'une compétition de sauvetage côtier le 12 juillet 2025. Cette compétition s'inscrit dans le cadre d'un circuit de compétitions de sauvetage initialement créées en Australie. Il s'agit du World Ocean Series qui regroupe les meilleurs spécialistes australiens et du reste du Monde. L'opportunité d'avoir une compétition de ce calibre là sur nos plages est pour les athlètes de notre club local et ce sport une chance. La validation de cette compétition a fait l'objet de plusieurs mois de négociations avec l'organisation australienne, ce qui explique la demande tardive. Elle permettra de couvrir une partie des dépenses inhérentes à ce projet.

Il est proposé de verser une subvention de 3 000 € à l'association Hossegor Sauvetage Côtier pour participer au financement de la manifestation World Ocean Series 2025.

Cette subvention ne sera versée que si la manifestation a bien lieu et que si l'association fournit à la Commune un rapport moral et financier de la manifestation.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°241216-12 du 16 décembre 2024 actant la convention d'objectifs et de moyens 2025 entre la Commune et l'association Hossegor Sauvetage Côtier,

CONSIDÉRANT la demande complémentaire formulée par l'association Hossegor Sauvetage Côtier pour une subvention de 3 000 € pour la manifestation World Ocean Series 2025,

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 18 avril 2025,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité des votants
Le Conseil Municipal,*

Ne prennent pas part au vote en tant que personnes intéressées : Emmanuelle BESCHERON

APPROUVE le versement d'une subvention de 3 000 € à l'association Hossegor Sauvetage Côtier pour participer au financement de la manifestation World Ocean Series 2025. La subvention ne sera versée qu'après la réalisation de la manifestation et suite à la transmission par l'association d'un bilan moral et financier de la manifestation.

APPROUVE la modification de l'annexe 3 ci-annexée de la convention d'objectifs et de moyens 2025 liant la Commune et l'association Hossegor Sauvetage Côtier.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention initiale.

PRECISE que la totalité des subventions « manifestations » forme une enveloppe de crédits budgétaires sur laquelle le conseil municipal doit se prononcer et qu'il sera possible de relier à chacune des associations concernées, en cours d'année, si la ou les manifestations ont bien lieu en 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

6. Convention entre la Commune et les associations organisant des évènements sportifs aquatiques pour contribuer à assurer la sécurité des courses par le biais d'une mise à disposition de nageurs sauveteurs et de leurs engins de sauvetage

Edouard DUPOUY

6^{ème} point. Convention entre la commune et les associations organisant des événements sportifs aquatiques pour contribuer à assurer la sécurité des courses par le biais d'une mise à disposition des nageurs-sauveteurs et de leurs engins de sauvetage donc c'est en l'occurrence, c'est l'association Ocean Perf Challenge et puis les traversées du canal d'Hossegor, coureurs d'écume, qui ont lieu cet été. Donc il est proposé au conseil municipal d'autoriser monsieur le Maire à signer les conventions de mise à disposition. Et cette dernière fera l'objet d'une valorisation et donnera lieu à l'émission d'une facture à l'attention des associations concernées. Est-ce qu'il y a des remarques là-dessus ?

Christophe VIGNAUD

Bien. On va passer au vote, si vous en êtes d'accord ? Donc qui est pour ? Très bien. Merci Édouard.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n°250326-06 : Convention entre la Commune et les associations organisant des événements sportifs aquatiques pour contribuer à assurer la sécurité des courses par le biais d'une mise à disposition de nageurs sauveteurs et de leurs engins de sauvetage

Il est rappelé la nécessité de formaliser les aides de toutes natures allouées à ses associations sportives par la Commune notamment lors de l'organisation de manifestations sportives.

Il est également rappelé l'intérêt de la Commune de garantir que soit pleinement assurée la sécurité des participants des événements sportifs concernés ainsi que celle des pratiquants d'activités nautiques qui pourraient évoluer à proximité des zones de courses.

Enfin, certaines parties des courses de l'édition 2025 se situant sur les plages océanes de la Commune, il apparaît primordial de contribuer aux dispositifs de sécurisation de ces courses.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code du Sport,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

CONSIDÉRANT le soutien que la Commune de Soorts-Hossegor apporte à ses associations sportives notamment dans l'organisation de manifestations sportives,

CONSIDÉRANT la demande, de la part de l'association Coureurs d'écume, de mise à disposition d'un nageur sauveteur ainsi que de son jet ski, lors des deux courses de nage qu'elle organise en juillet et en août,

CONSIDÉRANT la demande, de la part de l'association Oceanperf, de mise à disposition d'un nageur sauveteur ainsi que de son jet ski, lors de l'Oceanperf Challenge qu'elle organise

CONSIDÉRANT l'avis majoritairement favorable des différentes commissions qui se sont réunies,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

APPROUVE la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association Coureurs d'écumes pour contribuer à assurer la sécurité des courses de l'édition 2025 des Traversées du Canal d'Hossegor, notamment par le biais d'une mise à disposition d'un nageur-sauveteur et d'un jet ski pendant deux heures.

APPROUVE le principe de la valorisation estimée de cette mise à disposition à hauteur de 60 euros qui fera l'objet d'une facturation au réel à l'issue de l'organisation de cette manifestation.

APPROUVE la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association Oceanperf pour contribuer à assurer la sécurité des courses de l'édition 2025 de l'Oceanperf Challenge, notamment par le biais d'une mise à disposition d'un nageur-sauveteur et d'un jet ski pendant 1 jour et demi.

APPROUVE le principe de la valorisation estimée de cette mise à disposition à hauteur de 320 euros qui fera l'objet d'une facturation au réel à l'issue de l'organisation de cette manifestation.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer lesdites conventions entre la commune de Soorts-Hossegor et les associations citées ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

INTERCOMMUNALITE

7. Communauté de Communes Marenne Adour Côte Sud : Plan Pluriannuel d'Investissement schéma cyclable 2021-2026 - versement d'un fonds de concours communal pour les travaux de réaménagement des avenues de Dax-Albi-Agen à Soorts-Hossegor

Christophe VIGNAUD

On va passer donc au point intercommunalité avec le plan pluriannuel d'investissement des schémas cyclables sur des travaux qui sont en cours sur Dax, Albi, Agen. Alain, c'est à toi.

Alain CLAVERIE

Merci monsieur le Maire. Il a été décidé d'aménager une voie verte de l'avenue d'Albi à Agen. Le but c'était de relier la route des Lacs et l'avenue de Bordeaux pour les cyclistes. C'était aussi le but de sécuriser cette avenue pour diminuer la vitesse. Ces travaux sont inscrits sur le plan pluriannuel d'investissement du schéma cyclable de MACS. L'estimation totale des travaux s'élève à 400 000 euros. Il y a un fonds de concours communal de 150 000 euros. Les travaux donc, vous l'avez vu, sont commencés et seront achevés fin juin. Il s'agit d'approuver le versement du fonds de concours et d'autoriser le maire à signer ce document

Christophe VIGNAUD

En fait, cela fait partie du plan de pistes cyclables qu'on a voulu instaurer depuis le début pour que les gens puissent circuler en sécurité d'un point à un autre. L'idée était de relier cette voie-là.

Oui ?

Lionel BARBERIS

Oui en fait, les travaux ont déjà commencé ?

Christophe VIGNAUD

Oui

Lionel BARBERIS

Bon, je reviens sur ce que je dis depuis le début monsieur le Maire avec un conseil tous les 3 mois. On a déjà beaucoup de délibérations et on passe des délibérations qui auraient pu être passées avant les travaux.

Christophe VIGNAUD

Non on ne pouvait pas, parce que c'est une question de timing avec MACS, puisque MACS finance une partie.

Lionel BARBERIS

Oui mais il finance.

Christophe VIGNAUD

Oui mais voilà. Donc non...

Lionel BARBERIS

Quand on engage des dépenses, c'est bien de savoir ce qu'on a comme financeur, c'est normal.

Christophe VIGNAUD

Oui mais on a un financeur en face.

Lionel BARBERIS

Mais bon le fait d'avoir un conseil tous les trois mois, forcément, cela ne facilite pas la démocratie.

Christophe VIGNAUD

On est dans les règles.

Lionel BARBERIS

Pas toujours.

Christophe VIGNAUD

Mais là on est dans les règles.

Lionel BARBERIS

Mais pas toujours.

Christophe VIGNAUD

On est dans les règles. Donc on va passer au vote. Donc qui est pour ? Très bien, à l'unanimité.

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n°250606-07 : Plan Pluriannuel d'Investissement schéma cyclable 2021-2026 - versement d'un fonds de concours communal pour les travaux de réaménagement des avenues de Dax-Albi-Agen à Soorts-Hossegor

Le projet de territoire de MACS, approuvé en conseil communautaire du 30 juin 2022, au travers de son volet mobilité, a permis de définir les mobilités alternatives comme axe prioritaire de développement visant à améliorer la qualité et les possibilités des déplacements quotidiens et durables des habitants du territoire par une gestion adaptée des espaces publics. C'est notamment le cas avec l'apaisement des circulations pour partager l'espace routier avec les circulations piétonnes et cyclables.

Le schéma cyclable approuvé en conseil communautaire du 25 mars 2021, présente le plan d'action relatif aux modes de déplacements cyclables, et notamment le soutien au développement du réseau local à l'échelle des déplacements quotidiens à l'intérieur des communes.

L'aménagement d'une voie verte le long des avenues de Dax-Albi-Agen permettra de relier l'avenue de Bordeaux à la route des lacs de façon sécurisée.

Le projet permettra également un abaissement de la vitesse des véhicules grâce à un rétrécissement de la chaussée et le marquage des carrefours.

Les travaux seront réalisés en mai et juin 2025.

Conformément à la définition de l'intérêt communautaire en matière de liaisons cyclables et de voirie, ces travaux de réaménagement relèvent de la compétence communautaire et sont donc réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté de communes.

Considérant que l'opération de réaménagement relève du maillage local défini dans le schéma cyclable de MACS et contribue à l'amélioration du patrimoine mis à disposition de la Communauté de communes au titre de sa compétence voirie, le versement d'un fonds de concours communal à la Communauté de communes est prévu.

En application du règlement financier précité, la participation financière de la Commune qui contribue à la solidarité intercommunale au sein de MACS selon les critères inscrits dans le Fonds d'Investissement local (FIL), est définie à hauteur de 50 % du montant hors taxes des études et des travaux sans pouvoir excéder la part du financement assurée, hors subventions, par MACS.

L'estimation totale de l'opération est de 401 044.80 € TTC. Les dépenses éligibles au titre du PPI

cyclable s'élèvent à 299 998 € HT, soit 359 997.60 € TTC.

Le plan de financement de l'opération, intégrant le traitement complet de l'emprise, est retracé dans les tableaux ci-après :

Travaux de compétence MACS :

Total des dépenses éligibles HT	299 998,00 €
TVA	59 999,60 €
Total des dépenses TTC	359 997,60 €
Fonds de concours communal - HT	149 999,00 €
Financement MACS y compris la TVA	209 998,60 €
Total financement	359 997,60 €

**Travaux hors compétence MACS, de compétence communale réalisés sous MO
MACS**

Travaux Hors Compétence réalisés dans le cadre de la convention cadre entre MACS et la commune en TTC	32 047,20 €
DONT pour les travaux de remise en état préalables à l'intégration dans le domaine de gestion MACS	0,00 €

Dans le cadre de cette opération, la participation financière définitive de la commune sera arrêtée par référence au montant réel des dépenses, dans la limite d'une augmentation de 10 % par rapport au plan de financement ci-dessus.

En toute hypothèse, en application de l'article L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales, le maître d'ouvrage assure une participation au financement de l'opération d'investissement d'au moins 20 % du montant total des financements apportés par des personnes publiques. Le total des financements apportés par des personnes publiques s'entend apport du maître d'ouvrage et fonds de concours inclus.

Le versement du fonds de concours par la commune interviendra pour chacune des phases selon les modalités suivantes :

- un acompte de 50 % à la transmission de l'ordre de service de démarrage des travaux ;
- le solde de 50 % trois (3) mois après la réception de travaux et la transmission du décompte général définitif.

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1111-10, L. 5211-10 et L. 5214-16-V ;

VU les statuts de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2024/n° 107 en date du 8 avril 2024 portant modification des statuts de la Communauté de communes ;

VU les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017, 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021, 25 novembre 2021 et 28 mars 2024 portant définition et modifications de l'intérêt communautaire des compétences de MACS qui y sont soumises ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 25 mars 2021 portant approbation du schéma cyclable de la Communauté de communes, de son règlement financier et de la programmation 2021-2026 ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 26 novembre 2020 portant approbation du règlement financier, de l'enveloppe globale et des conditions d'inscription et de financement des opérations, du plan pluriannuel d'investissement (PPI) voirie 2021-2026 ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 28 janvier 2021 portant adoption du règlement d'intervention du fonds d'investissement local (FIL) ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 25 mars 2021 portant approbation de la priorisation des opérations du plan pluriannuel d'investissement (PPI) voirie 2021-2026 ;

VU les délibérations du conseil communautaire en date des 25 novembre 2021, 1er décembre 2022, 30 novembre 2023, 28 novembre 2024 et du 27 mars 2025 portant ajustement du plan pluriannuel d'investissement (PPI) voirie 2021-2026 ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 4 mai 2023 portant modification du règlement d'intervention du fonds d'investissement local et création d'un fonds d'investissement local « environnement » ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 25 janvier 2024 portant modification du règlement financier du plan pluriannuel d'investissement (PPI) voirie 2021-2026 ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 28 mars 2024 portant modification du FIL et du FIL environnement ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 30 janvier 2025 portant modification de la délégation d'une partie des attributions du conseil au bureau communautaire et au président ;

VU le projet de convention relatif au versement d'un fonds de concours communal pour l'opération de réaménagement concernée, ci-annexé ;

CONSIDÉRANT les travaux de réaménagement des avenues de Dax-Albi-Agen à Soorts-Hossegor, et le plan de financement prévisionnel correspondant ;

CONSIDÉRANT que ces travaux de réaménagement relèvent du maillage local du schéma cyclable de la Communauté de communes ;

CONSIDÉRANT qu'en application du règlement financier précité, la commune doit verser un fonds de concours à la Communauté de communes afin de participer au financement desdits travaux de réaménagement ;

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal***

APPROUVE le versement d'un fonds de concours par la Commune de Soorts-Hossegor à la Communauté de communes MACS, d'un montant total prévisionnel 149 999 € HT, pour la réalisation de l'opération de réaménagement concernée sous maîtrise d'ouvrage communautaire, étant précisé que ce montant sera arrêté définitivement par référence au montant réel des dépenses dans la limite d'une augmentation de 10 % par rapport au plan de financement prévisionnel,

APPROUVE le projet de convention s'y rapportant, ainsi que ses annexes décrivant le projet de réaménagement des avenues de Dax-Albi-Agen à Soorts-Hossegor, tels qu'annexés à la présente,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer le projet de convention, ainsi que tout document ou acte se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

8. Communauté de Communes Maremne Adour Côte Sud : Renouvellement du Conseil Portuaire - désignation des représentants de la Commune de Soorts-Hossegor pour siéger au Conseil Portuaire de MACS Port et Lac

Christophe VIGNAUD

On passe au point numéro 8 qui est le renouvellement du conseil portuaire. Donc comme indiqué dans la note, nous nous devons de nommer deux membres afin de siéger. Moi je propose de nommer, à mon remplacement, parce que je n'ai pas le temps d'y aller Édouard DUPOUY et André JAKUBIEC qui a aussi siégé souvent à ma place en suppléant. Donc je voulais juste vous proposer cela et savoir si vous étiez d'accord. Donc y a-t-il des questions ? Bon, on va passer au vote. Qui est pour ? Qui s'abstient ? Très bien.

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n° 250606-08 : Renouvellement du Conseil Portuaire - désignation des représentants de la Commune de Soorts-Hossegor pour siéger au Conseil Portuaire de MACS Port et Lac

Le mandat des membres du Conseil Portuaire arrive à son terme, conformément à l'article L. 5314-12 du code des transports, il convient de désigner deux membres de la collectivité qui siégeront au sein de ce conseil pour le mandat 2025-2030.

Vu le décret n° 83-1068 du 8 décembre 1983 relatif au transfert de compétence aux collectivités locales en matière de ports et de voies d'eau,

Vu le Code des Ports Maritimes,

Vu le Code des Transports, notamment son article L.5314-12 et suivants,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la communauté de communes de Marenne Adour Côte Sud,

Vu la délibération n°9 en date du 17 juillet 2020 désignant les représentants de la commune au Conseil Portuaire,

Considérant qu'il y a lieu de désigner des membres délégués chargés de représenter la commune au sein du conseil portuaire avant son renouvellement,

PROPOSE de désigner les représentants suivants :

<u>Délégué titulaire :</u>	Edouard DUPOUY
<u>Délégué suppléant :</u>	André JAKUBIEC

Après en avoir délibéré,

Avec 24 voix pour

Et 1 abstention (M. DUBOSC-PAYSAN)

Le Conseil Municipal,

DÉSIGNE les représentants suivants :

<u>Délégué titulaire :</u>	Edouard DUPOUY
<u>Délégué suppléant :</u>	André JAKUBIEC

AUTORISE Monsieur le Maire à Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

9. Communauté de Communes Marenne Adour Côte Sud : Convention de mise à disposition de conteneurs pour des travaux d'embellissement du cadre de vie liés aux points de collecte des déchets sur l'avenue des Pâquerettes

Christophe VIGNAUD

Point numéro 9, convention de mise à disposition pour des travaux d'embellissement du cadre de vie lié au point de collecte. C'est à toi Alain.

Alain CLAVERIE

Merci. Ce point concerne une convention de mise à disposition de conteneurs semi-enterrés, ordures ménagères et tri sélectif à l'avenue des Pâquerettes. Bon, suivant les dispositions précédentes, le SITCOM fournit les équipements et la commune assure le génie civil. Cela fera partie, ce génie civil, sera intégré dans le marché à bon de commande de 2025. Il s'agit donc d'autoriser le maire à signer ce document.

Christophe VIGNAUD

Est-ce que vous avez des questions ? Bien. On va passer au vote. Donc qui est pour ? Merci à l'unanimité.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n°250606-09 : Communauté de Communes Marenne Adour Côte Sud : Convention de mise à disposition de conteneurs pour des travaux d'embellissement du cadre de vie liés aux points de collecte des déchets sur l'avenue des Pâquerettes

La Commune souhaite aménager sur l'avenue des Pâquerettes les espaces nécessaires à l'implantation d'un conteneur d'ordures ménagères semi-enterrés et d'un conteneur de tri sélectif semi-enterré, entraînant des travaux d'embellissement du cadre de vie liés aux points de collecte des déchets.

Dans le cadre de ses compétences pour le compte des EPCI membres, le SITCOM Côte Sud des Landes assure la mise à disposition de conteneurs enterrés, semi-enterrés ou aériens.

Les travaux d'embellissement du cadre de vie liés aux points de collecte des déchets sur la Commune de Soorts-Hossegor ne relèvent pas de la compétence communautaire et sont financés et réalisés par la Commune.

Au titre de sa compétence « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés », transférée au SITCOM, et conformément à l'article 3 des statuts de ce dernier, la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud verse une contribution financière au syndicat définie par le règlement financier de mise à disposition des conteneurs de collecte de déchets approuvé par le conseil communautaire en date du 29 septembre 2022 et modifié par le conseil communautaire en date du 4 mai 2023. Dans ce cadre, la contribution financière de MACS à verser correspond à la mise à disposition d'un conteneur d'ordures ménagères semi-enterrés pour un montant de 1 900€.

VU la décision du bureau communautaire en date du 16 avril 2025 relative à l'approbation de la mise à disposition de conteneurs et de travaux d'embellissement,

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention avec le SITCOM et la Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud ainsi que toutes les pièces et actes relatifs à cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

10. Communauté de Communes Maremne Adour Côte Sud : Recomposition du conseil communautaire de MACS lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux - accord local sur le nombre et la répartition des sièges au sein du conseil communautaire

Christophe VIGNAUD

Donc point numéro 10, recomposition du conseil communautaire de MACS, lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux. Donc, ainsi la répartition... je ne sais pas si vous avez lu la délibération ? Donc ainsi la répartition des sièges entre communes membres au sein du conseil communautaire est fixée comme suit ; soit par répartition en droit commun, hors accord local, soit répartition selon les termes d'un accord local. Lors de la conférence des maires, qui a été réunie le 7 mai, on a émis tous un avis favorable sur l'unique possibilité de l'accord local permettant une composition du conseil communautaire à 58. Répartie comme suit en dessous, ce que vous avez, comme nous avions cette année. Il a même été débattu lors du dernier conseil communautaire le même sujet, qui a été voté, mais qui ne sera en fait entériné qu'à l'issue des passages dans toutes les communes, des 23 communes, qui vont voter cette proposition. Donc j'espère que vous avez pu lire la proposition et le brief de ce qui nous avait été envoyé. Globalement donc, on reste sur les solutions de la dernière fois, avec trois conseillers, deux conseillers de la majorité et un de l'opposition pour le prochain mandat et nous devons le voter commune par commune afin que lors du prochain conseil, donc communautaire, il soit entériné pour ce nouveau mandat et nouveau dispositif. Donc je rappelle juste que globalement toutes les communes souhaitent garder les acquis, ce qui est tout à fait normal. Vous avez des questions ? Donc on va voter ce point donc qui est pour ? Merci beaucoup, bah non mais c'est important.

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 6 juin 2025

**Délibération n°250606-10 : Communauté de Communes Maremne Adour Côte Sud :
Recomposition du conseil communautaire de MACS lors du prochain renouvellement général
des conseils municipaux - accord local sur le nombre et la répartition des sièges au sein du
conseil communautaire**

Les règles relatives à la composition du conseil communautaire des communautés de communes et d'agglomération ont évolué suite à la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, modifiée par la loi n° 2015-264 du 9 mars 2015 autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire (conséquence de la QPC n° 2014-405 du conseil constitutionnel du 20 juin 2014, Commune de Salbris).

Ainsi, la répartition des sièges entre communes membres au sein du conseil communautaire est fixée comme suit :

- **Soit par répartition de droit commun, hors accord local :**

En application des règles de droit commun et en l'absence de tout accord local valide adopté dans les délais prévus par la loi, le conseil communautaire est recomposé en partant d'un effectif de référence défini au III de l'article L. 5211-6-1 du CGCT par rapport à la population de l'EPCI. La population de référence est celle de 2022, en vigueur au 1er janvier 2025.

1. Les sièges correspondant à la strate démographique de l'EPCI (au vu du tableau figurant au III de l'article L. 5211-6-1) sont répartis entre ses communes membres à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne en fonction de leur population. En l'espèce, le nombre de sièges du tableau est fixé à 40 pour la strate de 50 000 à 74 999 habitants correspondant à MACS.
2. A l'issue de cette opération, les communes n'ayant obtenu aucun siège se voient attribuer un siège (surnuméraire par rapport à l'effectif fixé par le tableau figurant au III) de manière forfaitaire afin d'assurer leur représentation au sein de l'EPCI.
3. Aucune commune membre ne peut obtenir plus de la moitié des sièges au sein de l'organe délibérant. Si une commune obtient plus de la moitié des sièges, seul un nombre de sièges portant le nombre total de ses conseillers communautaires à la moitié des sièges de l'organe délibérant, arrondie à l'entier inférieur, lui est finalement attribué. Les sièges qui se trouvent non attribués sont ensuite répartis entre les autres communes suivant la règle de la plus forte moyenne.

4. Le nombre de conseillers communautaires d'une commune ne peut être supérieur au nombre de ses conseillers municipaux. Si le nombre de sièges attribués à une commune est supérieur à celui de ses conseillers municipaux, le nombre total de sièges au sein de l'organe délibérant est réduit à due concurrence du nombre de sièges nécessaire pour que, à l'issue d'une nouvelle application des 1° à 3° du IV de l'article L. 5211-6-1 du CGCT, cette commune dispose d'un nombre total de sièges inférieur ou égal à celui de ses conseillers municipaux.
5. Enfin, en application du V de l'article, si le nombre de sièges attribués à titre forfaitaire représente plus de 30 % des sièges répartis en fonction de la population, un nombre de sièges supplémentaires correspondant à 10 % du nombre total de sièges déjà répartis (1. et 2.) est réparti à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne entre les communes ayant bénéficié d'au moins un siège dans le cadre de la répartition en fonction de la population.

Ainsi, pour une population municipale comprise entre 50 000 à 74 999 habitants, 40 sièges communautaires sont à répartir. Toutefois si à l'issue de cette répartition, une commune n'obtient aucun siège, elle se verra automatiquement octroyer un siège de droit. L'application de cette règle conduit à une répartition de 47 sièges hors accord local.

- **Soit par répartition selon les termes d'un accord local :**

L'accord local est adopté par délibérations des conseils municipaux prises à la majorité qualifiée des 2/3 au moins des communes membres, représentant la moitié de la population ou inversement ; cette majorité doit comprendre la commune dont la population est la plus nombreuse, quand celle-ci est supérieure au quart de la population totale des communes membres.

Dans ce cadre, le nombre maximal de sièges autorisé est égal au nombre de sièges obtenus selon les règles de droit commun, majoré de 25 % au plus. Au besoin, le nombre de sièges majoré de 25 % au plus est arrondi à l'entier inférieur.

La répartition des sièges dans le cadre de l'accord local doit respecter les critères suivants :

- Comme indiqué ci-dessus, le nombre de sièges ne peut excéder 25 % du nombre de sièges obtenus par application des règles de droit commun,
- La répartition des sièges doit tenir compte de la population municipale de chaque commune en vigueur l'année des délibérations des conseils municipaux approuvant l'accord local (soit pour 2025 les chiffres établis par l'INSEE en 2022 en vigueur au 1er janvier 2025),
- Par dérogation au principe de proportionnalité, chaque commune dispose d'au moins un siège, quel que soit son poids démographique,
- De même, aucune commune ne peut disposer de plus de la moitié des sièges,
- Enfin, la part de sièges attribuée à chaque commune ne peut s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population de la communauté, sauf dans le cadre de deux exceptions (IV de l'article L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales).

	Population municipale EPCI millésimée 2016 en vigueur au 1er janvier 2019	Population municipale de l'EPCI (millésimée 2022 en vigueur au 1er janvier 2025)	Répartition actuelle 58 sièges	Accord local 58 sièges
Angresse	1 994	2 241	2	2
Azur	818	973	1	1
Bénesse-Maremne	3 010	3 733	3	3
Capbreton	8 753	9 218	7	6
Josse	843	1 003	1	1
Labenne	6 353	7 095	5	5
Magescq	2 106	2 602	2	2
Messanges	965	1 038	1	1
Moliets-et-Maâ	1 162	1 303	1	1
Orx	608	650	1	1
Saint-Geours-de-Maremne	2 631	2 946	2	2
Saint-Jean-de-Marsacq	1 567	1 810	2	2
Saint-Martin-de-Hinx	1 407	1 749	2	2
Saint-Vincent de Tyrosse	7 630	8 051	6	6
Sainte-Marie-de-Gosse	1 166	1 228	1	1
Saubion	1 381	1 806	2	2
Saubrigues	1 391	1 605	2	2
Saubusse	1 101	1 099	1	1
Seignosse	3 870	3 914	3	3
Soorts-Hossegor	3 701	3 669	3	3
Soustons	7 696	8 445	6	6
Tosse	2 734	3 455	2	3
Vieux-Boucau	1 606	1 682	2	2
TOTAL	64 493	71 315	58	58

En l'absence d'accord local sur la composition du conseil communautaire au plus tard le 31 août 2025, il appartiendra au Préfet d'arrêter, au plus tard le 31 octobre 2025, le nombre et la répartition des sièges par application des dispositions de droit commun définies du II au IV de l'article L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales, soit 47 sièges.

La Conférence des Maires, réunie le 7 mai 2025, a émis un avis favorable sur l'unique possibilité de l'accord local permettant une composition du conseil communautaire à 58 conseillers répartis, en tenant compte de la population de chaque commune, comme suit :

Il est précisé que lorsqu'une commune ne dispose que d'un seul conseiller communautaire, l'article L. 5211-6, alinéa 3 du code général des collectivités territoriales prévoit obligatoirement un conseiller suppléant, qui est le conseiller qui serait amené à remplacer le conseiller titulaire en cas de vacance. Pour les communes de moins de 1 000 habitants, l'article L. 273-12 I du code électoral prévoit que ce conseiller suppléant est le premier membre du conseil municipal qui n'est pas conseiller communautaire et qui suit le conseiller titulaire dans l'ordre du tableau. Pour les communes de plus de 1 000 habitants, l'article L. 273-10 du code électoral prévoit que ce conseiller suppléant est le conseiller supplémentaire mentionné au 1° du I de l'article L. 273-9.

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;

VU la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et les communautés d'agglomération ;

VU la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

VU la loi n° 2015-264 du 9 mars 2015 autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-6 et 5211-6-1 ;

VU la circulaire du 17 mars 2025 relative à la recomposition de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre l'année précédant celle du renouvellement général des conseils municipaux ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 22 mai 2025 portant proposition d'accord local sur le nombre et la répartition des sièges au sein du conseil communautaire lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux ;

VU l'avis favorable rendu par la Conférence des Maires en date du 7 mai 2025 sur l'unique possibilité de l'accord local permettant une composition du conseil communautaire à 58 sièges ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le conseil municipal,

APPROUVE la composition du conseil communautaire à 58 sièges selon la répartition ci-après, qui entrera en vigueur après le renouvellement général des conseils municipaux de mars 2026, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales :

	Population municipale de l'EPCI (millésimée 2022 en vigueur au 1er janvier 2025)	Accord local 58 sièges
Angresse	2 241	2
Azur	973	1
Bénesse-Maremne	3 733	3
Capbreton	9 218	6
Josse	1 003	1
Labenne	7 095	5
Magescq	2 602	2
Messanges	1 038	1
Moliets-et-Maâ	1 303	1
Orx	650	1
Saint-Geours-de-Maremne	2 946	2
Saint-Jean-de-Marsacq	1 810	2
Saint-Martin-de-Hinx	1 749	2
Saint-Vincent de Tyrosse	8 051	6
Sainte-Marie-de-Gosse	1 228	1
Saubion	1 806	2
Saubrigues	1 605	2
Saubusse	1 099	1
Seignosse	3 914	3
Soorts-Hossegor	3 669	3
Soustons	8 445	6
Tosse	3 455	3
Vieux-Boucau	1 682	2
TOTAL	71 315	58

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à notifier la présente délibération à Monsieur le Président de MACS et à Monsieur le Préfet des Landes.

AUTORISE Monsieur le Maire à ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

11. Syndicat d'équipement des communes des Landes : Convention pour le puisage d'eau sur les bornes installées sur les réseaux de distribution d'eau potable exploités par le SYDEC

Christophe VIGNAUD

Le point numéro 11, on passe au SYDEC.

Alain CLAVERIE

Alors sur le périmètre de la commune il existe deux bornes de busage sur le réseau d'eau. Cela permet aux entreprises et aux services techniques de puiser l'eau sans passer par des compteurs généraux. Donc il y aura une convention à passer, de façon à fixer les conditions techniques administratives et financières. Alors ces bornes fonctionnent à l'aide de badge. Alors il y a deux bornes sur la commune, une qui est à l'avenue des Charpentiers et une avenue des Cèllets. Donc, il y a des prix qui sont fixés, il y a des volumes forfaitaires de 50, 100, 150 et 200 m³ avec des tarifs et puis il y a une prise en charge de badges. Donc il faut autoriser le maire à signer ces documents de convention.

Christophe VIGNAUD

Pour information vous nous aviez posé la question lors de la commission générale des tarifs. Le tarif pour ce type de prestation c'est 1,4 euros par m³, quand nous, à titre particulier, en moyenne sur l'année, on est à 2,089 du m³. C'est un tarif en dessous. Alors vous allez me dire ce n'est peut-être pas tout à fait pareil.

Alain CLAVERIE

Il n'y a pas l'eau usée

Lionel BARBERIS

C'est l'assainissement

Christophe VIGNAUD

Oui voilà

Lionel BARBERIS

Donc on enlève l'assainissement du prix.

Christophe VIGNAUD

Mais en tout cas, voilà ce prix-là. Très bien, on va passer au vote si vous en êtes d'accord. Donc qui est pour ? Merci.

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n°250606-11 : Syndicat d'équipement des communes des Landes : Convention pour le puisage d'eau sur les bornes installées sur les réseaux de distribution d'eau potable exploités par le SYDEC

La présente convention fixe les conditions techniques administratives et financières auxquelles l'utilisateur sera soumis pour le puisage d'eau sur les bornes installées sur les réseaux de distribution d'eau potable exploités par le SYDEC.

La borne de puisage assure, à l'aide d'un badge monétique sans contact les fonctions suivantes :

- Permettre le raccordement des utilisateurs autorisés à puiser de l'eau ;
- Etablir ou interrompre la fourniture d'eau sans coup de bélier ni risque de pollution du réseau ;
- Comptabiliser les volumes d'eau puisés.

Ces badges sont utilisables au choix sur une ou plusieurs bornes et sont disponibles pour des volumes allant de 50 à 200 m³ et le prix varie en fonction du nombre de m³

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE le projet de convention entre la Commune et le SYDEC.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer le projet de convention, ainsi que tout document ou acte se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

URBANISME

- 12. Projet d'éco-quartier d'habitations à Soorts : initiative de l'opération en Zone d'aménagement Concerté (ZAC)**
- 13. Projet d'éco-quartier d'habitations à Soorts : modalités de la concertation en Zone d'Aménagement Concerté (ZAC)**

Christophe VIGNAUD

Point numéro 12. On parle de l'écoquartier. Donc on va parler, on a deux délibérations. La première c'est l'initiative de l'opération et comme présenté lors de la réunion publique du 27 mai. Notre volonté est de faire en sorte que sur la commune de Soorts-Hossegor on puisse permettre aux jeunes qui le souhaitent de continuer à vivre et travailler sur la commune. En effet, comme tout le monde le sait, le foncier est très haut, et cher, et donc pénalise l'installation de nos jeunes. Cela risque à moyen terme de mettre à mal, comme j'ai déjà répété plusieurs fois, les crèches, les écoles et en perdant des places ou en fermant des classes, mais aussi sur notre économie locale. De plus, la nouvelle loi ZAN, qui nous interdit et qui nous oblige de penser l'avenir autrement, et donc de voir comment nous pouvons composer une solution pour accueillir ces jeunes, mais aussi ces moins jeunes, qui nous sollicitent pour louer ou acheter un logement sur la commune. Il faut avoir en tête donc une sobriété foncière. L'idée est de faire du logement pour tous tout en gardant nos codes urbanistiques bien entendu. Il est hors de question de se lancer dans des ZUP, des ZAC, des ZUP et des grandes bâtisses que l'on peut voir ici ou là. La seule zone que l'on a pu envisager sur cette opération et les terrains, dit les jardins d'Angresse sur lesquels on mettait, dans le passé, le parking lors des ventes au déballage que nous avons tous connus. Pour cela, une étude de programmation d'aménagement avait été menée en 2023 et 2024 par le cabinet SAMAZUZU et sur ce secteur, il a été présenté à la population, donc le 27, qui était l'objectif de créer des logements à prix maîtrisé, je le dis bien à prix maîtrisé, afin de permettre le maintien sur la commune des habitants et salariés et notamment ces jeunes puisque nous aurons des programmes libres et accessibles à tous. L'agence de l'architecte Pablo SAMANIEGO, qui a fait la démonstration, a travaillé sur la faisabilité de développement d'un nouveau quartier d'habitat avec de très fortes ambitions environnementales, un objectif de production d'une grande variété de typologie de logement. Le périmètre qui était de 45 hectares s'étend aujourd'hui environ sur 13 hectares, pas plus après les études de quatre saisons, dont 1,6 hectares qui pourraient être réservés à des équipements publics qui sera à définir plus tard. Il convient rappeler que ce périmètre découle de cette étude environnementale qui a été faite sur le périmètre total. On regarde l'absence de maîtrise foncière publique, unique de ces terrains la seule procédure permettant à la collectivité d'engager des études complémentaires et opérationnelles d'obtenir des autorisations administratives est la procédure de la ZAC. C'est une zone d'aménagement concertée. Les objectifs de la collectivité sont simples, améliorer les conditions de desserte et de fonctionnalité du site et à l'intérieur du périmètre, de proposer un développement urbain de qualité en continuité de l'existant et de développer une offre de logements pour tous et notamment les jeunes mais surtout de garantir une bonne insertion paysagère et environnementale, ce qui peut inquiéter beaucoup de gens et c'est tout à fait louable et normal.

Une route, et cette route-là est importante puisqu'elle traversera le terrain, qui rejoindra la route d'Angresse vers la zone de Pédebert pour désengorger notre centre-bourg et pas plus tard qu'hier le maire d'Angresse m'a encore interpellé pour qu'on puisse fermer la Tuilerie pour qu'il ait entre Angresse et chez nous la possibilité en toute sécurité et en vélo de laisser passer les gens.

Donc cette voie de contournement qui fait partie du projet est importante.

Le nouveau PLH à hauteur de 2031 qui nous a été proposé par la MACS nous impose de faire, en tout cas nous a proposé de faire 150 logements sur notre commune.

Donc à l'échelle de 2031, ceci découle du travail entrepris entre la MACS et les communes, du besoin sur toute notre zone, sur nos 23 communes.

Voilà ce que nous voulons faire pour que notre commune soit encore plus dynamique et soit encore plus vivante pour les années à venir.

L'intention, puisque c'est tout d'intention, se fera sur un an environ dans le but de baliser l'ensemble des points pour arriver ou non à sortir le projet.

Je dis bien, on pourra le faire ou pas le faire.

On veut éviter ce que nous avons hérité sur les Barthes avec des achats de terrain sans avoir au préalable fait des investigations du projet et donc se retrouver avec des terrains.

Certes on les exploite aujourd'hui, mais elles ont une exploitation très minime et dans tout cas pas pour ce qui était prévu.

Donc aujourd'hui l'assemblée est invitée à prouver ce lancement de cette procédure et à m'autoriser à signer les documents afférant à cette affaire, mais je pense que vous avez sûrement des commentaires à faire.

Donc qui souhaite engager le dialogue ? Maëlle, Lionel, allons-y.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Merci monsieur le Maire.

C'est un très beau projet que vous nous présentez, forcément beau vu que j'en assume pleinement la maternité.

Christophe VIGNAUD :

Maternité partagée, enfin tu n'étais pas la seule sur le coup.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ce projet avant tout c'était de la prospective, de l'anticipation, on avait commencé à poser les jalons pour s'autoriser un jour éventuellement, à avoir l'opportunité.

Christophe VIGNAUD :

Ça faisait partie du programme bien avant la prospective, je te rappelle.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Vous allez m'interrompre sur chaque phrase ? Non mais c'est juste que je sache.

Très bien, c'est votre droit.

Donc cette idée elle était là aussi, comme vous l'avez exposé juste avant, par rapport à la Loi ZAN, qui quand elle passera, nous empêchera définitivement d'avoir la moindre opportunité.

Donc on a posé ces jalons-là ensemble, effectivement.

Ma question en fait elle porte donc évidemment pas sur le projet, ça n'aurait pas de sens.

Ma question elle porte sur la temporalité. J'ai l'impression que là il y a une certaine accélération.

Alors j'ai une première question, toute simple, j'imagine, du coup je n'ai pas tout suivi, mais j'imagine que la procédure de révision allégée a été lancée ?

Christophe VIGNAUD :

Non pas encore.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Auprès de MACS ?

Christophe VIGNAUD :

Non.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Même pas ? Elle n'a même pas démarré ?

Christophe VIGNAUD :

Ils sont au courant bien entendu.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui bien sûr

Christophe VIGNAUD :

Ils ont accepté...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

J'étais encore là quand on travaillait avec eux pour qu'ils acceptent l'idée. Mais je pensais qu'elle avait démarré au moins démarrer... d'accord. Donc je ne vous apprends pas les délais.

Christophe VIGNAUD :

Mais absolument, mais c'est d'ailleurs la raison pour laquelle à l'intérieur, il y a la première année qui est la procédure de test et on a dit lors de la réunion publique, que ça allait prendre entre 4 et 5 ans. Donc la temporalité c'est celle-là.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Donc ma première question, dans la mesure où aujourd'hui les terrains sont en zone naturelle...

Christophe VIGNAUD :

Absolument

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

... d'où la nécessité de cette révision allégée, pourquoi ne pas attendre... je me concentre sur la ZAC, ce que je dis concerne les deux délibérations puisqu'elles sont liées en fait, moi je me concentre uniquement sur la décision de lancer la ZAC, cette procédure-là. Le reste, évidemment, ce projet je le soutiens.

Pourquoi ne pas attendre de ne plus être en zone naturelle et donc avoir la certitude, ferme, de pouvoir faire ? Là on va engager quelque chose, on n'a aucune certitude au niveau des retours des services de l'État. Ce serait dommage. Parce que ça engage des frais à chaque fois.

Christophe VIGNAUD :

Oui, ça engagera un moins que le million qui a été acheté aux Barthes. Mais cela étant...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ce n'est pas une raison.

Christophe VIGNAUD :

Non, ce n'est pas une réponse, mais je te réponds juste pour ça. Ce que tu as loupé et ce qui est normal parce que c'était en conseil des maires donc... en conseil des maires, on a un comité d'engagement sur tous les projets qui sont liés à la Loi ZAN.

Et chaque commune propose des opérations.

Donc, il y a certaines communes qui vont proposer des maisons médicalisées pour les anciens, il y a des communes qui font le même type de projets que le nôtre, il y a d'autres communes qui vont proposer des EHPAD et ainsi de suite...

Et on voit si on prend sur notre pot commun, parce qu'en fait on prend sur le pot commun de ce qui nous reste au niveau des hectares, à prendre sur la communauté de communes parce que ça rentre dans ce pot-là.

Et donc, j'ai exposé le projet, j'ai expliqué le projet sur l'ensemble des 13 hectares et MACS a dit, vous êtes en tout cas dans les clous par rapport à ce que l'on souhaite faire, par-contre on vous demande non pas de prendre les 11 ou les 13 hectares que vous nous proposez, mais on vous donnera 5 hectares dans un premier temps et on débloquera la suite dans un deuxième temps.

Ce qui fait que la temporalité dont tu parles, elle sera de cet ordre-là.

Mais on a la garantie, et MACS me l'a confirmé, qu'on ira dans cette voie-là.

Donc, concrètement, en ayant l'appui de la communauté de communes pour cette révision, en ayant un projet qui tient la route, puisqu'on en est tous conscients, il faut qu'on fasse quelque chose, on a décidé de faire ça, de faire, un les études dans un premier temps, de continuer en parallèle bien entendu avec la révision qui va être lancée.

Mais comme tu le sais, il y a des dates électorales qui vont faire qu'aujourd'hui le lancement, à mon avis, ne se fera pas d'ici la fin de l'année.

Ça risque de se faire sur le deuxième mandat, le deuxième mandat de la MACS, et donc ça sera là que le projet va pouvoir démarrer en termes de mutation par rapport au PLUi.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Je réitère quand même mon inquiétude.

Effectivement, avoir la validation de MACS est essentielle, je savais que nous l'avions, mais MACS ne lit pas encore dans la boule de cristal, et par rapport aux retours des services de l'État, ils n'ont aucune certitude.

Donc c'est déjà un engagement ça, sinon on n'aurait pas continué sur le projet.

Christophe VIGNAUD :

Je pense, oui.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

On n'a pas de certitude, donc je répète, pourquoi ne pas attendre d'avoir cette certitude réglementaire avant d'engager la ZAC ?

Christophe VIGNAUD :

Pour une question de temporalité qui fait qu'à un moment ou un autre, si on met trop de temps, on n'aura rien et on laissera passer la loi ZAN qui va arriver et qui risque de nous interdire.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Vous n'avez pas besoin de lancer une ZAC pour lancer la procédure de modification

Christophe VIGNAUD :

On propose cette formulation, tu as le droit de penser autrement, on propose cette formulation.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Mais vous pouvez lancer la procédure de révision qui est essentielle pour contrer la ZAN sans lancer la ZAC.

Christophe VIGNAUD :

D'accord, mais ce qu'on souhaite en lançant la ZAC, si tu as écouté ce que j'ai expliqué, c'est qu'on est obligé de lancer cette ZAC pour aller sur les terrains, faire des tests et faire en sorte de voir si les terrains peuvent supporter ce que l'on souhaite.

Et donc c'est cette partie dans l'année qui arrive qui va nous permettre de dire ok on continue ou pas. Et en parallèle, on va travailler bien entendu sur la révision du PLUi.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Bien sûr.

Alors ma deuxième question, elle est justement par rapport à ce que vous avez dit tout à l'heure, dans la délibération il y a le procédé qui est expliqué.

Et il y a notamment, c'est normal il faut lancer une procédure de concertation...

Christophe VIGNAUD :

Oui. Ah tu parles dans le deuxième...

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Oui, je lis, pour ne pas vous embêter une deuxième fois, on va tout faire d'un coup.

La concertation, dans le processus de concertation, il y a un minima 2 réunions publiques.

Christophe VIGNAUD :

Oui, je peux tout de suite te faire plaisir.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Est-ce que vous comptez le faire avant ou après l'élection ?

Christophe VIGNAUD :

La réunion qui a été faite c'est une réunion zéro.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non, je ne parle pas de cette réunion-là.

Si vous lancez la procédure là... où vous venez de dire, on va aller voir sur le terrain, on va commencer à avancer un peu plus sur le sujet.

Dans le package de cette concertation, il y a un minima, vous devez organiser un minima de réunion publique.

Je ne vous l'apprends pas, le 1^{er} septembre, on rentre en période de restriction de communication.

C'est légal. On peut tout à fait faire des réunions de concertation pendant une période de restriction de communication. Mais le problème c'est que vous allez aborder des thèmes comme l'environnement, le logement, l'équipement public, et qui sont inhérents à ce projet et forcément, il y a une question,

comment vous allez garantir, ça me paraît difficile, la neutralité de votre discours sur ce projet sans aller sur le terrain de la campagne électorale en fait ?

Christophe VIGNAUD :

On le fera après, ça se fera après.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Ma question elle est : ces réunions de concertation inhérentes à ce projet vont-elles être mises en stand-by et programmées après l'élection pour éviter ce type de critique ?

Christophe VIGNAUD :

Bien entendu, c'était prévu comme ça.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

C'est parfait

Christophe VIGNAUD :

Et je répète que la réunion qui a été faite au mois de mai ne compte pas.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Tout à fait

Christophe VIGNAUD :

C'est une réunion d'information...

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Je vous parle de la concertation avec les habitants. C'est difficile de co-construire en période électorale.

Christophe VIGNAUD :

Ça permettra aux équipes qui seront en place de continuer ou pas continuer le projet, ou de faire ou pas. Je le redis bien, ce n'est pas un projet qui est ficelé. Je le redis, ce n'est pas certain.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

La problématique, c'est surtout d'éviter d'utiliser des réunions de concertation ou en co-construits pour faire en fait de l'électorat.

Christophe VIGNAUD :

Non, chaque chose en son temps.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

On est bien d'accord

Christophe VIGNAUD :

Pas de mélange de ce genre.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Merci beaucoup.

Christophe VIGNAUD :

Oui Lionel ?

Lionel BARBERIS :

Du coup, moi, j'en profite pour rebondir, pour dire qu'effectivement, je trouve, dans la réunion zéro que vous avez faite, mais comme la réunion sur le sporting, on est sur des réunions un peu de communication préélectorale dans lesquelles on a beaucoup d'approximation. Donc... si si et vous pouvez hocher la tête, mais c'est en réalité, il y a beaucoup d'approximation.

Christophe VIGNAUD :

Je peux avoir mon avis aussi là-dessus.

Lionel BARBERIS :

Non, mais je le dis parce que les présentations qui sont faites sur le sporting notamment, c'est juste...

Christophe VIGNAUD :

On en parlera après, on en parlera après

Lionel BARBERIS :

Mais c'est juste un scandale. Oui, c'est un scandale, et je pèse mes mots.

Et là-dessus, oui, sur ce... bon alors là, ce sont des terrains que nous ne maîtrisons pas aujourd'hui.

Bon après, on dit qu'on va faire si on va faire ça dessus ça dépendra aussi de ce que les propriétaires, de ce qu'on pourra autoriser. Mais bon, je trouve qu'il y a beaucoup de choses qui sont dites avant d'être sûrs ; que les choses pourront, un se faire, et qu'elles se feront comme ça.

Christophe VIGNAUD :

On a été très clair dans le langage. On a dit que ce n'était pas certain et qu'on allait négocier.

Lionel BARBERIS :

Ça reste de la communication politique. Ça reste de la communication politique pour préparer l'élection. On n'a pas fait grand-chose, mais on va vous dire qu'on fera plein de choses après.

Christophe VIGNAUD :

On n'a pas fait grand-chose, c'est sûr. Allez !

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Donc une précision, une précision de ma part. Je vais m'abstenir sur les deux...

Christophe VIGNAUD :

Tu vas ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Pardon. Je vais m'abstenir sur les deux délibérations. Et mon abstention ne porte évidemment pas sur le projet. Elle porte uniquement sur le choix de lancer la ZAC maintenant et pas plus tard.

Christophe VIGNAUD :

Très bien. Bon, alors on va passer...

On peut passer au vote des deux délibérations, 12 et 13, si vous en êtes d'accord ? On peut passer aux deux délibérations du coup, 12 et 13.

Donc qui est pour cette initiative, pour le point 12 et pour le point 13 ? Qui est contre ? Et abstention ? Abstention qui ? Pour les mêmes ? Ok, très bien. On dit donc quatre abstentions.

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n°250606-12 : Projet d'éco-quartier d'habitations à Soorts : initiative de l'opération en Zone d'aménagement Concerté (ZAC)

Monsieur le Maire rappelle qu'une étude de programmation d'aménagement a été menée en 2023-2024 par le cabinet SAMAZUZU sur un secteur situé en continuité du bourg de Soorts sur la route d'Angresse. Elle a été présentée à la population le 27 mai en réunion publique.

L'objectif est de créer du logement socialement accessible afin de permettre le maintien sur la Commune des habitants et salariés, notamment les jeunes.

L'agence de l'architecte Pablo SAMANIEGO a travaillé sur les faisabilités urbaines de développement d'un nouveau quartier d'habitat, avec de fortes ambitions environnementales et un objectif de production d'une grande variété de typologies de logements.

Le périmètre du projet s'étend sur environ 13 hectares (dont 1,6 hectares qui pourrait être réservé à des équipements publics à définir) et une dizaine de tenements fonciers qui appartiennent à des propriétaires privés ; il convient de rappeler que ce périmètre découle d'une étude environnementale préalable menée sur un périmètre plus large de 47 hectares environ.

Au regard de l'absence de maîtrise foncière publique unique de ces terrains, la seule procédure permettant à la collectivité d'engager des études opérationnelles, et d'obtenir des autorisations administratives est la procédure de ZAC (Zone d'Aménagement Concerté).

Les objectifs de la collectivité sont d'améliorer les conditions de desserte et de fonctionnalité du site et à l'intérieur du périmètre, de proposer un développement urbain de qualité en continuité de l'existant, de développer une offre en logements pour tous (notamment les jeunes) et de garantir une bonne insertion paysagère et environnementale.

La réunion de restitution de l'étude de faisabilité a révélé que compte tenu de la situation foncière et de la souplesse qu'offre cette procédure, la Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.) apparaît comme l'outil le plus approprié pour la réalisation d'une opération d'aménagement, sur le périmètre d'études joint en annexe à la présente délibération.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 300-1 et suivants et R.311-1,

Vu les premières études réalisées sur la faisabilité d'une opération d'aménagement sur ce secteur,

Vu la proposition de mandat d'études présenté par la SATEL,

Vu le rapport de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

Avec 20 voix pour

Et 5 abstentions (M. DUBOSC PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE de conduire les études préalables à la réalisation d'une opération d'aménagement qui prendra la forme d'une ZAC sur le périmètre joint en annexe.

DE CONFIER un mandat d'études à la SATEL pour 39 100 € HT qui aura, entre autres, pour mission de :

- Piloter et coordonner l'ensemble des études techniques nécessaires à l'élaboration du projet ;
- Assister la collectivité dans les démarches de concertation et de négociations avec les propriétaires des terrains d'assiette de l'opération d'aménagement ;
- Fournir le dossier de création de ZAC, compris son étude d'impact ;
- Fournir le dossier d'autorisation environnementale (DAE) ;
- Fournir le dossier de déclaration d'utilité publique (DUP).

Le délai de ce mandat d'études est estimé à 24 mois.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n°250606-13 : Projet d'éco-quartier à Soorts : modalités de la concertation en Zone d'Aménagement Concerté ZAC

La Commune de Soorts-Hossegor souhaite initier une opération d'aménagement sur le secteur des champs d'Angresse, en entrée du bourg de Soorts, sous la forme d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) et donc, en application des articles L.103-2 à L.103-6 du code de l'urbanisme, soumettre à la concertation publique le projet d'aménagement.

Les objectifs fixés à l'issue des études de préfiguration pour créer un nouveau quartier d'habitat, avec de fortes ambitions environnementales sont d'améliorer les conditions de desserte et de fonctionnalité du site et à l'intérieur du périmètre, de proposer un développement urbain de qualité en continuité de l'existant, de développer une offre en logements pour tous, et de garantir une bonne insertion paysagère et environnementale. Ceci, afin d'organiser le maintien en habitat de la population locale sur la Commune.

Conformément aux dispositions de l'article L. 103-4 du code de l'urbanisme, la concertation restera ouverte pendant toute la durée des études préalables jusqu'à la création de la ZAC.

Les modalités de la concertation préalable proposées sont les suivantes :

- Des avis administratifs annonceront la date d'ouverture et celle de la clôture de la concertation. Ils seront affichés aux emplacements réservés à cet effet en Mairie de Soorts-Hossegor. Ils feront également l'objet d'une parution dans un journal diffusé dans le département,
- A minima 2 réunions publiques seront organisées,
- La présente délibération sera également affichée en Mairie de Soorts-Hossegor,
- Un dossier sera mis à la disposition du public en Mairie de Soorts-Hossegor, aux heures habituelles d'ouverture au public.

Le dossier de concertation comportera au moins :

- la présente délibération,
- un plan de situation,
- un plan du périmètre étudié,
- un cahier destiné à recueillir les observations du public.

Ce même dossier pourra également être consulté sur le site internet de la Mairie de Soorts-Hossegor à l'adresse suivante : <https://www.soorts-hossegor.fr/>

Avant la date de clôture de cette concertation préalable, un avis administratif sera inséré dans un journal diffusé dans le département et affiché aux mêmes endroits, indiquant la date de clôture effective.

Le bilan de la concertation sera présenté, pour approbation, au Conseil municipal.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.103-2 à L.103-6, et l'article L.300-1 et suivants,

Vu le rapport de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

Avec 20 voix pour

Et 5 abstentions (M. DUBOSC PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)

Le Conseil Municipal,

DECIDE d'approuver les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation préalable à mener sur la future ZAC du secteur du champs d'Angresse, en entrée du bourg de Soorts.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

14. Dépôt d'une autorisation de travaux dans le cadre du projet de rénovation du rez-de-chaussée des halles municipales

Christophe VIGNAUD :

Bien, on va passer donc au point 14, qui est le dépôt d'une autorisation de travaux dans le cadre du projet de rénovation du rez-de-chaussée des Halles.

C'est toi, ça ? Non, ce n'est pas toi, c'est moi.

Donc pour donner suite au rapport de vérification réglementaire réalisé le 06 mai 24 par le bureau du contrôle de l'APAVE sur le bâtiment des Halles, de nombreux travaux de mise en conformité et de sécurité doivent être réalisés afin de permettre une utilisation des différents locaux dans des conditions de sécurité optimales.

Vous savez qu'on a le studio 40 et deux grandes salles plus un club d'anciens et il faut absolument que ces travaux se fassent le plus vite possible. Ça c'est pour l'étage qu'on verra plus tard. Là c'est pour le bas c'est pour nos concessionnaires.

Et là encore il y a vraiment des choses à réviser.

Donc afin de permettre l'instruction et la réalisation des travaux inhérents et recommandations qui sont faites, le dépôt d'une autorisation de travaux pour les rez-de-chaussée des Halles est nécessaire et je vous demande de m'autoriser à déposer cette autorisation de travaux.

Est-ce que vous avez des questions ? Très bien, on va passer au vote. Qui est pour ? Merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n°250606-14 : Dépôt d'une autorisation de travaux dans le cadre du projet de rénovation du rez-de-chaussée des halles municipales

Pour donner suite au rapport de vérification réglementaire réalisé le 6 mai 2024 par le bureau de contrôle APAVE sur le bâtiment des Halles, de nombreux travaux de mise en conformité et de sécurité doivent être réalisés afin de permettre une utilisation des différents locaux dans des conditions de sécurité optimales.

Afin de permettre l'instruction et la réalisation des travaux inhérents à ces recommandations, le dépôt d'une autorisation de travaux pour le rez-de-chaussée des halles est nécessaire.

CONSIDÉRANT la nécessité de procéder aux travaux de mise en conformité du rez-de-chaussée des halles,

CONSIDÉRANT la nécessité d'autoriser Monsieur le Maire à déposer et à signer la demande d'autorisation d'urbanisme qui correspond à cet aménagement et plus largement à signer tous les documents afférents à ce dossier.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur le Maire à déposer une autorisation de travaux dans le cadre du projet de rénovation du rez-de-chaussée des halles municipales.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette demande d'autorisation ainsi que toutes les pièces et actes relatifs à cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

15. Dépôt d'une autorisation de travaux dans le cadre du projet de rénovation de l'étage des halles municipales

Christophe VIGNAUD :

Et on fait la même chose derrière pour le haut. Toujours par rapport à l'APAVE qui est passée. Là c'est encore plus dangereux puisqu'on a un manque de sorties de secours. Donc on a certains travaux qui vont être mis en place.

Et là encore je vous demande de m'autoriser à déposer cette autorisation de travaux au plus vite pour que les travaux puissent se réaliser et qu'on puisse retrouver une jauge acceptable pour cet étage. Alors on va passer au vote. Qui est pour ? Je vous remercie.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n°250606-15 : Dépôt d'une autorisation de travaux dans le cadre du projet de rénovation de l'étage des halles municipales

Pour donner suite au rapport de vérification réglementaire réalisé le 6 mai 2024 par le bureau de contrôle APAVE sur le bâtiment des Halles, de nombreux travaux de mise en conformité et de sécurité doivent être réalisés afin de permettre une utilisation des différents locaux dans des conditions de sécurité optimales.

Afin de permettre l'instruction et la réalisation des travaux inhérents à ces recommandations, le dépôt d'une autorisation de travaux pour l'étage des halles est nécessaire.

CONSIDÉRANT la nécessité de procéder aux travaux de mise en conformité de l'étage des halles,

CONSIDÉRANT la nécessité d'autoriser Monsieur le Maire à déposer et à signer la demande d'autorisation d'urbanisme qui correspond à cet aménagement et plus largement à signer tous les documents afférents à ce dossier.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur le Maire à déposer une autorisation de travaux dans le cadre du projet de rénovation de l'étage des halles municipales.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette demande d'autorisation ainsi que toutes les pièces et actes relatifs à cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

16. Délégation de Service Public du tennis - modification des tarifs sollicitée par la SARL Odyssey Sports

Christophe VIGNAUD :

Point numéro 16.

On va passer à la modification des tarifs du Hossegor Tennis Club. Donc le club nous demande d'augmenter les tarifs et comme dans toutes les DSP, les augmentations doivent être soumises au conseil municipal. Vous avez vu dans la pièce jointe les propositions ainsi que le comparatif avec les autres clubs. Donc y a-t-il des questions ? Avant de passer au... oui, ceux qui sont membres ne votent pas.

Ok, donc est-ce qu'il y a des questions ? Est-ce qu'il y a des questions ? Est-ce qu'il y a des réflexions ? Vas-y. Edouard ?

Lionel BARBERIS :

Edouard voulait peut-être prendre la parole d'abord ?

Edouard DUPOUY :

On est peut-être du même avis je vais te laisser.

Lionel BARBERIS :

On est du même avis donc.... Peut-être pour une fois ça nous arrive peut-être bien un jour, ça peut arriver. On va dire peut-être qu'aujourd'hui ça peut arriver. Simplement monsieur le Maire, c'est vrai que l'augmentation des tarifs du tennis, je pense qu'on... Ce serait déjà bien qu'en délégation de services publics, dans une commission de délégation de services publics, on puisse aborder ce sujet puisque là, pour le coup, ça n'a pas été fait. Il est passé en conseil, il n'y a pas de problème.

Par-contre dans la discussion, c'est une augmentation des tarifs dans une délégation qui aujourd'hui est excédentaire et dont le retour sur investissement auprès des jeunes aujourd'hui, pour moi, n'est pas évident dans le cas d'une augmentation de tarifs. Je pense que le fonctionnement actuel est suffisamment bénéficiaire pour permettre de développer l'activité tennistique sur la commune et on n'a pas forcément besoin d'augmenter les tarifs dans la mesure où les résultats de la DSP sont largement suffisants pour augmenter tous les gens qui travaillent au sein de cette structure.

Pour moi, il n'y a rien qui le justifie, mais je pense que c'est un avis qu'on avait quand même plus ou moins partagé entre nous. Voilà je ne sais pas Edouard...

Edouard DUPOUY :

Oui, je te rejoins complètement sur les sources de motivation de cette augmentation. Elles ne paraissent pas justifiées et on a possibilité de contrôler ces tarifs, donc faisons-le aujourd'hui. Et puis j'ajouterai qu'on a la possibilité de les rencontrer puisqu'on le fait tous les ans on a la remise du rapport annuel de mémoire c'est en juillet ou en août.

Lionel BARBERIS :

Ce sera l'occasion d'en parler.

Edouard DUPOUY :

On aura l'occasion d'échanger. Il me semble que la dernière fois, ces augmentations ne faisaient pas partie de l'ordre du jour.

On n'avait pas été avertis là-dessus. Donc on est un peu surpris et on engagera le dialogue à ce moment-là cet été.

Lionel BARBERIS :

Donc nous on votera contre, mais je pense qu'on ne sera peut-être pas les seuls

Christophe VIGNAUD :

Très bien. On va passer au vote si vous en êtes d'accord ? Donc on va passer... donc qui est pour ? Qui s'abstient ? Qui est contre ?

Bien, et bien cette augmentation de tarifs n'est pas adoptée et les tarifs en vigueur seront maintenus.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n° 250606-16 : Délégation de Service Public du tennis - modification des tarifs sollicitée par la SARL Odyssey Sports

Vu le contrat de délégation de service public approuvé par l'assemblée délibérante le 14 juin 2018,
Vu la délibération n°1 du conseil municipal du 14 septembre 2018, fixant les tarifs du tennis,
CONSIDÉRANT le souhait du délégataire, Odyssey Sports de modifier certains tarifs comme suit :

Hossegor Tennis Club - Location terrains	Tarif actuel	Tarif proposé
Terre battue extérieure	20,00 €	22,00 €
Terre battue intérieure	20,00 €	22,00 €
Court en dur	16,00 €	18,00 €

Hossegor Tennis Club - Cartes 10h	Tarif actuel	Tarif proposé
Carte famille	160,00 €	180,00 €
Carte individuelle	80,00 €	90,00 €

CONSIDÉRANT que le conseil municipal doit approuver ces changements de tarifs

*Après en avoir délibéré,
Avec 23 voix contre
Et 2 abstentions (E. BESCHERON, C. CABANAC ESCANDE)
Le Conseil Municipal,*

N'AUTORISE PAS la SARL Odyssey Sport à modifier les tarifs comme exposé précédemment.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

17. Convention constitutive d'un groupement de commandes entre la commune et la Communauté de communes MACS et des communes du territoire de MACS pour des achats groupés portant sur l'acquisition et ou la location d'équipements dans le domaine du numérique

Christophe VIGNAUD :

Point 17, convention constitutive d'un groupement de commandes entre la commune et la MACS et les communes, sur tout ce qui est achat numérique. Quentin.

Quentin BENCHETRIT :

Oui, merci monsieur le Maire. C'est très simple. On propose d'optimiser les prix d'achat et tous nos achats sur le matériel informatique, bureautique, impressions, réseau, télécom, internet, cloud.

Donc, la communauté de communes MACS nous propose de signer une convention pour participer à un groupement de commandes. Je le rappelle, c'est optionnel. On est dans le groupement mais derrière on n'est pas obligé de l'utiliser pour faire tous nos achats. Ça nous permet juste d'acheter moins cher quand c'est intéressant. Donc voilà, on propose ce soir et on invite monsieur le Maire à pouvoir adhérer à ce groupement de commandes et à signer les documents afférents.

Christophe VIGNAUD :

Très bien. On va passer au vote, sauf si vous avez des questions ? Donc qui est pour cette adhésion ? Merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n°250606-17 : Convention constitutive d'un groupement de commandes entre la commune et la Communauté de communes MACS et des communes du territoire de MACS pour des achats groupés portant sur l'acquisition et ou la location d'équipements dans le domaine du numérique

Pour optimiser les coûts de procédure et bénéficier d'économies d'échelle, la Communauté de communes MACS, des établissements publics et des communes situés sur le territoire souhaitent procéder à l'achat groupé portant sur l'acquisition et ou la location d'équipements dans le domaine du numérique suivants :

- Matériels bureautiques ;
- Solutions d'impressions ;
- Réseaux et télécoms ;
- Infrastructures et cloud ;
- Prestations intellectuelles liées au domaine du numérique ;
- Logiciels.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L..1414-3.-I, L..2121-2, L..2121-22 et L..2121-29 ;

VU le code de la Commande publique ;

Considérant la constitution d'un groupement de commandes à titre permanent, en application des articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique, dans le cadre d'une mutualisation des besoins permettant aux membres du groupement d'optimiser les coûts de procédure et de bénéficier d'économies d'échelle.

Considérant que la mutualisation des achats peut s'opérer selon plusieurs modalités :

- Par la passation d'un marché public portée par un coordonnateur du groupement de commandes pour le bénéfice des membres de ce groupement de commandes ;
- En bénéficiant d'un marché ou accord-cadre d'une centrale d'achat au sens de l'article L2113-2 du Code de la commande publique ;
- Par la passation d'un marché public portée par une centrale d'achat au sens de l'article L2113-2 du Code de la commande publique.

Considérant que la convention précitée désigne la Communauté de communes MACS comme coordonnateur du groupement, qui sera chargée, notamment, de :

- Lorsque la Communauté de communes MACS est désignée coordonnateur pour organiser et établir la passation d'un marché ou accord-cadre, les membres du groupement donnent mandat au coordonnateur pour organiser et établir le dossier de consultation. Le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le code de la commande publique, aux missions suivantes :
 - Rédiger les documents contractuels ;
 - Procéder aux formalités de publicité adéquates ;
 - Se charger de l'organisation et du fonctionnement de la Commission d'Appel d'Offres du groupement ;
 - Informer le ou les titulaire(s) du marché ou accord-cadre qu'il(s) a (ont) été retenu(s) ;
 - Aviser les candidats non retenus du rejet de leurs offres ;
 - Rédiger le rapport de présentation du marché prévu aux articles R2184-1 à R2184-6 du code de la commande publique
 - Remettre aux membres du groupement les éléments leur permettant de signer leur marché ou accord-cadre ;
 - Faire paraître l'avis d'attribution.

- Lorsque les membres du groupement donnent mandat au coordonnateur pour organiser ainsi qu'établir les échanges avec la centrale d'achat, recenser et transmettre les éléments requis permettant de bénéficier d'une mise à disposition d'un marché ou accord-cadre, le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le code de la commande publique, aux missions suivantes :
 - Phase de préparation :
 - Compléter et signer la convention de mise à disposition du marché ou accord-cadre proposé par la centrale d'achat ;
 - Recenser et transmettre à la centrale d'achat l'ensemble des éléments requis pour bénéficier de la mise à disposition du marché ou accord-cadre.
 - Phase de mise à disposition des marchés et accords-cadres :
 - Suivre les échanges avec la centrale d'achat ;
 - Récupérer l'ensemble des éléments des marchés ou accords-cadres mis à disposition par la centrale d'achat ;
 - Remettre aux membres du groupement les éléments leur permettant d'exécuter le marché ou accord cadre.

- Lorsque les membres du groupement donnent mandat au coordonnateur pour organiser ainsi qu'établir les échanges avec la centrale d'achat, recenser et transmettre les éléments requis permettant la passation d'un marché ou accord-cadre par la centrale d'achat., le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le code de la commande publique, aux missions suivantes :
 - Phase de préparation de recueil des besoins :
 - Compléter et signer la convention de service d'achat ;
 - Recenser et transmettre l'ensemble des besoins des membres.

- Phase de passation des marchés et accords-cadres :
 - Suivre les échanges avec la centrale d'achat ;
 - Récupérer l'ensemble des éléments des marchés ou accords-cadres passés par la centrale d'achat pour le compte du groupement de commandes ;
 - Remettre aux membres du groupement les éléments leur permettant d'exécuter le marché ou accord cadre.

Considérant que la convention dispose que chacune des parties membres du groupement demeurent compétentes pour :

- Déterminer la nature et l'étendue des besoins à satisfaire et les communiquer au coordonnateur et s'engage dans une participation active à la définition de ses propres besoins,
- Lorsque la passation du marché ou accord-cadre est effectuée par la Communauté de communes MACS :
 - Signer et notifier, en son nom propre, les marchés ou accords-cadres ;
 - Rédiger et transmettre la décision ou délibération relative à ce marché ou accord-cadre au contrôle de légalité.
- S'assurer de la bonne exécution du marché ou accord-cadre.

Considérant que le groupement est permanent et formé à la date de signature de la convention par tous les membres du groupement.

Considérant que lorsque la passation du marché ou accord-cadre est effectuée par la Communauté de communes MACS, la commission d'appel d'offres du groupement de commandes, chargée de l'attribution des marchés publics ou accords-cadres, est désignée selon les règles énoncées par L.1414-3.-I du Code Général des Collectivités territoriales, et composée comme suit :

- Un représentant titulaire et son suppléant élus parmi les membres ayant voix délibérative de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement ;
- La commission d'appel d'offres est présidée par le Président de MACS, coordonnateur, ou son représentant.

Monsieur le Maire rappelle que la composition de la commission d'appel d'offres de la commune est la suivante :

Membres titulaires : Alain CLAVERIE

Membres suppléants : André JAKUBIEC

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE le projet de convention constitutive d'un groupement de commandes pour des achats groupés de prestations de services pour l'acquisition, la location d'équipements dans le domaine du numérique entre la Commune et les membres du groupement.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention et tous les actes relatifs à l'exécution de cette convention ;

CHARGE Monsieur le Maire à prendre tous les actes nécessaires liés aux marchés publics ou accords-cadres et à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de ceux-ci ;

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

AFFAIRES GÉNÉRALES

18. Modification des tarifs liés à la taxe de séjour à compter du 1^{er} janvier 2026

Christophe VIGNAUD :

On passe aux affaires générales avec la modification des tarifs liés à la taxe de séjour. En fait, c'est très simple.

Edouard DUPOUY :

Pour donner suite à la rencontre avec les représentants des hôteliers, ces derniers ont fait la demande d'arrondir les tarifs de la taxe de séjour dans le but de faciliter la gestion administrative et comptable de leurs établissements et éviter ainsi la circulation des pièces de 1 ou 2 centimes. Donc l'assemblée est invitée à valider l'évolution de ces tarifs. Vous avez eu le tableau qui était joint à la délibération.

Christophe VIGNAUD :

Je suis désolé c'était à André de le faire et je me suis mélangé les pinceaux dans les répartitions. Je suis désolé. Franchement, désolé.

Edouard DUPOUY :

Non, mais je te laisse compléter si tu veux.

Christophe VIGNAUD :

Donc on va voter juste l'arrondi de tout ça. Donc on va voter qui est pour ? Merci pour eux.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération 250606-18 : Modification des tarifs de la taxe de séjour à compter du 1^{er} janvier 2026

Vu l'article 44 de la loi n° 2017-1775 de finances rectificative pour 2017,
Vu les articles L 2333-26 et suivants du code général des collectivités territoriales,
Vu le décret n° 2015-970 du 31 juillet 2015 relatif à la taxe de séjour et à la taxe de séjour forfaitaire,
Vu les articles R 5211-21, R 2333-43 et suivants du code général des collectivités territoriales,
Vu la loi de finances n°2022-1726 du 30 décembre 2022,
Vu la délibération du conseil municipal en date du 28 avril 2023 relative à la taxe de séjour,

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE l'abrogation de toutes les délibérations antérieures relatives à l'instauration, modalités et tarifs de la taxe de séjour, à compter du 1^{er} janvier 2026.

INSTITUE la taxe de séjour au réel, sur son territoire, à compter du 1^{er} janvier 2026.

DÉCIDE d'assujettir les natures d'hébergements suivantes à la taxe de séjour au réel :

- Les palaces ;
- Les hôtels de tourisme ;
- Les résidences de tourisme ;
- Les meublés de tourisme ;
- Les villages de vacances ;
- Les chambres d'hôtes ;
- Les auberges collectives ;
- Les emplacements dans les aires de camping-cars et les parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures ;
- Les terrains de camping, les terrains de caravanage ainsi que tout autre terrain d'hébergement de plein air ;
- Les hébergements non classés ou en attente de classement

DÉCIDE de percevoir la taxe de séjour du 1^{er} janvier au 31 décembre et que le rythme de reversement de celle-ci par les hébergeurs est mensuel.

Catégories d'hébergement	Tarif plancher	Tarif plafond	Mairie	Conseil départemental	Taxe additionnelle régionale	Prix total
Palaces	0,70 €	4,60 €	3,02 €	0,30 €	1,03€	4,35 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	0,70 €	3,30 €	1,22 €	0,12 €	0,41€	1,75 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	0,70 €	2,50 €	1,11 €	0,11 €	0,38€	1,60 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	0,50 €	1,60 €	1,01 €	0,10 €	0,34€	1,45 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,30 €	1,00 €	0,90 €	0,09 €	0,31€	1,30 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,20 €	0,80€	0,76 €	0,08 €	0,26€	1,10 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures.	0,20 €	0,60 €	0,59 €	0,06 €	0,20€	0,85 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles, et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes ports de plaisance	0,20 €		0,21 €	0,02 €	0,07€	0,30 €

Sont exonérés de plein droit :

- Les personnes mineures (moins de 18 ans)
- Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés sur le territoire communal
- Les personnes qui occupent des locaux dont le loyer journalier est inférieur à un montant que le conseil municipal a déterminé à 5 € par nuit par occupant
- Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire.

PRÉCISE que, conformément à l'article L 2333-29 du CGCT, la taxe de séjour est établie sur les personnes qui ne sont pas domiciliées dans la commune et qui n'y possèdent pas de résidence à raison de laquelle elles sont redevables de la taxe d'habitation.

Son montant est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés.

Le montant de la taxe due par chaque occupant est égal au tarif qui lui est applicable en fonction de la classe de l'hébergement dans lequel il réside, multiplié par le nombre de nuitées correspondant à la durée de son séjour. La taxe est ainsi perçue par personne et par nuitée de séjour.

PRÉCISE que le conseil départemental des Landes, par délibération en date du 11 janvier 1984, a institué une taxe additionnelle de 10% à la taxe de séjour. Dans ce cadre et conformément aux dispositions de l'article L 3333-1 du CGCT, la taxe additionnelle est recouvrée par la commune pour le compte du département dans les mêmes conditions que la taxe de séjour communale à laquelle elle s'ajoute. Son montant est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés.

FIXE les tarifs de la taxe de séjour comme suit à partir du 1^{er} janvier 2026 :

Hébergement	Taux
Tout hébergement en attente de classement ou sans classement à l'exception des hébergements de plein air	5 %

Le taux adopté s'applique par personne et par nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité ou, s'il est inférieur à ce dernier, du tarif plafond applicable aux hôtels de tourisme 4 étoiles. Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxes.

Le tarif de la taxe de séjour est fixé, pour chaque nature et pour chaque catégorie d'hébergement, par personne et par nuitée de séjour.

DÉCIDE de procéder à la taxation d'office des hébergeurs défaillants conformément aux dispositions légales.

AUTORISE Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'application de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

19. Lancement d'un Appel à Manifestation d'Intérêts pour la réhabilitation et la mise en valeur du Sporting-Casino de Soorts-Hossegor

Christophe VIGNAUD :

Alors on passe au point 19, qui est la réhabilitation et la mise en valeur du Sporting.

Donc pour donner suite à la réunion publique du 15 mai, on a fait une présentation très complète des opportunités et des possibilités concernant la réhabilitation du Sporting casino. Il avait été fait état de trois choix, vendre, emprunter ou éventuellement lancer une AMI. Vendre ce patrimoine commun centenaire ne me semblait pas raisonnable. Moi je l'ai dit et je le redis. Augmenter les impôts des habitants à l'année n'est pas souhaitable. Et emprunter signifierait rendre difficile l'emprunt pour d'autres projets comme la réhabilitation de la ferme de Bielle, sur lequel on est en train de travailler, la construction de l'équipement sportif pour tous au parc des sports et la fameuse rénovation des halles qui à un moment ou un autre va être à l'ordre du jour.

Donc il convient d'étudier concrètement cette dernière solution pour aller au bout des possibilités qui nous sont offertes et de voir si cela est possible, et dans quel cas, à quel prix, avec quelles conditions, comme nous l'avons indiqué lors de la présentation.

Il n'est pas question de brader le Sporting casino, il doit rester et il restera aux Hossegoriens. Il est juste important de faire face à des investissements importants que nous ne pourrions que difficilement supporter. Une des solutions est celle qui va nous permettre de garder notre patrimoine, de l'exploiter et surtout de le récupérer après un certain nombre d'années, tout en recevant des loyers et de ce fait en continuant de le valoriser. Ce qu'on vous demande ce soir, c'est de nous donner l'autorisation de lancer cet appel à manifestation d'intérêt afin de recevoir le cas échéant des entreprises ou des groupes qui pourraient être intéressés par ce type de projet. Nous considérons que toutes les conditions ne sont pas requises, et bien si nous considérons que les conditions ne sont pas requises, nous ne signerons pas un tel protocole, nous ferons état de ce qui est possible de faire et nous reverrons les modalités de la restauration du bâtiment. Par la suite, je propose que la commission des finances continue à suivre ce projet au plus près, en faisant les premières analyses des éventuelles propositions. L'objectif est de disposer des dossiers complets sur le volet des travaux qui vont être conformes aux exigences de la DRAC et de l'ABF, il n'y a aucune modification architecturale qui sera faite, avec qui que ce soit. Sur le volet d'exploitation-maintenance pour récupérer un bâtiment en état à la fin du bail, de regarder la solidité financière du groupement d'investisseurs, constructeurs et gestionnaires qui aura la capacité de porter et gérer ce projet. Les analyses de la commission de finances, seront présentées et débattues en commission générale qui fera office de commission ad hoc, pour que tout le monde puisse en profiter sur ce projet qui est capital pour la commune. Tous les élus pourront prendre connaissance des propositions, les assimiler et voir si l'on approfondit les discussions avec les opérateurs ou pas. Voilà, j'en ai fini, je pense que vous avez des remarques ou des questions sur le sujet. Lionel ?

Lionel BARBERIS :

C'est un sujet, on le sait, qui est forcément sensible et compliqué à traiter. Compliqué, il l'est, parce que ça fait plusieurs années, et avant le mandat, que ce sujet est posé sur la table. Je pense que dès le début du mandat, on a eu des discours qui étaient assez clairs sur le fait qu'on devait regarder pour un centre d'affaires, on devait regarder ce qu'on peut y faire dedans. Pendant quatre ans, il y a eu un groupe de travail qui a été constitué et qui a travaillé sur ce sujet-là. Les travaux étaient trop chers, certes, mais je vous rappelle aussi qu'on a levé de la fiscalité pour faire ces travaux-là aussi. C'est-à-dire

qu'il y a 1 million de recettes supplémentaires, parce que quand vous dites on n'a pas augmenté les impôts. On a augmenté les impôts pour la taxe sur les résidences secondaires et c'est 1 million de recettes supplémentaires était fait pour financer les travaux. 1 million par an, ça fait quand même sur 20 ou 30 ans de financement, on a plus de 20 ou 30 millions d'euros potentiels de recettes pour financer des travaux donc les 12, 13, 14, 15 millions d'euros de travaux, peut-être sur le Sporting, 12 millions à l'ouverture des enveloppes. Donc je pense que sur le fond, on avait des capacités. Je pense que le vrai problème qui aujourd'hui est posé, c'est qu'on n'a pas de méthode. C'est-à-dire qu'on avance sans méthode. Alors là, on se dit qu'on va faire un appel à la manifestation d'intérêt, puis on verra bien si après il y a quelqu'un et s'il n'y a personne, du coup, qu'est-ce qu'on fait ? On revient au point de départ en fait. On revient à ce qu'on a aujourd'hui, ni plus ni moins. Donc en fait, on essaye de dire aux privés, venez nous sauver, parce que nous, on n'y arrive pas. Et je trouve que c'est quand même un aveu qui est, pour moi, un aveu de faiblesse dans notre capacité à gérer. Je pense qu'on a cette capacité à proposer des choses. On a cette capacité. L'idée de faire ou pas un centre d'affaires pouvait être étudiée, mais je le reviens sur ce que je disais depuis la première année du mandat. Il faut une unité de marché, il faut des choses sérieuses, il faut qu'on travaille vraiment. Peut-être aussi avec de l'aide, ce qu'on a cherché à voir avec le cabinet de l'avocat qui nous accompagne...

Ce dont j'ai peur, c'est qu'on continue à travailler pour rien, en tout cas, se dire qu'après on revient au point de départ qui est le point d'aujourd'hui, tout simplement. Et je reviens sur la réunion publique pour le coup, je n'aime pas cette méthode qui est de dire de toute façon on va faire peur à tout le monde parce que quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage, mais c'est un peu ça puisque la fiscalité, on va lever 15 millions de fiscalités sur une seule année. C'était juste insensé de présenter ça au public parce qu'évidemment que ça fait peur, si ce n'est que c'est impossible. Donc il se trouve qu'on présente des choses qu'on ne peut de toute façon pas faire comme ça. Donc je trouve que la présentation était relativement du coup amateur par rapport à ça et je trouve qu'on essaie de faire une fuite en avant en disant bon on va aller chercher le privé qui va nous sauver. Le privé, dites-vous bien un truc, c'est que s'il vient pour investir lui va y aller pour gagner de l'argent pour le coup et pour gagner beaucoup d'argent. Je trouve dommage qu'à un moment on n'est pas nous capable de porter quelque chose pour la commune. Moi je reste persuadé que pour la commune on peut faire de belles choses avec ce Sporting qui pourra être utile aux associations, aux habitants, en faire un centre de vie. Mais je reviens sur ce que je disais au départ, on a la réflexion sur le patrimoine à mener. Je parlais tout à l'heure des logements, je peux parler de plein de choses au niveau de la commune où on a une vraie réflexion sur le patrimoine, on se donne deux trois bâtiments prioritaires sur lesquels on investit et à partir de là, une fois qu'on aura décidé d'investir sur ces bâtiments-là, on met les moyens pour y arriver.

Après on peut y faire un centre d'affaires pas un centre d'affaires, le déléguer une partie au privé ou pas. Là je trouve que de tout donner et puis dire allez-y. Moi j'ai été des deux côtés, j'ai été dans ceux qui faisaient ce qu'on est en train de faire et puis j'étais aussi dans ceux qui géraient les espaces. Et je sais comment ça se passe dites-vous bien que ça ne va pas être gratuit et puis surtout, voilà. Donc je pense qu'ils peuvent faire des choses. À la fin c'est ce qui s'est passé dans plein de délégations de service public comme ça où les communes après ils sont retournés parce qu'on a géré l'eau comme ça, on a géré plein de choses comme ça qui étaient des patrimoines de la commune qu'on a laissé à des privés puis qu'on s'est rendu compte que on aurait pu le faire nous-même, on a essayé de les récupérer et souvent en mettant des sommes astronomiques sur la table parce que là on va se retrouver avec des baux qui vont durer 30, 40, 50 ans.

Christophe VIGNAUD :

Maëlle, tu veux intervenir ? Non mais c'est normal.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Je vais lire un petit peu, je suis désolée, mais le sujet est quand même suffisamment important, je ne voudrais pas oublier quelque chose. Donc je reprends la délibération dont on parle par rapport à l'AMI pour ceux qui ne l'ont pas lu. Monsieur le Maire rappelle que la commune de Soorts-Hossegor a finalisé en 2023 les études de réhabilitation du Sporting Casino. Donc ça tombe bien, on a été élu pour ça. Sporting Casino actuellement sous gestion municipale, c'est important. On lit également le complexe du Sporting Casino, témoigne de l'élégance balnéaire, la commune souhaite qu'il redevienne un lieu de référence en matière de vie sportive, culturelle et festive. Très bien, vous prêchez une convaincue. La commune souhaite en faire un moteur de développement urbain. Là par-contre vous m'avez perdue, pas compris ce que ça voulait dire. Donc après on passe à la procédure d'appel à manifestation d'intérêt, ce qu'on appelle un AMI. Donc c'est une procédure de mise en concurrence, préalable à la mise à disposition du bien, à part le casino, la commune sélectionnera ou plusieurs opérateurs. Je reprends ce que vous avez dit tout à l'heure pour réhabiliter, assurer l'entretien, exploiter etc. Donc le candidat respectera évidemment les enjeux. C'est votre fameux cahier des charges, l'enjeu patrimonial, lieu vivant, rayonnement économique et touristique. Je fais le lien avec aussi la pièce jointe, avec les documents qui étaient joints. Dans ces documents joints, il y avait par exemple les activités qui étaient encouragées, voire imposées, et celles qui étaient interdites. Alors j'ai remarqué, vous n'avez pas interdit l'hôtellerie ? Dans les activités ? C'est une réflexion.

Christophe VIGNAUD :

L'hôtellerie sera interdite à ce...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ce n'est pas écrit.

Christophe VIGNAUD :

Oui, c'est un projet.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ce n'est pas écrit

Christophe VIGNAUD :

C'est un projet et d'autre part, ce qu'il faut savoir, c'est qu'une AMI, et c'est une discussion entre des gens qui vont nous proposer des choses, et donc le Sporting en lui-même, il a été proposé. Moi j'ai eu quelqu'un qui est venu me voir qui m'a dit "je voudrais faire un hôtel". J'ai dit non, non, non. Ce n'est pas la principale...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Je dis juste que dans la liste des activités interdites, vous avez oublié.

Edouard DUPOUY :

Rajoutons-le ce soir.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui, rajoutons-le. Interdisons l'hôtellerie.

Edouard DUPOUY :

Comme ça c'est fait.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

C'est parfait. Le calendrier prévisionnel. Le calendrier prévisionnel, donc, on publie en juin, on désigne un lauréat, hypothétiquement, mais si jamais par bonheur vous trouviez la perle rare, ce serait formidable. On désigne le lauréat en décembre, on signe un contrat en janvier, on démarre les travaux premier trimestre 2026. J'arrive à la fin de la délibération où vous écrivez dans les considérants "il est nécessaire d'aller au bout de la démarche d'étude dans le cadre du lancement d'un AMI". Donc je vais vous dire ce que j'en pense. Donc sur le fait qu'il soit nécessaire d'aller au bout de cette démarche dans le cadre d'un AMI, moi je vous réponds "non". Vous avez été élu, vous tous, autour de la table, sur des promesses, sur des engagements. Cet engagement, c'était la rénovation du Sporting, mais dans le cadre de son maintien sous gestion municipale. Vous avez visiblement changé d'avis. Vous avez justifié ce changement en exposant des arguments financiers, d'après moi totalement erronés, qui visent uniquement à légitimer votre décision en faisant croire à la population que seule cette voie est viable. C'est faux, toujours d'après moi. Monsieur le Maire, vous avez clairement exposé votre point de vue. Pour vous le seul avenir possible est de remettre les clés à un privé. Et petite parenthèse, arrêtez de faire croire aux gens que la commune conservera la possibilité d'organiser des événements, d'avoir la main sur les tarifs de la piscine etc.

Christophe VIGNAUD :

Cahier des charges

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui mais quand vous mettez 15 millions sur la table...

Christophe VIGNAUD :

Cahier des charges

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

... Il y a un moment, on ne va pas venir vous expliquer comment vous allez gérer votre établissement

Christophe VIGNAUD :

Cahier des charges. Sinon on ne signe pas. Cahier des charges. T'as mal entendu mon propos avant.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Je ferme la parenthèse. Mon propos c'est juste de dire que vous avez votre vision. C'est un choix politique et vous avez parfaitement le droit de le porter. Mais pas sur ce mandat. Vous avez des élections l'année prochaine, vous vous ferez élire sur cet engagement. Aujourd'hui, vous ne pouvez pas enclencher ça, c'est un déni de démocratie. Il y a des commentaires ?

Christophe VIGNAUD :

Oui, oui, c'est assez drôle

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non, pas les vôtres. Et car il y a ***Intervention Inaudible*** qui font du bruit. Allez-y... Ah juste faire du bruit. D'accord. Quand il y a des phrases, on met le micro ? Très bien ; Bah on attend. Vous ainsi que tous les élus autour de cette table, dont vous... non mais enclencher le micro quand vous voulez parler !

Christophe VIGNAUD :

Non mais continuez madame...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Donc vous... également autour de la table, vous n'avez pas tous les droits. Ce bâtiment ne vous appartient pas.

Christophe VIGNAUD :

Non

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Il appartient à l'ensemble des habitants de Soorts-Hossegor. Et c'est à eux de décider de son avenir. Et ils le décideront en allant voter. Vous leur expliquerez, vous candidat à nouveau, pourquoi d'après vous c'est le meilleur choix, un autre candidat expliquera probablement comment il est possible de porter sa rénovation sans endetter la commune sur 200 ans, sans faire flamber les impôts. Il y a aujourd'hui sûrement certaines personnes qui sont d'accord avec vous...

Christophe VIGNAUD :

Sûrement oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

...et il y en a aussi d'autres...

Christophe VIGNAUD :

D'autres qui seront d'accord avec toi quand tu te présenteras

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Il y en a aussi d'autres... il n'y a que ça qui vous intéresse dans ce que je suis en train de dire ?

Christophe VIGNAUD :

Pas du tout alors si tu savais, si tu savais....

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Bien. Il y a d'autres personnes qui refusent catégoriquement que la commune se sépare de ce bien...

Christophe VIGNAUD :

Oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

... l'idée c'est d'y maintenir on l'a dit tout à l'heure l'ensemble de la vie associative, sportive, culturelle...

Christophe VIGNAUD :

Allons au fait...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

... donc j'en termine une fois de plus je pense que ce n'est pas à nous là... 27 de décider de cet avenir là...

Christophe VIGNAUD :

C'est ton choix

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

... je pense que c'est aux habitants...

Christophe VIGNAUD :

C'est ton choix

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

... et donc je vous demande de renoncer au lancement de cet AMI et de le reporter après votre élection uniquement pour respecter vos engagements premiers, pour respecter les habitants, pour respecter la démocratie et la possibilité pour les Hossegoriens de décider eux-mêmes de l'avenir de leur commune, merci.

Christophe VIGNAUD :

Alors si je suis assez surpris que tu dises que je vais être réélu déjà parce que d'abord faut se présenter et d'un et 2 ce n'est pas le sujet de ce soir donc voilà. Je pense que Edouard va te répondre après on n'est pas d'accord on a été souvent en désaccord surtout là donc on verra.

Edouard DUPOUY :

Oui donc petite réaction d'abord par rapport à Lionel sur la fiscalité supplémentaire sur la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et ce qu'on a voté la dernière fois ; ça n'a pas pour objet de financer des travaux ce n'était pas la DM... non pas du tout... la DM de la majoration sur la taxe d'habitation sur résidences secondaires

Intervention inaudible

Lionel BARBERIS :

Ah bon ? C'est intéressant on est effectivement dans une recette qui arrive en fonctionnement certes...

Edouard DUPOUY :

Pour financer les travaux

Lionel BARBERIS :

Elle arrive en fonctionnement certes mais elle était destinée au départ bien pour effectuer les travaux du Sporting

Edouard DUPOUY :

C'est faux

Lionel BARBERIS :

Et en tout cas quoi qu'il arrive...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non Edouard enfin ! On l'a dit

Edouard DUPOUY :

Non, la majoration de la TH n'a pas pour but de financer les travaux de rénovation dans une commune.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

C'est ce qui avait été dit quand elle a été mise en place

Edouard DUPOUY :

On regardera dans le PV, je n'ai jamais dit ça ce n'est pas possible et c'est faux

Lionel BARBERIS :

En tout cas ce qui est sûr c'est que vous avez décidé ce million d'euros de recette de fonctionnement en plus et par an contrairement à un million qu'on n'arrête pas de nous rabâcher en disant que voilà, mais on rappellera l'histoire il n'y a pas de problème, mais là c'est un million par an ce n'est pas un million sur une histoire c'est un million par an que vous avez décidé de brûler en fonctionnement voilà je veux dire aujourd'hui ça n'affole personne ça n'excite personne aujourd'hui on laisse faire alors c'est bien mais c'est votre gestion vous avez décidé de... et on parle aussi du parking... puisque l'épargne brute on regarde l'épargne brute elle est même en diminution sur les perspectives donc c'est à dire que malgré les recettes supplémentaires vous avez une diminution d'épargne brute donc ça veut bien dire que l'argent qui est affecté...

Edouard DUPOUY :

C'est logique

Lionel BARBERIS :

... à l'investissement... ce n'est pas tout à fait logique quand les recettes augmentent

Edouard DUPOUY :

Quand tu continues à investir sans emprunt quand tu continues

Lionel BARBERIS :

L'épargne brute c'est avant l'investissement

Edouard DUPOUY :

Oui pardon, quand tu continues sur la partie fonctionnement quand tu continues à restructurer à recruter c'est ce qu'on a fait ?

Lionel BARBERIS :

A recruter ? pour que ça fonctionne mieux ?

Edouard DUPOUY :

Non je suis d'accord avec toi pour le coup il y a des choses...

Christophe VIGNAUD :

S'il te plaît Lionel...

Lionel BARBERIS :

J'ai du mal à entendre dire que vous avez des recettes supplémentaires vous avez décidé, vous, de ne pas les affecter en investissement c'est un choix politique

Christophe VIGNAUD :

On assume ce choix

Lionel BARBERIS :

Après dire que ce n'est pas fait pour... vous l'assumez totalement et je pense que l'intervention de Maëlle est intéressante à ce niveau-là

Christophe VIGNAUD :

On assume totalement

Lionel BARBERIS :

Vous assumez aussi le changement de position politique tout au long du mandat

Christophe VIGNAUD :

Non, il n'y a pas changement politique

Lionel BARBERIS :

Mais ça c'est... il n'y a pas de problème sur le Sporting apparemment oui puisqu'elle a été assez précise là-dessus mais en tout cas sur les recettes supplémentaires vous avez décidé de les affecter en fonctionnement et pas en investissement puisque l'épargne brute tombe et malgré tout qu'on le veuille ou non c'est comme ça c'est un fait

Christophe VIGNAUD :

De toutes les manières on ne va pas débattre trois heures puisque on n'est pas d'accord ni les uns ni les...enfin...

Lionel BARBERIS :

Mais on ne peut pas être d'accord là-dessus parce que je trouve que c'est dommage de mettre du fonctionnement en plus alors que les résultats...

Christophe VIGNAUD :

On ne parle pas de fonctionnement là on parle d'investissement donc voilà c'est tout c'est aussi simple ça

Mathilde VINTROU :

Je voudrais juste rajouter quand j'entends que ce sont des choix opaques où on ne consulte pas du tout la population c'est faux il y a eu une réunion publique où il y a eu beaucoup de participation les gens ont pu poser leurs questions et je pense que...

Christophe VIGNAUD :

Les gens ont continué à les poser et par mail aussi

Mathilde VINTROU :

Les gens continuent à les poser par mail parce qu'on a communiqué et on est ouvert...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui mais vous faites... oui mais les gens sont venus à la réunion ont posé des questions mais laissez-les s'exprimer

Christophe VIGNAUD :

Mais on les a laissé s'exprimer

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

En posant des questions ? Non mais laissez-les s'exprimer dans les urnes une dernière fois je vais arrêter de m'adresser à vous monsieur le Maire parce que ...

Christophe VIGNAUD :

Arrête de parler des urnes.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Je vais arrêter de m'adresser à vous directement là sincèrement sur ce sujet et si on va continuer à débattre tant qu'on en aura envie parce qu'on parle du Sporting casino. Je m'adresse à vous tous pas simplement à monsieur le Maire sur un point sur lequel on n'est pas d'accord ; je m'adresse à vous tous et à l'équipe et bon je sais qu'on est d'accord avec l'opposition mais quand même majoritairement au groupe majoritaire on a été élu sur une promesse sur un engagement qui était de le rénover en le conservant on n'a pas réussi on n'a pas réussi sur ce mandat on n'a pas réussi mais moi je pense comme Lionel et comme d'autres qu'on peut quand même autrement essayer monsieur le Maire et d'autres pensent qu'il faut faire autre chose. Je vous dis juste que quelle légitimité vous avez-vous et moi là maintenant à décider pour les Hossegoriens ? Les Hossegoriens en votant pour monsieur Vignaud et son équipe se sont dit ils vont faire ça on n'a pas réussi on s'en justifie il n'y a pas de souci on change d'avis on dit finalement c'était pas ça la bonne idée on fait autre chose mais comme j'ai dit il n'y a pas de souci c'est un choix politique on n'est pas obligé de le partager mais c'est pas à nous là 27 autour de la table il y a les affaires générales on est élu pour ça là on parle de l'avenir du Sporting pour plusieurs décennies moi je ne suis pas d'accord pour que nous autres les 27 décidons pour 3500 habitants alors que nous sommes à quoi 6 mois ? 7 mois ? je n'en sais rien des élections. Il y a un moment attendez les élections et là vous serez dans un processus démocratique et si les Hossegoriens veulent que l'on donne les clés à un privé parce qu'en leur for intérieur ils pensent que c'est la meilleure issue laissez-les choisir moi je ne souhaite pas toute seule sur ce sujet-là décider pour eux surtout quand on est à quelques mois des élections on n'est pas à des années on est à quelques mois laissez-les choisir laissez-les... vous... laissez-vous le temps de les convaincre sur le privé sur le public et eux et grandes personnes en leur âme et conscience ils choisiront l'avenir du Sporting c'est pas à nous 27 de le faire.

Paul GONCALVES :

Je peux dire quelque chose ? Le Sporting... je ne sais pas tout mais moi je suis né ici dans cette commune j'ai grandi ici pas tout ci donc le Sporting je le connais, je l'ai côtoyé depuis tout petit si la mairie aurait été capable de faire tourner comme il faut je pense qu'il aurait pu récolter beaucoup de recettes pour pouvoir entretenir le bâtiment. Le problème c'est qu'on va rénover ce bâtiment même si on ne le rénove pas nous-mêmes comment tu vas travailler après ? Parce que la mairie est incapable de le faire tourner je pense elle n'a pas les capacités pour faire tourner ce bâtiment

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Je ne partage pas ton avis.

Paul GONCALVES :

Je pense qu'il n'y a pas que la rénovation après il faut savoir le faire tourner.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Encore une fois cette discussion est riche, intéressante elle nécessite du temps, des débats

Christophe VIGNAUD :

On a eu ces débats

Paul GONCALVES :

On a eu ces débats

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ce n'est pas la réunion publique qui a eu lieu ...

Christophe VIGNAUD :

Non non non ... on a eu plein de débats auparavant... on a monté le débat quand le montant... On a eu dans le montage purement administratif lorsqu'on a eu une première étude par KPMG on a reçu plein de gens en ce qui concerne... et le Lionel on faisait état des cabinets extérieurs pour nous aider sur la manière de faire donc on a eu déjà des débats là-dessus on a eu des débats sur le fonctionnement et tout ça on a eu tous ces débats là

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais là vous parlez de débats internes

Christophe VIGNAUD :

Oui mais c'est ...la mairie...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Moi je vous parle de débats vis à vis de la population

Christophe VIGNAUD :

... la mairie malheureusement, je suis désolé, la mairie elle est là aussi pour gérer les biens et donc notre rôle c'est d'avancer là-dessus

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais dis le Patrice... Patrice dit quelque chose on ne l'entend pas

Patrice BIANCONE :

Non non je disais simplement c'est pour cela que j'avais proposé une consultation locale

Christophe VIGNAUD :

Oui, oui...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais à quelques mois des élections la consultation locale : c'est l'élection il y aura des réunions publiques où vous pourrez, à l'envie, expliquer

Christophe VIGNAUD :

On parle des élections ; on n'est pas dans ce process là

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Si on est pleinement dans ce process monsieur le Maire...

Christophe VIGNAUD :

Mais non on n'est pas dans ce process

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

... là vous êtes de mauvaise foi mais ce n'est pas grave

Christophe VIGNAUD :

Mais non on n'est pas du tout dans le process

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Les réunions publiques vous permettront d'expliquer à la population en totalité ou toi Paul tu as tout à fait le droit d'avoir cet avis et ce regard et on a le droit de ne pas être d'accord je dis juste que... je dis juste que, sur ce sujet-là, autour de la table nous n'avons pas le droit de décider à la place des habitants

Paul GONCALVES :

Je le conçois, je le conçois

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

On a fait une promesse...

Paul GONCALVES :

Tout à fait

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

... et ce n'était pas celle-là non mais on est en train de totalement changer le choix politique en cours de mandat

Paul GONCALVES :

On ne parle pas de politique on parle juste d'un bâtiment qui appartient à la ville. Tu rénoves un bâtiment super ! Tu mets 15 millions d'euros tu rénoves il est très beau mais après derrière tu fais quoi ? Si tu ne sais pas le faire tourner ou quoi que ce soit ? Donc après tu fais quoi ? Ben oui il est joli mais c'est tout

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais si on le fait tourner avec toutes les associations la vie culturelle la vie sportive mais si si encore une fois je rejoins monsieur le Maire là ce n'est pas le lieu de ce débat. Ma problématique elle est juste

que vous vous engagez à lancer un AMI vous vous engagez à lancer un AMI qui est un process qui est totalement contraire à ce pourquoi nous nous étions engagés et qu'à quelques mois d'une élection laissé les habitants choisir.

Christophe VIGNAUD :

Je vais juste dire deux choses... non Paul c'est bon...

Paul GONCALVES :

Regarde à Labenne ils ont fait

Christophe VIGNAUD :

On ne va pas en discuter 3 heures...

Paul GONCALVES :

Non non ... Ils ont fait un centre culturel qui est magnifique Le coût par an d'entretien 450 000 euros qui est ou 500 000 euros je ne sais pas mais...

Christophe VIGNAUD :

Payé par la MACS

Paul GONCALVES :

Oui mais payé par nos impôts aussi ; donc le Sporting tu imagines il faut savoir faire tourner mais mais à fond pour pouvoir payer ce n'est pas tout mettre 15 millions d'euros et ce n'est rien. Je reviens de Tahiti et apparemment les jeux ont investi 5 millions d'euros là-bas ça rien à voir avec ici mais bon comme on est jumelé avec eux je trouvais ça énorme pour une tour de juges sauf qu'ils que c'était non pour une tour de jeu de juges sauf qu'ils ont fait construire une marina pour accueillir les sportifs qui n'a pas été finie avant les JO va très bien la marina a coûté presque 2 millions 8 sauf que la marina eux maintenant ils l'ont mais ils ne savent pas s'en occuper en fait c'est un boulet pour eux parce qu'ils se disent : mais on va faire quoi maintenant ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Paul, je dis juste que là ce n'est pas moi qu'il faut convaincre ce sont les habitants et vous les laisser choisir

Christophe VIGNAUD :

Alors juste... on n'est pas dans un timing on n'est dans rien de tout ça. Donc on a dit qu'on allait le rénover on n'a pas dit comment on allait le faire on a essayé de faire des choses voilà on en est là et je pense que Edouard veut dire un mot et ensuite on conclura...

Patrice BIANCONE :

Petite parenthèse dans le cadre d'un AMI ici là si c'est la formule qui est retenue qui décidera finalement que les conditions sont réunies

Christophe VIGNAUD :

La commission des finances... je t'ai expliqué que la commission des finances continuera à suivre ce projet et débattrà en commission générale des propositions

Patrice BIANCONE :

Mais in fine qui tranchera ?

Christophe VIGNAUD :

La commission des finances et ...

Patrice BIANCONE :

C'est le conseil municipal ?

Christophe VIGNAUD :

... et le conseil municipal derrière

Patrice BIANCONE :

D'accord

Christophe VIGNAUD :

Bien entendu

Edouard DUPOUY :

Si je peux finir...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Juste pourquoi vous ne repoussez pas l'AMI ?

Christophe VIGNAUD :

Et pourquoi je le repousserai ? Donc on n'est pas d'accord on ne va pas discuter trois heures là-dessus

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Il n'y a aucune obligation à lancer ça.

Christophe VIGNAUD :

Il n'y a aucune obligation à le laisser pourrir ? donc c'est bon

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Si vous étiez à trois mois près...

Edouard DUPOUY :

Non juste réaction donc j'ai parlé on n'est pas d'accord sur la présentation qui a été faite le but c'était de démontrer les options financières que l'on avait et si, enfin moi je te tends la main Lionel, si tu veux qu'on retravaille ça parce que c'était amateur ou scandaleux on peut en reparler en commission finance peut-être qu'on n'a pris les bonnes hypothèses et on peut le retravailler

Lionel BARBERIS :

Je le maintiens et je l'affirme aujourd'hui et je pense que c'est intéressant le débat qu'on a ici en fait ce qui relève surtout c'est qu'on a de belles ambitions au début de mandat qui est de dire on va gérer d'une certaine manière un équipement aussi important et stratégique pour la commune et on se rend compte que c'est de l'argent public cela doit se respecter à tous les niveaux et notamment dans la dépense on peut avoir vraiment des ambitions et c'est ce qui était le but du début de mandat de dire on va le gérer d'une certaine manière, on va savoir le gérer de l'intérieur il y a une réalité après qui est de se dire mais de la gestion de l'intérieur elle demande certaines compétences est-ce qu'on les a est-ce qu'on ne les a pas ? ça c'est la réalité de terrain en fait qui s'oppose aux élus donc après on va tout de suite vers le privé quoi donc c'est là où je dis je suis pas d'accord avec la présentation Edouard puisque je pense que la présentation a été faite pour orienter tout le monde vers le privé même si c'était une réunion publique elle était orientée parce que les diapositives qui étaient mise en avant pour le financement par la collectivité étaient erronées.

Christophe VIGNAUD :

On ne va pas recommencer le débat. Je voudrais avancer il y a Edouard qui veut te répondre

Lionel BARBERIS :

Non mais j'ai le droit de dire que voilà il y avait quand même...

Christophe VIGNAUD :

Tu nous l'as déjà dit donc

Lionel BARBERIS :

Oui mais bon je réponds à Edouard et notamment le fait qu'on oriente le débat dans une réunion publique me pose un problème c'est de la manipulation de masse quoi

Edouard DUPOUY :

Ok bon moi je te tends la main pour qu'on retravaille ses projections parce que on n'a peut-être commis une erreur ou omis... On pourra en reparler il y a du débat. Maëlle alors moi je te rejoins en partie Maëlle sur le fait qu'effectivement on a été on a été élu sur un projet qui était de réhabiliter le Sporting de l'exploiter nous-mêmes. Comme j'avais dit la dernière fois l'idée c'était de... j'avais dit ouvrir le champ des possibles et d'étudier d'autres propositions puisqu'on n'était pas capable je pensais qu'on n'était pas capable, nous, de porter au vu des montants et des enjeux financiers et c'est un peu la démonstration que j'ai voulu faire même si elle semble orientée ou erronée mais moi je suis prêt à la retravailler il n'y a pas de problème. Moi ce que j'avais en tête mais peut-être que j'ai mal compris parce que par rapport à ce que tu viens de dire ce soir moi mon idée c'était de lancer cet AML pour voir si éventuellement il y a des gens qui répondent mais dans mon esprit en aucun cas on allait prendre cette décision à la fin et s'engager avant la fin du mandat mais je n'ai peut-être pas bien compris

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non, vous prenez juste les gens pour des imbéciles

Christophe VIGNAUD :

Très bien, écoute si tu le dis

Edouard DUPOUY :

Non sérieusement je te le dis... non non sérieusement

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais moi je te réponds avec tout le sérieux vous prenez les gens pour des imbéciles et au bout d'un moment ça devient fatigant vous vous adressez vraiment aux gens comme si c'étaient des imbéciles...

Christophe VIGNAUD :

D'accord ok

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

il y a un moment ce que vous êtes en train de faire est limpide

Christophe VIGNAUD :

Ok bien reçu. Alors maintenant on va passer au vote et donc on va vous demander de voter sur le sujet et de vous exprimer donc qui est pour cet AMI ? Qui est contre cet AMI ? Très bien et qui s'abstient aucun si tu t'abstiens ou tu es contre tu t'abstient très bien.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n°250606-19 : Lancement d'un Appel à Manifestation d'Intérêts pour la réhabilitation et la mise en valeur du site du Sporting-Casino

L'an deux mille vingt-cinq, le six juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le trente mai deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Edouard DUPOUY, Jean BELLOCQ a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Alain CLAVERIE

Monsieur le Maire rappelle que la Commune de Soorts-Hossegor a finalisé en 2023 les études de réhabilitation du Sporting-Casino, bâtiment emblématique de la station de tourisme d'Hossegor créé un siècle plus tôt.

Il s'agit d'un bâtiment inscrit à l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques en 1991, conçu par les architectes Henri GODBARGE et les frères Benjamin et Louis GOMEZ à la fin des années 1920 dans le cadre de l'apogée de la période des « arts décoratifs ».

Ce bâtiment qui va prochainement fêter son centenaire (travaux débutés en 1927) doit être réhabilité conformément aux directives de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) et de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF). Il s'agit d'un édifice d'environ 5500 m² de surface de plancher qui comprend actuellement :

- Un établissement de jeux (Casino) géré dans le cadre d'une Délégation de Service Public qui court jusqu'au 1^{er} mars 2028 (exclu du champ de l'AMI) ;

- Un restaurant ;
- Une piscine comprenant un bassin de 23 mètres de longueur ;
- Des salons permettant d'organiser tous types de réceptions ;
- Un espace pour la réalisation d'un auditorium d'environ 200 places créé en lieu et place de l'ancien cinéma ;
- Une salle (ancienne salle de danse) au dernier étage qui n'est aujourd'hui pas accessible aux Personnes à Mobilité Réduite ;
- Une salle utilisée pour les sports de combats ;
- Un ancien logement de fonction dit « pavillon carré » à l'entrée du site.

Le Casino et la salle de sports de combats sont les seules entités en activité à ce jour, les autres ayant été fermées le 1^{er} février 2024 pour des raisons de sécurité. Les bâtiments accueillant le Casino sont exclus de la présente consultation.

Il convient de préciser que le bâtiment du Sporting-Casino est imbriqué avec le Jaï-Alaï, premier édifice sportif du genre en France, créé en 1958 à l'occasion des championnats du monde de pelote basque pour la pratique de la Cesta Punta. Cet édifice couvert de 2200 m² de surface de plancher environ est actuellement sous gestion municipale (régie), à l'instar de l'autre équipement dédié à la pelote basque à savoir le fronton place libre de 80 mètres de long qui complète le site dit du Sporting-Casino comprenant aussi une esplanade et un parc arboré (cf. localisation sur le plan ci-dessous).

Le complexe du Sporting-Casino témoigne de l'élégance balnéaire de l'époque Art déco. La Commune souhaite qu'il redevienne un lieu de référence en matière de vie sportive, culturelle et festive à Soorts-Hossegor. La Commune souhaite en faire un moteur de développement urbain et touristique durable.

La procédure d'Appel à manifestation d'intérêts est préalable à la mise à disposition de tout ou partie de la parcelle sous une forme juridique restant à définir pour un projet à vocation économique et culturelle et si possible sportive.

La consultation ne concerne :

- Ni un marché public ;
- Ni une concession d'aménagement ;
- Ni une concession de travaux ;
- Ni une concession de service ;
- Ni une concession de service public ;
- Ni une délégation de service public.

Il s'agit d'une procédure de mise en concurrence librement organisée par la Commune de Soorts-Hossegor, préalable à la mise à disposition du bien sous conditions (activités autorisées et activités interdites) de tout ou partie d'un terrain et des bâtiments (hors Casino) qui y sont implantés.

L'objectif de l'appel à manifestation d'intérêt est de faire réhabiliter puis d'assurer l'entretien-maintenance et l'exploitation de ce site emblématique par un opérateur tiers en :

- Respectant les réglementations de ce site faisant partie du Site Patrimonial Remarquable de la Commune ;
- Développant une valorisation économique, culturelle et sociale pérenne en cohérence avec l'établissement de jeux du Casino, exploité sous Délégation de Service Public (hors champ du présent AMI) ;
- Animant le lieu toute l'année ;
- Mettant à disposition certaines parties du site pour quelques besoins de la commune ;
- Assurant une intégration urbaine et environnementale exemplaire du site : les candidats devront proposer la composition d'une équipe de maîtrise d'œuvre spécialisée dans la réhabilitation de ce type de bâtiments.

Les enjeux et les ambitions de l'AMI sont les suivants :

- Enjeu patrimonial et identitaire : restaurer les bâtiments historiques, valoriser l'identité Art déco et l'histoire locale ;
- Lieu vivant : concevoir un espace polyvalent accueillant des activités culturelles, sportives et sociales diversifiées et attractives, adopter une démarche de concertation continue avec les riverains et acteurs locaux ;
- Rayonnement économique et touristique : générer des retombées économiques locales et renforcer l'attractivité régionale ;
- Exemplarité environnementale : intégrer les principes de développement durable, l'éco responsabilité et garantir une accessibilité universelle.

A la suite de la réception des candidatures et des offres, la Commune en fera l'analyse au vu des critères définis dans le document d'appel à manifestation d'intérêt et, après une première sélection, engagera des discussions avec un ou plusieurs candidats.

La consultation telle qu'exposée dans le document annexé à la présente délibération doit permettre de retenir, à l'issue des auditions et des négociations, et en application des critères de jugement des offres définis dans l'AMI, le candidat qui respectera le mieux les critères d'analyse des offres définis dans le document d'AMI.

La Commission des Finances qui a suivi en 2024 la procédure de maîtrise d'ouvrage directe sera mobilisée sur cette procédure d'AMI. Elle analysera, avec l'aide des services municipaux et des conseils juridiques et financiers, la complétude des candidatures et offres remises par chacun des candidats, puis étudiera les dossiers de candidatures et d'offres reçus.

Pour rappel, la Commission des Finances est composée de :

- Christophe VIGNAUD ;
- Edouard DUPOUY ;
- Patrice BIANCONE ;
- André JAKUBIEC ;
- Myriam LANGLOIS ;
- Jean-Marc LEROY ;
- Henri ARBEILLE ;
- Lionel BARBERIS.

L'avancement des phases d'analyse des candidatures puis des offres par la Commission des Finances sera présenté en Commission Générale ; la Commission Générale fera office de Commission Ad hoc.

Le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Publication de l'AMI : 16 juin 2025
- Visite de site : du 20 juin au 31 juillet 2025
- Date limite de dépôt des candidatures et des offres : 6 août 2025 à 12 heures
- Phase d'analyse et d'auditions : septembre - octobre 2025
- Dépôts des offres améliorées : novembre 2025
- Désignation du lauréat : décembre 2025
- Signature du contrat : janvier 2026
- Démarrage des travaux : 1^{er} trimestre 2026

CONSIDÉRANT l'ensemble des études urbanistiques, techniques, financières et juridiques concernant le projet de réhabilitation et de gestion du Sporting-Casino,

CONSIDÉRANT la procédure de maîtrise d'ouvrage directe conduite par la Commune en 2024 ayant abouti à un dépassement d'environ 20 % du coût d'objectif de réhabilitation du Sporting-Casino,

CONSIDÉRANT les études des scénarii alternatifs à la maîtrise d'ouvrage directe communale puis leur présentation en réunion publique le 15 mai 2025,

CONSIDÉRANT qu’au regard des importants enjeux patrimoniaux et financiers, il est nécessaire d’aller au bout de la démarche d’étude des meilleures potentialités de gestion et d’explorer concrètement les possibilités de réhabilitation puis de mise en valeur du site du Sporting-Casino par un opérateur externe dans le cadre du lancement d’un Appel à Manifestation d’Intérêts,

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

5 voix contre (M. DUBOSC PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)

Et 1 abstention (P. BIANCONE)

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE de lancer une procédure d’Appel à Manifestation d’Intérêts (AMI) visant à la réhabilitation, l’entretien-maintenance et l’exploitation du Sporting-Casino, dont le projet figure en annexe de la présente délibération.

CONFIE à la Commission des Finances la mission d’étudier les candidatures puis les offres afin d’en présenter l’analyse en Commission Générale qui fera office de Commission Ad Hoc.

DÉCIDE que le choix de l’attributaire du contrat de longue durée sera présenté en Commission Générale puis soumis pour approbation au Conseil Municipal, à l’issue de la phase de sélection.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer toute pièce ou document relatif à la procédure d’Appel à Manifestation d’Intérêts et à l’exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l’objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l’État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l’envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

20. Convention de mise à disposition d'un bureau au sein de la mairie de Soorts-Hossegor pour la tenue de permanences de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat

Christophe VIGNAUD :

Passons au point numéro 20 qui est la convention de mise à disposition d'un bureau au sein de la mairie pour la chambre des métiers d'artisanat. Dans le cadre de son engagement en faveur du développement économique local et de la proximité avec les entreprises artisanales la commune et la chambre de métier, qui est venue nous voir, souhaite formaliser cette mise à disposition d'un local, d'un bureau au sein de la mairie afin de faciliter l'accompagnement des artisans de notre commune mais aussi des autres communes de MACS et le déploiement des services de celui-ci. Ils souhaitaient avoir une antenne sur la côte, puisqu'ils en ont une à Mont-de-Marsan et pouvoir offrir aux repreneurs aux porteurs de projet de venir sur la zone un peu comme les différents clubs d'affaires qui existent et à cette fin donc une convention d'occupation temporaire des locaux communaux est établie entre les parties afin d'encadrer les conditions de mise à disposition, les modalités d'utilisation et engagement respectif de chacune des parties. On semble que c'est une bonne collaboration un atout supplémentaire pour notre commune et de proposer à nos artisans d'avoir la possibilité de rencontrer leur chambre de métier voilà donc que je vous demande de m'autoriser à signer cela... oui Lionel ?

Lionel BARBERIS :

Oui merci monsieur le Maire. Oui c'est bien qu'on puisse les accueillir la compétence économique étant à MACS qu'est-ce qui fait que MACS n'ai pas pu les accueillir ? Parce que je trouve que qu'on le fasse c'est bien il faut le faire...

Christophe VIGNAUD :

Je te remercie

Lionel BARBERIS :

... la compétence étant à MACS il me semblerait logique que MACS propose l'accueil de la CMA

Christophe VIGNAUD :

Absolument

Lionel BARBERIS :

L'utilité de la Chambre des Métiers de l'Artisanat elle est réelle, elle est utile chaque jour là on est vraiment dans du concret et c'est efficace donc c'est dommage qu'on ne puisse pas le faire porter par l'intercommunalité qui est compétente

Christophe VIGNAUD :

Alors faire pour porter...

Lionel BARBERIS :

Financièrement pour porter ça en termes de locaux mis à disposition etc.

Christophe VIGNAUD :

La communauté de communes ne s'est pas saisi de ça et ils sont allés les voir et voilà. Donc on va passer au vote donc qui est pour cette mise à disposition ? Mesdames vous êtes d'accord ou pas ? Oui ok très bien à l'unanimité.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n°250606-20 : Convention de mise à disposition d'un bureau au sein de la mairie de Soorts-Hossegor pour la tenue de permanences de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat

Dans le cadre de son engagement en faveur du développement économique local et de la proximité avec les entreprises artisanales, la Commune de Soorts-Hossegor et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Nouvelle-Aquitaine-Landes souhaitent formaliser la mise à disposition de locaux communaux afin de faciliter l'accompagnement des artisans et le déploiement des services de celle-ci.

Cette collaboration vise à offrir, aux artisans et aux porteurs de projet de création ou reprise d'entreprise, un point de contact de proximité, à renforcer les actions d'information collectives et individuelles et de formation, et à favoriser les échanges entre la municipalité et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat autour des enjeux économiques locaux.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1611-4
L. 231 1-7 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L. 2125-1 ;

Considérant que ce dynamisme pour remplir ces missions essentielles, doit être soutenu par la puissance publique notamment par la mise à disposition d'infrastructures municipales ;

Considérant que la Commune décide de soutenir la Chambre des Métiers et de l'Artisanat dans la poursuite de leurs objectifs, en mettant gratuitement à disposition des locaux communaux qui lui appartiennent ;

Considérant que la présente convention a pour objet de fixer les modalités de mise à disposition gratuite de locaux et de matériels ;

Considérant que présente convention de mise à disposition des locaux présente un caractère précaire et révocable, à tout moment, pour des motifs d'intérêt général.

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention annexée à la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

21. Plan-Plage - Sollicitation d'aides financières pour le projet de réaménagement durable des plages océanes de Soorts-Hossegor

Christophe VIGNAUD :

Point 21 c'est la sollicitation d'aide financière pour le projet du réaménagement durable vous savez sur le plan plage donc il y a eu des études préalables plan plage à Hossegor qui ont été réalisées en 2021 et 2022 et qui ont permis de mettre en évidence des grands enjeux sur les plages de la commune et aussi sur le lac pour rappel cette étude opérationnelle fait suite à la démarche aménagement durable des plages initiées en 2020 par la commune avec le soutien du GIP Littoral et de l'ensemble des partenaires. La commune va réaménager ses plages au regard des enjeux en matière de sécurité, de préservation de l'environnement et d'accueil du public. Le souhait de la commune est également d'apporter un ensemble d'actions harmonisées permettant de renforcer l'accessibilité à la plage et mettre en place les modes doux sur certains secteurs. Je vous demande donc de m'autoriser à solliciter des subventions auprès de différents financeurs. Il y a eu un petit ajustement d'ailleurs au niveau des chiffres si vous avez vu il y a à peu près 3 % d'augmentation mais qui sont en fait ça a été les dernières contraintes techniques mais qui font partie des subventions qui font partie pardon des coûts qui sont subventionnés et qui font partie de l'ensemble des dépenses éligibles donc après discussion aux derniers COPILS avec les différents partenaires qui étaient autour de la table l'objectif est donc d'avoir les 80 % de subventions dont 50 % pour le FEDER qui est l'union européenne, 10 % par l'état avec FNADT, 10 % par la région Nouvelle Aquitaine ainsi que 10 % par le département des Landes. Donc c'est là en fait c'était la même chose en ce qui concernait l'amélioration des travaux qui se sont fait autour du lac et qui seront finis à la fin de ce mois. Attends... il y a Emmanuelle qui voulait parler

Emmanuelle BESCHERON :

C'est purement technique parce qu'on me pose beaucoup la question par rapport à l'aménagement des plages au niveau du lac : est-ce qu'il y a...

Christophe VIGNAUD :

Oui ce ne sont pas les mêmes

Emmanuelle BESCHERON :

Non ce ne sont pas les mêmes mais justement j'en profite parce que beaucoup se pose la question quand est ce que vont être mis les garages à vélo

Christophe VIGNAUD :

A la fin du mois, on attend les derniers... c'est le 24 juin normalement on attend le grand banc tout ce qui est bois et va être mis en dernier

Emmanuelle BESCHERON :

Avant la saison début de saison ok

Christophe VIGNAUD :

Oui vas-y Lionel tu voulais parler ?

Lionel BARBERIS :

Oui juste les 703 000 euros sont éligibles ?

Christophe VIGNAUD :

725 000 euros sont éligibles oui c'est ce que je t'ai dit

Lionel BARBERIS :

Ils sont vraiment voilà parce que sur le plan il y a toujours une partie qui est éligible les panneaux etc. puis tout ce qui est un peu souterrain qui ne se voit pas il n'y a pas de subvention quoi

Christophe VIGNAUD :

Absolument, c'est ce que j'ai expliqué ... cette augmentation est éligible.

Lionel BARBERIS :

D'accord et donc sur des travaux qui sont encore non réalisés à ce jour on est d'accord ?

Christophe VIGNAUD :

Là ce n'est pas réalisé

Lionel BARBERIS :

Parce que là les subventions ils n'aiment pas quand on commence

Christophe VIGNAUD :

Non ce n'est pas réalisé

Lionel BARBERIS :

On demande après ?

Christophe VIGNAUD :

Oui. Donc on va passer au vote si vous en êtes d'accord donc qui pour ?



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n°250606-21 : Plan-Plage - Sollicitation d'aides financières pour le projet de réaménagement durable des plages océanes de Soorts-Hossegor

Monsieur le Maire rappelle que l'étude préalable Plan-Plage à Hossegor réalisée en 2021-2022 a permis de mettre en évidence les grands enjeux des plages de la Commune.

Pour rappel cette étude opérationnelle fait suite à la démarche « Aménagement Durable des Plages » initiée en 2020 par la Commune avec le soutien du GIP Littoral et de l'ensemble des partenaires.

Grâce à l'accompagnement des services de l'Etat, de la Région, du Département et du GIP Littoral, le Comité de Pilotage de ce partenariat a validé le premier rapport des études PRO concernant ce projet qui répond au mieux aux principes d'aménagement durable définis au niveau régional dans le cadre du projet « Littoral 2030 : Réussir la transition du littoral de Nouvelle-Aquitaine ».

La Commune a déposé un dossier d'examen au cas par cas sur les 2 plages océanes, secteurs qu'elle souhaite réaménager en priorité au regard des enjeux en matière de sécurité, de préservation de l'environnement et d'accueil du public. Le souhait de la Commune est également d'apporter un ensemble d'actions harmonisées permettant de renforcer l'accessibilité et la place des modes doux sur ces secteurs de plage.

Le plan de financement prévisionnel des plages océanes est le suivant pour un premier coût estimatif études et travaux en phase PRO de 725 555 (soit : 870 666 € TTC)

- 50% Union Européenne (FEDER) ;
- 10% Etat (FNADT) ;
- 10% Région Nouvelle-Aquitaine ;
- 10% Département des Landes.

VU l'article L. 2122-22 du CGCT,

VU la délibération n°210507-14 en date du 7 mai 2021 relative aux délégations d'attributions consenties au Maire par le Conseil Municipal,

VU les études préalables réalisées dans le cadre du Plan Plage,

VU la décision du Maire 2022_03_66 en date du 25 novembre 2022 relative au choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre,

CONSIDÉRANT les conclusions du Comité de Pilotage en date du 22 mai 2025,

CONSIDÉRANT la nécessité pour la Commune de demander des financements pour la réalisation de ce projet.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter des subventions aussi élevées que possible sur la base des montants engagés pour le projet de réaménagement durable des plages océanes d'Hossegor auprès :

- de l'Union Européenne ;
- de l'État ;
- de la Région Nouvelle-Aquitaine ;
- du Département des Landes ;
- de tout autre financeur public ou privé.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires au règlement de cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

22. Sollicitation d'aides financières pour le projet de d'installation de panneaux photovoltaïques sur les toitures du Centre Technique Municipal

Christophe VIGNAUD :

Ensuite, il s'agit de la sollicitation d'aide financière pour le projet d'installation des panneaux photovoltaïques au CTM on en avait parlé vous aviez d'ailleurs donné votre accord pour le CTM ainsi que pour nos logements du pignada qui ont été abandonnés pour faute de rentabilité du projet d'ailleurs donc il nous reste celui-là actuellement donc je vous demande à m'autoriser à solliciter pendant les subventions aussi élevées que possible sur la base des montants engagés pour le projet d'installation des panneaux auprès d'état, la banque des territoires la région, le département ou tout autres financeurs privés ou publics ainsi que d'autres choix que l'on pourrait trouver. Voilà est-ce que vous avez des questions ? Est-ce que vous pouvez... on va passer au vote donc qui est pour ?
Merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n°250606-22 : Sollicitation d'aides financières pour le projet de d'installation de panneaux photovoltaïques sur les toitures du Centre Technique Municipal

La Commune a adhéré en 2024 à un groupement de commandes initié par la Commune de communes MACS pour des prestations de service et de travaux en faveur de la transition énergétique.

L'adhésion à ce groupement de commande permet de bénéficier d'un accompagnement des services communautaires et de meilleurs prix dans le cadre d'un achat groupé.

Une étude de faisabilité a été effectuée avec l'économe de flux de la MACS sur les potentiels photovoltaïque de la Commune. Il est ressorti à ce jour une faisabilité sur le bâtiment du Centre Technique Municipal.

Le plan de financement prévisionnel d'installation de panneaux photovoltaïques sur les toitures existantes du CTM est le suivant :

- Coût estimatif du projet : 267 203,92€ HT (soit 320 644,70 € TTC) ;
- Subventions attendues sont :
 - 40% Etat (DSIL, DETR et/ou Fond Vert) ;
 - 15% Département (FEC et/ou règlement départemental en faveur de la transition énergétique).

VU l'article L. 2122-22 du CGCT,

VU la délibération n°210507-14 en date du 7 mai 2021 relative aux délégations d'attributions consenties au Maire par le Conseil Municipal,

VU la délibération du conseil municipal en date du 19 janvier 2024 d'adhésion au groupement de commandes avec la Communauté de communes MACS en vue de la passation de marchés publics ou accords-cadres pour des prestations de services et de travaux en faveur de la transition énergétique ;

CONSIDÉRANT la nécessité pour la Commune de demander des financements pour la réalisation de ce projet.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter des subventions aussi élevées que possible sur la base des montants engagés pour le projet d'installation de panneaux photovoltaïques au Centre Technique Municipal auprès de :

- de l'État ;
- du Département des Landes ;
- de tout autre financeur public ou privé.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires au règlement de cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

23. Renouvellement de l'adhésion du label « Ville de Surf » décerné par la Fédération Française de Surf

Christophe VIGNAUD :

Mathilde tu vas nous parler du label ville de surf.

Mathilde VINTROU :

Merci monsieur le Maire. Depuis toujours la ville est associée à cette belle discipline qui est le surf, sport qui a participé et participe encore à sa renommée mondiale comme on le sait tous. Ces dernières années l'engouement pour ce sport est immense de plus en plus présents il y a de plus en plus de surfeurs, que ce soit en haute saison en moyenne saison en basse saison, cette attractivité doit du coup être encadrée de manière réglementaire en valorisant le sport la pratique et surtout s'étaler peut-être un peu plus sur les ailes de saison. Sont primés par ce label tous les efforts contribuant à l'image d'un littoral accueillant et qui valorise la pratique du surf au-delà de son caractère de récompense officielle ce label garantit la qualité de la pratique les communes labellisées se donnent les moyens d'offrir une image et un environnement favorable à la pratique du surf pour les touristes mais aussi la population locale. Ce label est accordé par la Fédération Française de Surf qui espère en fait créer un dialogue entre les communes et les membres de son réseau dans les objectifs suivant : la sécurité des usagers, ce qui est une question vraiment intéressante, la préservation du littoral évidemment et un aménagement responsable. Voilà nous l'avons déjà ce label donc voilà est-ce que vous avez des petites questions ?

Christophe VIGNAUD :

Non ? Très bien. On va passer au vote donc qui est pour ce label ? Très bien merci.

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n° 250606-23 : Renouvellement de l'adhésion du label « Ville de Surf » décerné par la Fédération Française de Surf

Ces dernières années, l'engouement sans précédent de la population pour le surf et l'océan en général a placé cette activité au centre des atouts touristiques du littoral.

Cette attractivité pour le surf doit également être cadrée de manière réglementaire, en valorisant une pratique annuelle, en ciblant des actions de promotions sur l'avant et l'arrière-saison et en coordonnant des actions du projet fédéral sur les plages de notre commune.

De façon générale, sont primés par ce label tous les efforts contribuant à l'image d'un littoral accueillant et valorisant la pratique du surf et de ses disciplines associées aussi bien pour la population locale que touristique.

Au-delà de son caractère de récompense officielle, ce label garantit une qualité de pratique et témoigne d'une stratégie municipale globale et cohérente. Dans un contexte croissant de compétitivité des territoires, les Communes labellisées se donnent les moyens d'offrir une image et un environnement favorables à l'attractivité touristique et à la pratique du surf.

La Fédération Française de Surf par le biais de ce label espère créer un véritable dialogue entre les Communes et les membres de son réseau pour répondre aux besoins suivants :

- La sécurité de tous les usagers ;
- La préservation du littoral ;
- Un aménagement responsable.

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

AUTORISE Monsieur le Maire à s'engager sur le renouvellement des démarches d'adhésion à la charte des labels de la Fédération Française de Surf et à signer tous les documents afférents à ce dossier.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

24. Autorisation à l'Office National des Forêts (ONF) de procéder au martelage et à la mise en vente de bois sur la parcelle communale cadastrée AM 19

Christophe VIGNAUD :

On va passer au point 24. Michel ?

Michel VILLEGER :

Oui... le point 24 on doit donner l'autorisation à l'Office Nationale des Forêts (l'ONF) pour procéder au martelage et à la mise en vente du bois sur la parcelle cadastrée AM..., chez les Russes

Christophe VIGNAUD :

AM19 vers Hargous

Michel VILLEGER :

Ce n'est pas une coupe rase c'est juste choisir les arbres qui sont bons à couper. La commune a toujours suivi les travaux d'entretien et d'amélioration de la forêt communale. La contenance est à peu près de 3 hectares elle est soumise au plan de gestion de l'Office Nationale des Forêts et nous devons procéder à une coupe d'éclaircie en 2026. Elle est mise en vente par l'intermédiaire du gestionnaire et de l'ONF. L'assemblée doit voter cette proposition de vente de bois

Christophe VIGNAUD :

Très bien. Y a-t-il des questions ? Bon on va passer au vote qui est pour ?

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n°250606-24 : Autorisation à l'Office National des Forêts (ONF) de procéder au martelage et à la mise en vente de bois sur la parcelle communale cadastrée AM 19

Monsieur le Maire rappelle que la Commune assure, autant que cela s'avère nécessaire, à des travaux d'entretien et d'amélioration de la forêt communale. La parcelle cadastrée Section AM n°19 d'une contenance d'environ 3,04 hectares, soumise au plan de gestion de l'Office National des Forêts, doit faire l'objet d'une coupe d'éclaircie en 2026.

Cette parcelle doit être marquée avant d'être mise en vente par l'intermédiaire du gestionnaire de la forêt communale, l'Office National des Forêts.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE pour la parcelle cadastrée AM 19 :

- Le martelage des bois par l'ONF ;
- La vente des coupes de bois par l'ONF situés sur la parcelle AM n°19 du plan ci-annexé.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

25. Contrat entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'éco-organisme Alcome visant à favoriser la lutte contre la pollution provoquée par les mégots

Christophe VIGNAUD :

Merci Michel tu continues avec la délibération suivante.

Michel VILLEGER :

Oui nous avons été contactés par un éco organisme qui s'appelle ALCOME et qui vise à favoriser la lutte contre la pollution provoquée par les mégots de cigarettes. Il est porté au Conseil Municipal que cette société ALCOME qui est un organisme agréé par l'état par arrêté ministériel du 21 juillet et elle est chargée de la responsabilité élargie des producteurs de produits de tabac qui sont équipés de filtres de plastique. La mission de l'ALCOME est de participer à la réduction et de la présence des déchets sur les plages et les produits issus du tabac et jetés de manière inappropriée sur l'espace public. Les actions de l'ALCOME sont sensibilité la fourniture de la communication et la sensibilisation mettre à disposition des cendriers de poche et des dispositifs de rue bien sûr Hossegor étant une ville avec SPR nous sommes obligés de demander l'agrément à l'Architecte des Bâtiments de France pour ses cendriers ses dispositifs de rue le soutien financier l'ALCOME aussi donne un soutien financier et au titre du nettoyage des rues. L'ALCOME propose de contractualiser avec les collectivités territoriales en charge du nettoyage des voiries publiques sur la base d'un contrat de type unique. En contrepartie la commune de Soorts-Hossegor va mettre en place dans le cadre de ce contrat un état de lieu avec les lieux chauds où il y a beaucoup de mégots et les dispositifs de collecte existant. La commune aussi doit entreprendre des actions de sensibilisation de communication et d'aménagement en fonction des spécificités de la collectivité. ALCOME fournit des kits de sensibilisation et apporte un soutien financier annuel au titre du nettoyage c'est calculé en fonction du barème de la population municipale et c'est totalement pris en charge par cette société-là. Le montant du soutien n'est pas fixe mais varie en fonction de l'évolution de la population. Le soutien est versé tous les ans sur présentation du bilan annuel et les actions de prévention et de sensibilisation effectuées. Autorisez-vous monsieur le Maire à approuver cette démarche et à signer les documents affairant à cette affaire ?

Christophe VIGNAUD :

Bien, vous avez des questions ? Bon on va passer au vote donc qui est pour ? Très bien



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n°250606-25 : Contrat entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'éco-organisme Alcome visant à favoriser la lutte contre la pollution provoquée par les mégots

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (AGEC) n°2020-105 du 10 février 2020 ;
Vu les articles L.541-10 et L.541-10-1 19° du Code de l'Environnement ;
Vu le projet de contrat-type à passer avec l'éco-organisme ALCOME, annexé à la présente délibération ;

Il est porté à la connaissance du conseil municipal qu'ALCOME est un éco-organisme agréé par l'État par arrêté ministériel du 28 juillet 2021. Il est chargé de la Responsabilité Élargie des Producteurs de produits de tabac équipés de filtres composés en tout ou partie de plastique et des produits qui sont destinés à être utilisés avec des produits de tabac relevant du 19° de l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement, de leur obligation de responsabilité élargie.

La mission d'Alcome est de participer à la réduction de la présence des déchets issus des produits de tabac (schématiquement appelés « mégots ») jetés de manière inappropriée dans l'espace public. Les objectifs de réduction sont fixés comme suit.

Les actions prévues par ALCOME sont :

- Sensibiliser : Fourniture d'outils de communication et de sensibilisation ;
- Améliorer : Mise à disposition de cendriers de poche et de dispositifs de rue ;
- Soutenir : Soutien financier aux communes au titre du nettoyage des rues ;
- Assurer : Enlèvement et prise en charge des coûts de valorisation des mégots collectés séparément, à hauteur de 100kg de mégots massifiés.

Dans ce cadre, Alcome propose de contractualiser avec les collectivités territoriales en charge du nettoyage des voiries publiques sur la base d'un contrat type unique.

En contrepartie, la Commune de Soorts-Hossegor va mettre en place dans le cadre de ce contrat :

- Un état des lieux des « hotspots » mégots (lieux à forte concentration de mégots au sol) et des dispositifs de collecte existants ;
- Des actions de sensibilisation, de communication et d'aménagement en fonction des spécificités de la collectivité ;

Alcome fournira des kits de sensibilisation ainsi qu'un soutien financier annuel au titre du nettoyage, calculé selon le barème tenant compte de la population municipale selon les données de l'INSEE et s'applique pour la première année prorata temporis à partir de la date de contractualisation.

Par conséquent, le montant du soutien n'est pas fixe et peut varier chaque année en fonction de l'évolution de la population.

Ce soutien est versé au terme de chaque année civile sur présentation d'un bilan annuel des actions de prévention et de sensibilisation menées au cours de l'année passée.

CONSIDERANT la volonté de la Commune d'accroître ses efforts en matière de lutte contre la pollution causée par les mégots ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission environnement réunie le 30 avril 2025 ;

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE l'engagement de la Commune de Soorts-Hossegor avec l'éco-organisme Alcome.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le contrat type entre la commune de Soorts-Hossegor et Alcome pour la durée de l'agrément.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer et fournir tous les documents afférents au contrat.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

26. Défense des traditions à la suite de la décision de la Commission Européenne de saisir la Cour de Justice de l'Union Européenne d'un recours en manquement contre la France concernant la réglementation de la chasse du pigeon ramier (palombe) au filet.

Christophe VIGNAUD :

Alors le point 26 alors défense des traditions à la suite de la décision de la commission européenne c'est une motion que nous devons passer en conseil municipal concernant la réglementation de la chasse du pigeon ramier dit « palombe » sur la chasse au filet. Donc j'ai été sollicité comme tous les maires de la de la communauté de communes entre autres et il nous paraissait important de vous faire part de cette motion je rappelle juste que notre territoire est un espace de chasse et ça depuis des siècles on en a même parlé lors de la commission générale où il y a eu peu d'explication des uns et des autres c'est une chasse traditionnelle pour sûr et la commission européenne a saisi le Tribunal Européen contre la France afin de faire appliquer la réglementation pour mettre fin à la chasse à la palombe au filet. Cette décision communautaire a suscité l'incompréhension compte tenu du caractère ancestral de cette chasse et de son antériorité par rapport aux dispositions communautaires elles-mêmes et de l'interprétation faite aujourd'hui de ces dispositions par la commission européenne pour faire condamner cette activité. Pour rappel la palombe connaît aujourd'hui une véritable explosion démographique au point de constituer un risque important pour l'agriculture de cette activité traditionnelle a pour but de régler et de réguler la population du pigeon ramier. Nous savons que cela suscite des débats et des divergences d'idées mais n'oublions pas que ce sont nos anciens qui l'avait mis en place pour le bien de tous. Nous allons voter mais avant est-ce qu'il y a des remarques ? Oui ? Je ne savais pas qui tu faisais la chasse.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ecoute moi je trouve qu'on ne parle pas assez des palombes donc c'était l'occasion...

Christophe VIGNAUD :

On ne parle pas assez de ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Des palombes

Christophe VIGNAUD :

Absolument oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

C'est l'occasion. Est-ce que tout le monde autour de la table à compris de quoi ça parle en fait ?

Christophe VIGNAUD :

On n'est pas en train de faire un cours de... je pense je pense que les gens ont compris.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais pourquoi ils veulent enlever les filets pourquoi ils veulent interdire la chasse au filet

Christophe VIGNAUD :

Paul, parle dans le micro s'il te plaît

Paul GONCALVES :
Intervention inaudible

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non ce n'est pas ça... mais ce n'est pas grave...

Christophe VIGNAUD :

Tu fais la chasse maintenant ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Je vais me faire un plaisir de vous expliquer

Christophe VIGNAUD :

Alors on va avoir une leçon de chasse ce soir c'est extraordinaire

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non je vous explique parce que c'est extrêmement intéressant

Christophe VIGNAUD :

Maëlle à la chasse, on a eu Maëlle à l'urbanisme, maintenant on a Maëlle à la chasse !

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Et pourquoi pas !

Écoute, je suis petite fille de chasseur. Je connais les palombières, j'ai toute légitimité à parler de la chasse. Non, blague à part, au moins on comprendra mieux et ça justifiera pourquoi je vais m'abstenir à la fin.

Christophe VIGNAUD :

Oui voilà il fallait aller directement au point, c'est plus simple.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Donc la commission européenne, en fait elle attaque la France par rapport à la... c'est la directive oiseau, qui date de 2009. Si tu veux, dans la directive oiseau, tu n'as pas le droit de chasser au filet, sauf si tu apportes les garanties que cette chasse-là est sélective, et que donc tu ne vas prendre dans tes filets que les palombes et pas d'autres espèces protégées etc. Et la commission européenne, en fait aujourd'hui, elle estime que la France n'a pas apporté les garanties, elle continue de penser que le filet n'est pas sélectif. Ça va ? Et en fait, je voudrais juste que cette délibération... les maires des, je crois que c'est 4 ou 5 départements qui sont concernés, ont tous été sollicités par les présidents de la Fédération de chasse, c'est normal...

Christophe VIGNAUD :

On est 300

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

... mais en fait je ne voudrais pas que le discours ce soit est-ce qu'on est pour ou contre le maintien des traditions.

Si vous voulez, la problématique là, c'est la commission européenne qui juge que la France n'a pas apporté les garanties par rapport à la sélectivité ou pas du filet. Donc si tu veux, moi par exemple, si on me demande "est-ce que je suis personnellement pour, en règle générale, le maintien des traditions ? Oui. Est-ce que je défends la chasse ? Oui. Est-ce que moi je juge que les filets tels qu'ils sont utilisés aujourd'hui sont sélectifs ou non ? Je n'en ai pas la moindre idée. Est-ce qu'il y a quelqu'un autour de la table qui chasse aux filets et qui pourrait nous expliquer ce que la commission européenne visiblement ne veut pas entendre ? Moi, je veux juste dire qu'on est sollicité, on doit répondre par les présidents.

Paul GONCALVES :

On chasse nous aussi. Moi je ne suis pas chasseur, pas du tout. En revanche, quand tu as ces traditions-là...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais là, on ne parle pas de la tradition de la chasse aux filets.

Paul GONCALVES :

Je ne parle pas de la tradition. Je ne parle pas de la tradition.

Christophe VIGNAUD :

Vous avez le droit de vous abstenir.

Paul GONCALVES :

Comment ils le font ? Mais moi, je suis sûr, je garantirai... Non, mais qu'ils aillent voir comment ils font, ça m'étonnerai qu'ils attrapent des oiseaux rares dedans

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais c'est tout le débat

Christophe VIGNAUD :

Et ça peut être aussi le débat de la pêche ou de temps en temps vous prenez dans votre filet vous prenez un dauphin ou un autre type de poisson

Paul GONCALVES :

Il va falloir réguler à un moment donné c'est comme les sangliers si tu ne régules pas tu vas voir tout à l'heure...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

C'est tout le débat justement ce que tu es en train de dire entre la commission européenne et la France. Là on est sollicité...

Paul GONCALVES :

On pourrait faire la même chose le filet pour la pêche

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Tout à fait

Christophe VIGNAUD :

C'est ce que je viens de dire

Paul GONCALVES :

C'est la même chose

Christophe VIGNAUD :

C'est ce que je viens de dire

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais là Paul... là là c'est juste qu'on est sollicité donc on doit répondre mais est-ce que notre avis est vraiment éclairé par rapport à la problématique de la sélectivité du filet

Christophe VIGNAUD :

On l'a expliqué en commission enfin bon après...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ce n'est pas parce qu'on a expliqué un fait qu'on a un avis sur le fait que le filet soit sélectif ou pas on n'en sait rien nous

Christophe VIGNAUD :

Mais tu as le droit de penser ce que tu veux

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Voilà je dis juste que...

Christophe VIGNAUD :

Il faut juste te positionner par rapport à ça c'est tout

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Je les soutiens les traditions je les soutiens mais mon avis est-ce que mon avis est éclairé sur la sélectivité du filet ? Non donc par honnêteté d'esprit je m'abstiendrai.

Christophe VIGNAUD :

Et bien on va voter quand même et chacun pourra voter comme il en souhaite en votre âme et conscience c'est ce que je vous ai dit lors de la commission générale d'accord ? Donc qui est pour cette motion ? Allons-y alors pour ? Dites-moi un deux trois quatre cinq attendez parce qu'il faut que Éric compte. Relevez la main s'il vous plaît oui ils marquent en même temps les noms qui sont qui ont dit « pour » et donc il y a une procuration avec Oriane et moi avec... qui s'abstient ? Il y a beaucoup d'absentions. On n'a pas envie de prendre part là... donc qui est contre ? Très bien, c'est quand même voté.

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n° 250606-26 : Défense des traditions à la suite de la décision de la Commission Européenne de saisir la Cour de Justice de l'Union Européenne d'un recours en manquement contre la France concernant la réglementation de la chasse du pigeon ramier (palombe) au filet.

Vu la directive 2009/147/CE du 30 novembre 2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la conservation des oiseaux sauvages (directive « Oiseaux ») ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 424-4, R. 424-9 et R. 424-9-1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 03 août 2009 relatif aux conditions de chasse de la palombe dans le département des Landes ;

Considérant la décision de la commission européenne de saisir la Cour de justice de l'Union européenne d'un recours contre la France pour non-respect des dispositions relatives à la chasse de la directive « Oiseaux », en particulier ses articles 8 et 9, risquant ainsi de mettre fin à la chasse traditionnelle de la palombe (pigeon ramier) en palombière ;

Considérant l'incompréhension que suscite cette décision communautaire compte tenu du caractère ancestral de cette activité, de son antériorité par rapport aux dispositions communautaires elles-mêmes, et de l'interprétation faites aujourd'hui de ces dispositions par la commission européenne pour faire condamner cette activité ;

Considérant que la palombe (pigeon ramier) connaît aujourd'hui une véritable explosion démographique au point de constituer une nuisance pour l'agriculture obligeant le préfet des Landes à prendre régulièrement des arrêtés permettant la destruction du pigeon ramier (palombe) sur des secteurs identifiés ;

Considérant l'importance et l'attachement de nos populations à cette pratique, développée au sein de notre réseau associatif local, porteuse de valeur de vivre ensemble ;

Après en avoir délibéré,

Avec 11 voix pour C. CERIZAY-MONTAUT, C. VIGNAUD, J. BELLOCQ, Oriane RUVAL, C. LUNARDELLI, M. VILLEGER, A. CLAVERIE, P. GONCALVES, G. ARICKX, S. BOMPAS, C. CHABRES-DUC,

Et 14 abstentions M. DUBOSC PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. DUCAMP, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, M. LANGLOIS, A. JAKUBIEC, M. VINTROU, Q. BENCHETRIT, JM LEROY, P. BIANCONE, E. DUPOUY, V. CAZAVANT
Le Conseil Municipal,

DEMANDE que la stratégie de défense soit construite en collaboration avec les services du ministère de Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la pêche, de la Fédération Nationale des Chasseurs et de la Fédération départementale des chasseurs des Landes ;

EMET un avis défavorable à la décision de la commission européenne de remettre en cause la chasse du pigeon ramier (palombe) au filet ;

APPORTE son soutien en faveur de la chasse de la palombe au filet en palombière, activité cynégétique ancestrale pratiquée au cœur de nos territoires ;

AUTORISE Monsieur le Maire à demander à Monsieur le Premier ministre d'intervenir en défense sur ce dossier auprès de la commission européenne pour s'opposer à la saisine de la Cour de Justice de l'Union Européenne.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

RESSOURCES HUMAINES

27. Convention-cadre d'adhésion au service de prévention des Risques Psycho Sociaux (RPS)

Christophe VIGNAUD :

On va passer au point 27 on va entamer les ressources humaines, Jean-Marc à toi

Jean-Marc LEROY :

Merci monsieur le maire alors concernant les ressources humaines donc on a sept points à couvrir donc le premier concerne la convention carte d'adhésion au service de prévention des risques psychosociaux cette démarche donc s'inscrit dans le prolongement des observations effectuées dans le cadre du document unique d'évaluation des risques professionnels en 2024 et notamment des risques identifiés en lien avec les conditions de travail des agents municipaux. La collectivité avec l'appui des représentants du personnel souhaite engager une démarche de prévention des risques psychosociaux au sein de ces services elle vise à améliorer la qualité de vie au travail à renforcer le dialogue social et à accompagner les équipes dans une dynamique constructive tout en garantissant un service public efficace et bienveillant donc vous êtes invités à autoriser monsieur le Maire à signer cette convention et tous les documents affairant à cette affaire.

Christophe VIGNAUD :

On va passer au vote sauf s'il y a des questions mais on a suffisamment débattu en CST donc qui est pour ? Merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n° 250606-27 : Convention-cadre d'adhésion au service de prévention des Risques Psycho-Sociaux (RPS)

L'an deux mille vingt-cinq, le six juin à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le trente mai deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Véronique CAZAVANT a donné procuration à Edouard DUPOUY, Jean BELLOCQ a donné procuration à Christophe VIGNAUD, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS

Absents non représentés : Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Alain CLAVERIE

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil Municipal de la nouvelle convention-cadre rédigée par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes ayant pour intitulé : Convention-cadre d'adhésion au service de prévention des Risques Psycho-Sociaux (RPS).

Monsieur le Maire expose le contexte ;

Cette démarche s'inscrit dans le prolongement des observations effectuées dans le cadre du Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (DUERP) en 2024, et notamment des risques identifiés en lien avec les conditions de travail des agents municipaux ; la collectivité souhaite engager une démarche de prévention des Risques Psycho-Sociaux (RPS) au sein de ses services.

Cette démarche vise à améliorer la qualité de vie au travail, à renforcer le dialogue social et à accompagner les équipes dans une dynamique constructive, tout en garantissant un service public efficace et bienveillant.

La présente convention a pour objet d'une part, de formaliser la mise à disposition de la collectivité d'un service de prévention des risques psycho-sociaux et d'autre part, de définir les modalités d'intervention de ce service.

Le CDG des Landes propose une prestation commune qui comprend les phases suivantes :

- Réalisation d'un premier état des lieux/cadrage de la mission ;
- Réalisation d'une enquête quantitative et qualitative sur les risques psycho-sociaux ;
- Rédaction d'un plan de prévention des risques psycho-sociaux et accompagnement à sa mise en œuvre.

La prestation est facturée selon les différents tarifs fixés par délibération du conseil d'administration du Centre de Gestion des Landes.

A l'issue de la prestation, la collectivité peut avoir recours à des prestations complémentaires du psychologue du travail, sur la base d'un devis (450 € par journée d'intervention).

Enfin, il convient de noter que le coût de la prestation peut être partiellement couvert par l'attribution d'un aide individuelle du Fond National de Prévention (FNP).

Si la collectivité souhaite en bénéficier, le CDG 40 pourra l'accompagner pour instruire le dossier dans le cadre d'un partenariat avec le FNP, sans garantie de résultat quant à l'obtention des fonds.

La présente convention est établie pour une durée de 3 ans à compter de sa date de signature par les différentes parties. A l'issue de ce délai, elle pourra être renouvelée par expresse reconduction.

La convention pourra être résiliée, par l'une ou l'autre des parties, sous réserve du respect d'un délai de préavis de deux mois.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

DÉCIDE d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention-cadre d'adhésion au service de prévention des risques psycho-sociaux pour bénéficier de la prestation proposée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Landes (CDG 40).

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer cette convention ainsi que tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

D'INSCRIRE au budget les sommes dues au Centre de Gestion des Landes en application de ladite convention.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

28. Modification de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel)

Christophe VIGNAUD :

On va passer au point 28

Jean-Marc LEROY :

Point suivant concernant la modification de la mise en œuvre du RIFSEEP. Donc suite aux derniers CST du 15 mai il est proposé à l'assemblée de délibérer sur la décision de retirer la délibération de décembre 2024 relative aux RIFSEEP c'est justement et de mettre à jour celle de 2022 donc toujours en vigueur avec une nouvelle actualité réglementaire nationale d'indemnisation des agents durant les congés de maladie ordinaire et qui applique donc une réduction du traitement de 100 à 90% depuis le 1er mars 2025 et d'autres modifications réglementaires à porter sur les conditions du maintien du régime indemnitaire en cas d'absence.

Christophe VIGNAUD :

Oui ?

Lionel BARBERIS :

On a été interpellé par les syndicats par écrit là sur nos boîtes email sur cette délibération ça été modifié en fonction de ce qu'ils voulaient ?

Christophe VIGNAUD :

Oui c'est ça

Lionel BARBERIS :

Vraiment ? ça correspond à ce qu'ils disaient que même dans la situation...

Christophe VIGNAUD :

On fait on fait 90 – 100 puis le reste on l'enlève. Oui ?

Lionel BARBERIS :

Il y a d'autres modifications...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

C'est quoi les autres modifications ?

Lionel BARBERIS :

Parce que là on n'a pas les autres modifications

Christophe VIGNAUD :

Ça concerne les modifications nationales non ? On ne touche à rien

Jean-Marc LEROY :

Cela concerne par exemple l'IFSE qui est maintenu à 100% même en cas de mi-temps thérapeutique donc on revient à la délibération...

Lionel BARBERIS :

Ce qui est important c'est que l'on soit conforme à ce que le CST a validé

Christophe VIGNAUD :

Absolument mais on est confronté à...

Lionel BARBERIS :

C'était là c'était vraiment l'inquiétude des syndicats

Christophe VIGNAUD :

Cette modification à cet article-là reprend exactement les termes que l'on a eu lors du CST on passe de 100 à 90 et on retire les autres points.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Jean-Marc ?

Jean-Marc LEROY :

Oui ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Tu as bien regardé la délibération là qu'on s'appête à voter

Jean-Marc LEROY :

Oui pourquoi ?

Christophe VIGNAUD :

Qu'est-ce qu'il se passe ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

J'ai tendu l'oreille ça m'a... tu as dit qu'on a suffisamment bataillé en CST, retirer la fameuse délibération du 16 décembre

Jean-Marc LEROY :

Oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

C'est ce que tu viens de dire ?

Jean-Marc LEROY :

Oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Alors pourquoi dans la délibération qu'on s'apprête à voter il y a écrit « approuve » en gras et en capitale le rapport de la délibération du 16 décembre

Christophe VIGNAUD :

Sauf sur cette partie-là

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Pourquoi.... Pourquoi on approuve, peu importe la partie dont on parle, on approuve une délibération du 16 décembre qui a été jugée qui a dû qui est légale... ce qu'on veut par la préfecture ; la préfecture nous a demandé, cette délibération du 16, de la virer

Jean-Marc LEROY :

C'est ce que nous faisons

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

il y a écrit « approuve »

Christophe VIGNAUD :

Approuve le rapport ça veut dire retirer en juridique et on s'est renseigné auprès de SVP donc...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

J'ai appris un truc

Christophe VIGNAUD :

Comment ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

J'ai appris quelque chose

Christophe VIGNAUD :

Oui tu vois moi j'ai appris...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Approuve c'est retirer ?

Jean-Marc LEROY :

Oui approuve le rapport c'est pour ça que je n'ai pas utilisé cette formule pour que ce soit plus compréhensible par tout le monde...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ce n'est pas le cas

Jean-Marc LEROY :

... et que j'ai utilisé la formule retirer la délibération

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Pourquoi ne pas avoir écrit « retirer »

Jean-Marc LEROY :

Ça veut dire la même chose

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais pourquoi ne pas avoir écrit « retirer » ? C'est beaucoup plus clair

Jean-Marc LEROY :

Parce que c'est un terme juridique qui s'applique au cas présent.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ok mais par-contre... alors pour le coup et je suis désolée d'embêter tout le monde avec ça parce que ce n'est pas simple pour ces considérations-là... effectivement on en avait parlé en commission générale et j'avais demandé, on est bien d'accord, donc on revient à la délibération de 2022...

Christophe VIGNAUD :

On ne change de rien

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

... Il y a cette fameuse modification qui est nationale de 100 on passe à 90 mais alors ou Jean-Marc tu vas m'expliquer mais donc j'ai regardé la délibération j'ai quand même le sentiment qu'on revient quand il y a écrit qu'on modifie on modifie celle de 2022 il y a ce que le national a imposé on parle aussi du CIA pourquoi on rentre dans les considérations du CIA ?

Christophe VIGNAUD :

On a le CIA lors de demande ...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Normalement ça on doit en reparler avec les membres...

Christophe VIGNAUD :

Lors du CST le CIA était en fait un point ils ne comprenaient pas pourquoi les CIA n'étaient pas au plafond et ils ne comprenaient pas que ce qui avait été donné éventuellement par le N + 1 n'était pas considéré par le N + 2 ou autre au même niveau et c'est la question qu'ils avaient posée et donc il avait été répondu que des choses écrites ou des rendez-vous pouvaient être pris avec les supérieurs. Donc la délibération est très simple il n'y a pas de loup il n'y a rien du tout : on fait les 100-90 on retire tout et on reste comme avant.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais alors pourquoi il y a écrit, mais peut-être que c'est un terme juridique qui m'échappe...

Christophe VIGNAUD :

Mais c'est sûrement un terme juridique je veux dire là on est en train de pinailler sur du juridique qui n'a rien à voir

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

On pinaille on pinaille mais le 16 décembre on a validé... le 16 décembre on a validé...

Christophe VIGNAUD :

Oui mais on va...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

... une délibération qui a été annulée par la préfecture donc excusez-nous de pinailler

Christophe VIGNAUD :

On ne change rien

Jean-Marc LEROY :

Donc c'est bien la situation dont je parle c'est à dire qu'en fait on en revient à la délibération 2022 hormis le changement de 100 % à 90 %

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

J'entends bien, mais pardonnez-nous de la regarder en détail parce que...

Jean-Marc LEROY :

Il n'y a aucun changement

Christophe VIGNAUD :

Mais c'est bien que tu la regardes en détail

Jean-Marc LEROY :

Ce n'est pas la peine de compliquer les choses on revient à la délibération 2022 point barre

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non je ne complique pas j'essaie de comprendre

Christophe VIGNAUD :

Si c'est une complication parce que c'est très clair pour nous...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Alors juste expliquez-moi quels sont les termes juridiques que je n'ai pas saisis quand il y a écrit donc « décide » cette fois, c'est peut-être une nouvelle définition du mot « décide de modifier donc la délibération de 2022 portant notamment sur les modalités de versement du CIA ». Normalement le CIA on devait bien en reparler plus tard ? Pourquoi on en parle là dans cette délibération-là ?

Christophe VIGNAUD :

Parce qu'il a été mis en 2022 et on l'a instauré à cette période-là c'est pour ça que c'est marqué et donc si tu reprends la délibération de 2022 il est dedans. L'idée principale c'est de revenir à ce qu'on a dit au CST on ne revient pas sur ce qu'on a dit on ne revient pas donc c'est très clair il n'y a pas à tergiverser sur des mots ; c'est du juridique qui est très clair et nous on ne reviendra pas sur ce qui a été engagé dit et promis

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui, mais dans la mesure où la préfecture nous a déjà annulé

Christophe VIGNAUD :

Et bien on verra si celle-là sera annulée

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

On est quand même en droit de regarder

Christophe VIGNAUD :

Et bien on verra si celle-là est annulée je veux dire on parle de choses sur lequel on passe un quart d'heure sur du pinaillage sur lequel on est tous d'accord donc je ne comprends pas mais bon ce n'est pas grave, ce n'est pas grave

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non mais c'est sûrement du pinaillage pour nous

Christophe VIGNAUD :

Non non mais ce n'est pas du pinaillage pour nous

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais pour les agents c'est tout sauf du pinaillage

Christophe VIGNAUD :

Mais ils savent très bien où on va et on leur a dit on leur a confirmé et par écrit et tu étais dans la boucle et par écrit donc ils savent exactement et on a fait exactement ce qu'ils nous ont demandé on retire on reste 100-90 et on retire on revient à ce qui était auparavant. Il n'y a pas d'autres sujets donc on va voter si ça ne vous gêne pas donc qui est pour ? qui est contre ? et tu t'abstiens. Très bien pas de problème.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n° 250606-28 : Modification de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel)

VU le code général de la fonction publique et notamment ses articles L.714-4 à L.714-13, et L.822-3,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

VU le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'Etat,

VU le décret n°2015-661 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un Régime Indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

VU l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un Régime Indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat, Conformément au principe de parité,

VU l'arrêté ministériel du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 3 juin 2015 pris pour l'application aux corps interministériels des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 3 juin 2015 pris pour l'application aux corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 3 juin 2015 pris pour l'application aux corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques portant création du RIFSEEP dans la fonction publique de l'Etat des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 27 février 2020 pris pour actualisation des équivalences de la fonction publique de l'Etat des différents cadres d'emplois des filières administrative, technique, médico-sociale, culturelle, sportive et animation,

VU l'article 189 de la loi n°2025-127 du 14 février 2025 de finances modifiant l'article L.822-3 du code général de la fonction publique portant sur la réduction de l'indemnisation des fonctionnaires en congé de maladie ordinaire **de 100% à 90% du traitement durant les trois premiers mois du congé,**

VU la délibération OJ-n°8 du 29 mai 2015, portant sur l'actualisation du régime indemnitaire,

VU la délibération OJ-n°2 du 13 janvier 2017, portant sur la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel),

VU la délibération OJ-n°2 du 8 novembre 2019, portant sur la modification partielle de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel),

VU la délibération n°211210-12 du 10 décembre 2021, portant sur la modification de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel), étendant les bénéficiaires de l'IFSE,

VU la délibération n°220708-011 du 08 juillet 2022, portant sur la modification partielle de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel), et notamment sur la mise en œuvre de la prime de saison,

VU la délibération n° 221209-016 du 09 décembre 2022, portant sur la modification de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) et institution du versement du C.I.A. (Complémentaire Indemnitaire Annuel),

VU la délibération n° 221216-33 du 16 décembre 2024, portant sur la modification de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) et du versement du C.I.A. (Complémentaire Indemnitaire Annuel),

CONSIDERANT la nécessité de tenir compte de l'accord interministériel du 20 octobre 2023, de l'article L. 822-8 du Code Général de la Fonction Publique et du décret n° 2024-641 du 27 juin 2024 qui est venu améliorer les garanties de prévoyance dans la Fonction Publique de l'État. Il modifie notamment, les dispositions du décret du 26 août 2010, afin de prévoir que, pendant les périodes de **congé de longue maladie** (CLM) et de **congé de grave maladie** (CGM), les fonctionnaires de l'État bénéficieront du **maintien** du régime indemnitaire dans certaines proportions (**33 % la première année, et 60 % les deuxième et troisième année**),

CONSIDÉRANT les montants annuels maxima prévus par les textes susvisés,

VU l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 15 mai 2025,

***Après en avoir délibéré,
Avec 24 voix pour
Et 1 abstention (M. DUBOSC-PAYSAN)
Le Conseil Municipal,***

DÉCIDE de retirer la délibération n°221216-33 en date du 16 décembre 2024 portant sur la modification de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) et de versement du C.I.A,

DÉCIDE de modifier délibération n° 221209-016 du 09 décembre 2022, portant sur la modification de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) et institution du versement du C.I.A. (Complémentaire Indemnitaire Annuel) comme suit :

Application et modalités de l'Indemnité de Fonction, de Sujétion et d'Expertise (I.F.S.E.) :

Périodicité de versement de l'Indemnité de Fonction, de Sujétion et d'Expertise (I.F.S.E.) :

L'I.F.S.E. est versé selon un rythme mensuel.

Détermination des groupes de fonctions et des montants maxima de l'I.F.S.E. :

Les montants applicables aux agents de la collectivité sont fixés dans la limite des plafonds prévus précisés par arrêtés ministériels précités.

Pour l'attribution de l'IFSE, des groupes de fonctions, par catégorie hiérarchique, sont créés sur la base des critères professionnels suivants ;

Groupes de fonctions et montants maxima annuels (mise à jour des plafonds) :

Il convient de noter que le maxima s'entend en fonction de la filière de l'agent concerné.

Pour les agents de catégorie A

Cadres d'emplois	Groupes de fonctions et Emplois correspondants	IFSE Montants annuels maxima
Attachés	A1 Direction Générale	36 210 €
	A2 Responsable de service	32 130 €
	A3 Expertise et pilotage de projets transversaux	25 500 €
Ingénieurs	A1 Direction Générale	46 920 €
	A2 Responsable de service	40 290 €
	A3 Expertise et pilotage de projets transversaux	36 000 €
Puéricultrices	A1 Direction Générale	19 480 €
	A2 Responsable de service	15 300 €
Educateurs de jeunes enfants	A1 Direction Générale	14 000 €
	A2 Responsable de service	13 500 €
	A3 Expertise et pilotage de projets transversaux	13 000 €

Pour les agents de catégorie B

Cadres d'emplois	Groupes de fonctions et Emplois correspondants	IFSE <u>Montants annuels maxima</u>
Rédacteurs, Animateurs et Educateurs des APS	B1 Pilotage d'un service avec encadrement d'effectif	17 480 €
	B2 Pilotage transversal et technique avec exposition particulière du poste	16 015 €
	B3 Technicité sans exposition du poste sur des sujets transversaux	14 650 €
Techniciens	B1 Pilotage d'un service avec encadrement d'effectif	19 660 €
	B2 Pilotage transversal et technique avec exposition particulière du poste	18 580 €
	B3 Technicité sans exposition du poste sur des sujets transversaux	17 500 €
Auxiliaires de puériculture	B1 Pilotage d'un service avec encadrement d'effectif	11 340 €
	B2 Pilotage transversal et technique avec exposition particulière du poste	10 800 €

Pour les agents de catégorie C

Cadres d'emplois	Groupes de fonctions et Emplois correspondants	IFSE <u>Montants annuels maxima</u>
Adjointes administratifs, Adjointes d'animation, ATSEM, Agents sociaux, Adjointes techniques, Agents de maitrise	C1 Technicité et expertise transversales avec encadrement d'effectif	11 340 €
	C2 <u>Technicité et expertise transversales</u>	10 800 €

Conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat (applicable aux fonctionnaires de la FPT), l'IFSE s'appliquera comme suit :

- **En cas de Congé de Maladie Ordinaire (CMO) :**
Pendant les 3 premiers mois : maintien à 90% du traitement déduction faite de la journée de carence lors du 1er jour de CMO,
Pendant les 9 mois suivants : maintien à 50 % du traitement.
Y compris en cas de congés pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) ; accident de service et maladie professionnelle : **l'IFSE suivra le sort du traitement,**
- Durant les périodes où l'agent exerce son activité dans le cadre **du temps partiel pour raison thérapeutique, l'IFSE suivra le sort du traitement.**
- Pendant les congés annuels, les A.S.A., les congés de maternité, de paternité, et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, et la Période Préparatoire au Reclassement (PPR) : **le régime indemnitaire sera maintenu intégralement.**
- Pendant le congé parental, le congé lié à la maladie, au handicap ou à la dépendance d'un membre de la famille, le congé de formation professionnelle, la disponibilité, d'absence non autorisée, la suspension conservatoire et les faits de grève, au prorata du nombre d'heures d'absences de l'agent en cas de jour incomplet : **le régime indemnitaire sera suspendu.**

Conformément à l'accord interministériel du 20 octobre 2023 et à l'article L.822-8 du Code Général de la Fonction Publique, le décret n° 2024-641 du 27 juin 2024 vient modifier les dispositions du décret du 26 août 2010 ;

Ainsi, pendant les périodes de **Congé de Longue Maladie** (CLM) et de **Congé de Grave Maladie**(CGM), les fonctionnaires de l'État (applicable aux fonctionnaires de la FPT) bénéficieront du **maintien** du régime indemnitaire (IFSE et CIA) dans les proportions suivantes :

- **33 % la première année ;**
- **60 % les deuxième et troisième année.**

En revanche, les primes resteront suspendues en cas de placement en **Congé de Longue Durée** (CLD).

Bénéficiaires de l'I.F.S.E. :

Les bénéficiaires de l'I.F.S.E. sont les agents éligibles au RIFSEEP :

- Les agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- Les agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet, et à temps partiel.

Modulations individuelles de l'I.F.S.E. :

L'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise versée aux agents sera réexaminée dans les conditions suivantes :

- En cas de changement de fonctions ou d'emploi relevant d'un même groupe de fonctions ;
- Tous les ans (dans le cadre de l'évaluation professionnelle), en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent (cette disposition sera également applicable aux emplois fonctionnels à l'issue de la première période de détachement) ;
- En cas de changement de grade, de cadre d'emplois suite à une promotion, ou la réussite à un concours.

Application et modalités du Complément Indemnitaire Annuel (C.I.A.)

Principe :

Le C.I.A. est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir. Il s'agit d'une prime qui valorise également les missions exceptionnelles d'un agent.

L'attribution du CIA s'effectue à l'issue de l'évaluation professionnelle* de l'agent ayant atteint ses objectifs de l'année précédente et à partir des critères suivants :

- Posture professionnelle / Manière de servir ;
- Technicité / Engagement Professionnel ;
- Missions exceptionnelles (internes et/ou externes au service, au-delà des attentes).

L'entretien professionnel devra obligatoirement avoir lieu avant la décision d'attribution du C.I.A.

* Exception faite des agents contractuels (*recrutés sur un emploi permanent par contrat à durée indéterminée (CDI) ou par contrat à durée déterminée (CDD) d'une durée supérieure à un an*) avec une ancienneté inférieure à un an.

En effet, dans la mesure où ces agents contractuels ne font pas l'objet d'un entretien professionnel, ils pourront, tout de même, bénéficier de la part CIA, s'ils remplissent les critères précités.

Le CIA sera proratisé en fonction du temps de présence de l'agent au sein de la collectivité.

Bénéficiaires :

Le CIA est institué selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat aux agents titulaires, stagiaires, en CDI et contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

Détermination des groupes de fonctions, des montants maxima et des conditions d'attributions :

Les montants de C.I.A. seront alloués, dans la limite de l'enveloppe fixée annuellement, dans le cadre du vote du budget par le Conseil Municipal et des plafonds du C.I.A. déterminés par cadre d'emploi et groupe de fonctions détaillés dans le tableau ci-après.

Il convient de noter que le maxima s'entend en fonction de la filière de l'agent concerné.

Chaque part du C.I.A. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Pour les agents de catégorie A

Cadres d'emplois	Groupes de fonctions et Emplois correspondants	C.I.A Montants annuels maxima
Attachés	A1 Direction Générale	6 390 €
	A2 Responsable de service	5 670 €
	A3 Expertise et pilotage de projets transversaux	4 500 €
Ingénieurs	A1 Direction Générale	8 280 €
	A2 Responsable de service	7 110 €
	A3 Expertise et pilotage de projets transversaux	6 350 €
Puéricultrices	A1 Direction Générale	3 440 €
	A2 Responsable de service	2 700 €
Educateurs de jeunes enfants	A1 Direction Générale	1 680 €
	A2 Responsable de service	1 620 €
	A3 Expertise et pilotage de projets transversaux	1 560 €

Pour les agents de catégorie B

Cadres d'emplois	Groupes de fonctions et Emplois correspondants	C.I.A <u>Montants annuels maxima</u>
Rédacteurs, Animateurs et Educateurs des APS	B1 Pilotage d'un service avec encadrement d'effectif	2 380 €
	B2 Pilotage transversal et technique avec exposition particulière du poste	2 185 €
	B3 Technicité sans exposition du poste sur des sujets transversaux	1 995 €
Techniciens	B1 Pilotage d'un service avec encadrement d'effectif	2 680 €
	B2 Pilotage transversal et technique avec exposition particulière du poste	2 535 €
	B3 Technicité sans exposition du poste sur des sujets transversaux	2 385 €
Auxiliaires de puériculture	B1 Pilotage d'un service avec encadrement d'effectif	1 260 €
	B2 Pilotage transversal et technique avec exposition particulière du poste	1 200 €

Pour les agents de catégorie C

Cadres d'emplois	Groupes de fonctions et Emplois correspondants	IFSE <u>Montants annuels maxima</u>
Adjoint administratifs, Adjoint animation, ATSEM, Agents sociaux, Adjoint techniques, Agents de maîtrise	C1 Technicité et expertise transversales avec encadrement d'effectif	1 260 €
	C2 Technicité et expertise transversales	1 200 €

Intégration de la prime de saison au C.I.A. :

La prime de saison est intégrée au C.I.A.

La prime de saison ne sera plus versée en dehors du RIFSEEP car elle constitue désormais une composante du C.I.A.

Elle fera l'objet d'un versement proratisé au temps de présence effective de l'agent.

Le montant de CIA attribué ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Au même titre que l'IFSE, le C.I.A. versé aux agents à temps non complet sera calculé au prorata de leur temps de travail hebdomadaire.

Périodicité de versement du C.I.A. :

Le CIA fera l'objet d'un versement en une fois par an au cours du premier trimestre de l'année N+1 à la suite du bilan de l'Entretien Professionnel Annuel.

Clause de revalorisation des montants maxima fixés par les textes réglementaires :

Les montants maxima (plafonds) déterminés ci-avant par la présente délibération feront l'objet d'un ajustement automatique, sans nouvelle délibération, lorsque ces plafonds seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

Date d'effet :

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. et du C.I.A. décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.

Les dépenses correspondantes sont imputées sur les crédits prévus au budget, du chapitre 012.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

29. Modification et diffusion du tableau des effectifs

Jean-Marc LEROY :

Point suivant : donc il s'agit de la convention de mise à disposition des agents de la commune au Centre Communal d'Action Sociale c'est une simple... pardon ? ah pardon excusez-moi oui modification et diffusion du tableau des effectifs. Donc conformément aux lignes directrices de gestion de la commune il convient de procéder à six ouvertures de poste à la suite de nominations via les avancements de grades de l'année 2025. Parallèlement pour donner suite aux avancements de grades et départs des années cette fois 2023 et 2024 il convient de procéder à six suppressions de poste voilà l'assemblée est invitée à autoriser monsieur le Maire à valider le nouveau tableau des effectifs

Christophe VIGNAUD :

Bon vas-y oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Toujours sur le CST et toujours sur la délibération : première page il y a écrit « vu l'avis favorable de la commission rh » et juste en dessous « vu l'avis rendu par le CST »

Christophe VIGNAUD :

Oui, et alors ? Qu'est-ce qui choque là-dessus ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Il est positif ou il ne l'est pas cet avis rendu par le CST ?

Christophe VIGNAUD :

De toutes les manières à partir du moment où il est voté une fois tu sais très bien quand il y a un seul vote positif il est rendu positif

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

C'est à dire qu'au sein de l'assemblée du CST il y a une seule personne, vous par exemple...

Christophe VIGNAUD :

Par exemple

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

... qui votez pour...

Christophe VIGNAUD :

Oui, il y a eu Caroline aussi

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

... c'est adopté ?

Christophe VIGNAUD :

Oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

A quoi ça sert de se réunir dans ces cas-là ?

Christophe VIGNAUD :

Comment ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ça sert à quoi de se réunir ?

Christophe VIGNAUD :

Ce sont des avis qu'on fasse ça ce sont des avis.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui mais l'avis pourquoi on ne le mentionne pas ?

Christophe VIGNAUD :

Mais c'est un avis donc on le passe et on fait ça en avis sur le CST

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Il est positif où il est négatif mais pourquoi on ne le mentionne pas ? dans la mesure où il était négatif en l'occurrence

Christophe VIGNAUD :

Non

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Après alors j'entends... juste ce que je veux vous dire je le tiens du CDG40 donc ce n'est pas moi qui pinaille ou...

Christophe VIGNAUD :

Tu as du temps

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

... autre chose ?

Christophe VIGNAUD :

Oui j'ai le droit de m'exprimer tu sais

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui oui mais pour dire j'ai du temps...

Christophe VIGNAUD :

Oui tu as du temps

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais oui vous m'en avez donné plein monsieur le Maire

Christophe VIGNAUD :

Oui tu as raison d'en profiter

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Donc en tout cas dans ce que j'ai recueilli d'informations du CDG 40 donc, encore une fois ne me blâmez pas ça ne vient pas de moi, le CDG dit qu'on doit recueillir mais qu'il soit positif ou pas on s'en fiche l'avis du CST et qu'en fait quand on sollicite le CST donc quand on s'est vu la dernière fois ensemble on doit nous présenter un rapport ; rapport qui va expliquer que, alors là en l'occurrence je fais la lumière sur deux suppressions de postes effectifs qui sont deux postes dans le même service, donc normalement on a un rapport ce rapport va expliquer qu'il y a une restructuration du service ce qui est tout à fait admissible et envisageable mais il y a un rapport dans lequel vous expliquer que vous allez procéder donc à une restructuration le rapport comme dans tous les rapports doit contenir des éléments : doit parler de la nature des postes, leur répartition, justifiée de leur suppression et donc je vous lis ce que j'ai lu et comme ça vous aurez mes questions derrière le motif doit être exposé de façon suffisamment précise sans se limiter à des considérations d'ordre général à défaut la délibération pourrait être entachée d'illégalité. Ma première question, mais je peux ne pas m'en souvenir, je n'ai pas le souvenir d'avoir pris connaissance d'un tel rapport quand vous avez exposé au sein du CST votre volonté de supprimer des postes, suis-je passée à côté ? Existe-t-il un rapport ?

Christophe VIGNAUD :

On a eu au CST une discussion collective dans laquelle tu as participé nous avons expliqué les différentes positions d'avancement et de suppression

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ça ne répond pas ma question. Ma question : existe-t-il un rapport ?

Christophe VIGNAUD :

Non il n'y a pas besoin d'un rapport puisque...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Je viens de le dire ce n'est pas moi

Christophe VIGNAUD :

Oui très bien mais là en fait on passe... juste 30 secondes ... on passe un conseil municipal à parler de choses techniques...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui

Christophe VIGNAUD :

... un conseil municipal a vocation à essayer de faire avancer des choses pour les administrés, des projets

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Là on parle de vos agents

Christophe VIGNAUD :

Oui oui non mais je sais très bien qu'on parle de nos agents et nos agents ont une importance énorme car nous ne pourrions pas faire tout ce qui a été réalisé même si monsieur BARBERIS me dit qu'on a rien fait si nous n'avions pas les agents avec nous ça c'est la première des choses et heureusement qu'ils sont là et moi qui vit tout le temps ici avec eux je peux te dire qu'ils se mettent à notre service de façon importante donc en ce qui concerne ces suppressions ou ces avancements ils ont été faits en concertation tous ensemble, tous ensemble.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Je vous dis juste qu'il y a un cadre réglementaire

Christophe VIGNAUD :

Mais nous sommes dans le cadre réglementaire

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non !

Christophe VIGNAUD :

Mais si ça ne se...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Vous devez présenter un rapport

Christophe VIGNAUD :

Si ça ne se fait pas ma chère Maëlle

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Vous devez présenter un rapport

Christophe VIGNAUD :

Et bien si ça ne se fait pas la préfecture remettra en cause notre truc

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Donc on va passer notre temps à demander à la préfecture de repasser par derrière ?

Christophe VIGNAUD :

Non, on va passer notre temps à essayer de faire avancer les choses et ne pas pinailler sur des choses qui pour toi semblent importantes

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Il y a écrit qu'on doit produire un rapport pourquoi on ne le produit pas pour justifier la réorganisation du service

Christophe VIGNAUD :

Il y a eu une note de synthèse qui a repris l'ensemble. Il y a un compte rendu. Le compte rendu c'est ce qui fait foi.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non, ce n'est pas un rapport. Vous restructurez un service

Christophe VIGNAUD :

Donc en fait tu discutes sur le détail.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non, je ne discute pas. Vous restructurez un service c'est votre droit...

Christophe VIGNAUD :

Oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

... vous devez en face produire un rapport pour le justifier. Où est ce rapport ?

Christophe VIGNAUD :

On a expliqué dans le compte-rendu. Voilà, très bien. Moi c'est ma réponse. Qu'elle ne te plaise pas c'est un sujet mais sur lequel on n'avancera jamais. Oui tu peux Lionel ça manquait

Lionel BARBERIS :

Merci. On va essayer de resituer un peu le débat sur les choses qui intéressent les gens. C'est ça ?

Christophe VIGNAUD :

Absolument moi c'est ce qui m'intéresse.

Lionel BARBERIS :

L'urbanisme, puisqu'il est concerné dans cette délibération et une décision d'ailleurs, il y a une décision derrière, qui concerne aussi l'attribution d'un marché à une entreprise pour faire les instructions d'urbanisme.

Christophe VIGNAUD :

Oui

Lionel BARBERIS :

Voilà. Donc la question c'est aujourd'hui on en est où ? Et puis surtout...

Christophe VIGNAUD :

Ça tombe bien...

Lionel BARBERIS :

Ça tourne bien...

Christophe VIGNAUD :

Non mais ça tombe bien que tu me poses la question parce que...

Lionel BARBERIS :

Mais ça tombe bien mais ça tourne... en fait, le truc c'est qu'on fait passer un marché à une entreprise pour acter le fait que jusqu'à la fin du mandat on va tourner comme ça sur deux pistons...

Christophe VIGNAUD :

Non

Lionel BARBERIS :

... mais en fait on a un système qui ne fonctionne pas. Là il y a un marché. Le marché est jusqu'à quelle date ?

Christophe VIGNAUD :

Alors c'est un marché à bon commande, donc on tire quand on veut.

Lionel BARBERIS :

Il y a un minimum peut-être ?

Christophe VIGNAUD :

Non. Aucun minimum.

Lionel BARBERIS :

Donc du coup on est sur un marché. On a un service urbanisme où là on supprime un poste, c'est ça ? Un ou deux postes ? Deux postes de l'urbanisme ?

Deux postes de l'urbanisme, donc la question est quelle organisation vous souhaitez mettre en place ? Parce que ça s'intéresse les administrés. Et quelle organisation pour que ça fonctionne, pour que les gens aient un vrai service qui réponde ? Ça c'est ce qui doit intéresser les gens et moi ça m'intéresse de savoir aujourd'hui on fait des suppressions de poste sur l'urbanisme, suppression de postes de postes que vous avez créé en début de mandat pour faire cinq personnes à l'urbanisme alors qu'il n'y en avait que deux. J'ai l'impression qu'on revient un peu vers ce qui marchait au départ. Donc bizarrement peut-être ce qui était fait avant n'était pas mal. Donc la question est qu'est-ce que vous voulez comme organisation pour ce service ?

Christophe VIGNAUD :

Alors c'est très bien que...

Lionel BARBERIS :

Pour que ça fonctionne. Mais si ça vous donne l'occasion monsieur le Maire, d'apporter des réponses aux usagers, on sera content

Christophe VIGNAUD :

Non mais je vais donner des réponses aux administrés puisque c'est la chose principale. On a fait une mise au point des jours du tableau, vous l'avez vu, avec les effectifs suites aux avancements et aux agents qui sont partis. Et justement, moi je vais demander à Jean-Marc LEROY d'organiser au plus vite une commission RH pour échanger sur l'état actuel du service sur urbanisme, de proposer le lancement d'un recrutement d'un nouveau, d'un nouvel agent. Car au bout de huit mois, vous savez que notre responsable a encore prolongé donc on ne l'aura pas. Là on ne peut plus attendre. Donc, je suis tout à fait d'accord avec toi sur le fait que de prendre quelque chose à l'extérieur n'est pas concevable et viable. C'était une solution de transition et ça restera une solution de transition.

Lionel BARBERIS :

Du coup, avec la décision, on pouvait croire que ça pouvait être définitif.

Christophe VIGNAUD :

Non, non c'est une solution de transition

Lionel BARBERIS :

C'est pour cela que c'est important qu'on le précise aujourd'hui

Christophe VIGNAUD :

il faut qu'on continue le temps de trouver quelqu'un qui puisse revenir, faire ce dont on a besoin et on remettra un service en marche. Et on trouvera un candidat qui sera pertinent pour gérer ça et le conseil

sera amené donc à voter la création du poste correspondant. Et Jean-Marc dès lundi va essayer de trouver une date pour que nous puissions, en commission RH, décider de ce qui est bien pour le service urbanisme.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Vous parlez de solution d'urgence, je vais vous poser la question que je vous avais posée en commission générale. En mesure d'urgence, pourquoi ne pas avoir fait le choix de rendre l'instruction à MACS plutôt que d'aller dans le giron du privé ?

Christophe VIGNAUD :

Non, non. Alors tu étais la première avec moi.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non mais on sait ça, je vous demande...

Christophe VIGNAUD :

Oui mais je te répète la même chose, on était les premiers à vouloir faire... Je te demande, et moi je te dis et je répèterai ce que je te dis...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Allez-y, pardon.

Christophe VIGNAUD :

C'est... nous étions ensemble complètement convaincus que l'instruction doit être faite ici. Et je continue...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Et je le suis toujours.

Christophe VIGNAUD :

Et je suis toujours... la preuve.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais là on a une solution d'urgence.

Christophe VIGNAUD :

Non mais la solution d'urgence a été celle que l'on avait prise avec cette société extérieure.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui qui fait le même travail que MACS.

Christophe VIGNAUD :

Qui nous permet de pallier, d'accord, et qui en même temps, la possibilité de l'avoir avec nous c'est quand même beaucoup plus facile que d'être discuté avec MACS.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non, c'est sur ce point...

Christophe VIGNAUD :

On n'est pas d'accord encore une fois, ce n'est pas très grave.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non, non, non

Christophe VIGNAUD :

On n'est pas d'accord

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ce n'est pas grave mais je dis juste que...

Christophe VIGNAUD :

On s'affrontera jusque-là tout le temps parce qu'on n'est pas du tout sur la même longueur d'onde et on n'est pas câblé de la même façon. Je te dis la chose suivante : nous avons pris cette solution-là d'urgence qui ne peut pas durer et ça j'en conviens et on en conviens tous autour de la table. Donc on va mettre fin à cela quand on aura trouvé le candidat nécessaire, suffisant, ou la candidate, pour pouvoir reprendre l'instruction totale ici.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Je termine ? Je peux ?

Christophe VIGNAUD :

Oui, mais ça ne changera rien.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Je pense qu'on ne parle pas de la même chose.

Christophe VIGNAUD :

Si

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Le fait d'instruire en commune effectivement, vous l'avez rappelé, on est d'accord avec ça. Là il y avait une solution d'urgence à prendre. Il y avait le choix, il n'y en a pas 50, entre rendre l'instruction à MACS ou la transférer dans le privé. Les deux façons de travailler, c'est là-dessus qu'on n'est pas exactement d'accord. D'après moi, ce sont exactement les mêmes. Vous avez des agents qui font du réglementaire, qui vous font une proposition d'arrêté, vous la suivez ou pas. Là où je me permets de souligner ce point-là, c'est que quitte à choisir entre deux solutions qui d'après moi sont relativement similaires dans l'instruction, dans la façon d'instruire les permis, telles qu'ils sont aujourd'hui, ils étaient probablement instruits de la même façon à MACS, il y a un problème d'après moi de coût. Edouard, est-ce que tu peux nous rappeler parce que tu l'avais dit, est-ce que tu te souviens de ce que tu avais avancé comme coût ? Imaginons qu'on parte sur une année, comme vous l'avez dit, vous pouvez arrêter le marché quand vous voulez. Mais si on part sur une année, tu avais donné un montant, je ne voudrais pas dire une erreur.

Edouard DUPOUY :

Je crois que j'avais dit autour de 100 000 euros, c'était une projection.

Christophe VIGNAUD :

Non non non

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

C'était 80, il me semble.

Edouard DUPOUY :

80, mais moi j'ai les chiffres actuels de facturation.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Et si tu les prolonges, on peut monter très loin. Est-ce que vous savez combien coûte une année d'instruction à MACS ?

Edouard DUPOUY :

Non je ne sais pas

Christophe VIGNAUD :

Oui, ça coûte 10 000 euros ... 12 000 euros.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

13 000.

Christophe VIGNAUD :

Tu vois, je n'étais pas à 13 000 euros. Oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Alors là encore une fois, j'ose espérer que j'intéresse les concitoyens, là on parle d'argent public. Pour deux instructions relativement similaires, on en a une qui coûte 13 000 et on en a une qui peut potentiellement coûter 80 000. Alors, c'est un choix, mais quand j'entends certains élus qui viennent vous demander, excuse-moi Myriam, mais un peu d'argent par rapport aux concessions et qu'il faut batailler, là on parle de 13 000 versus 80 000 pour le même rendu.

Christophe VIGNAUD :

Alors non, pas du tout. Pas tout à fait le même rendu

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Pourquoi avoir fait ce choix, c'est un choix très cher.

Christophe VIGNAUD :

Non non pas tout à fait le même rendu, tu le sais, et ça a été la question que nous avons posée au tout début du mandat, ce n'était pas du tout ça. Tu as voulu qu'on reprenne l'instruction.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Le rendu entre MACS et un privé.

Christophe VIGNAUD :

Tu as voulu qu'on reprenne l'instruction Maëlle...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Je ne parle pas de l'instruction commune

Christophe VIGNAUD :

Maëlle tu as voulu qu'on reprenne la commune on a repris la commune. Tu as voulu qu'on grossisse le service, on a grossi le service. La preuve en est, on en discute aujourd'hui. Je pense que l'erreur elle est là. Ok ? Très bien, on l'a fait. Aujourd'hui, repasser à MACS, non, parce que le travail n'est pas le même.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ce n'est pas le même que le privé.

Christophe VIGNAUD :

Ce n'est pas le même que le privé.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Moi je pense que c'est le même.

Christophe VIGNAUD :

Oui mais c'est ton avis, mais en tout cas moi pour l'avoir aujourd'hui bien.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

C'est un bon travail d'instruction réglementaire. C'est le même travail

Christophe VIGNAUD :

On a quand même eu quelques ratés. Mais en ce qui concerne ce choix-là, là encore, Lionel dirait, c'est un choix que vous avez fait et que vous assumez.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

C'est un choix très cher. (1.53.25)

Christophe VIGNAUD :

Nous l'avons assumé, et ça ne fera pas 80 000.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

13 000 versus 80 000, c'est un choix qui coûte cher.

Christophe VIGNAUD :

Non, ce ne sera pas 80 000, ce n'est pas 80 000. Très bien, on va s'arrêter là et on va quand même voter cette modification des tableaux, si vous en êtes d'accord. Donc qui est pour ? qui est contre ? Et qui s'abstient ? Très bien.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 06 juin 2025

Délibération n°250606-29 : Modification et diffusion du tableau des effectifs

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

En application des Lignes Directrices de Gestion, il convient d'ouvrir et de modifier les postes suivants :

- **1 poste d'Agent social principal de 2ème classe à temps non complet**
(En remplacement d'un poste d'Agent social)
- **1 poste d'Agent social principal de 1ère classe**
(En remplacement d'un poste d'Agent social principal 2ème classe)
- **1 poste d'Adjoint technique principal de 2ème classe**
(En remplacement d'un poste d'adjoint technique)
- **1 poste d'Adjoint technique principal de 1ère classe à temps non complet**
(En remplacement d'un poste d'Adjoint technique principal de 2ème classe)
- **1 poste d'Animateur principal de 2ème classe**
(En remplacement d'un poste d'Animateur)
- **1 poste d'Auxiliaire de puériculture de classe supérieure**
(En remplacement d'un poste d'Auxiliaire de puériculture de classe normale)

CONSIDÉRANT la volonté d'ouvrir des postes à la suite de nomination via les avancements de grades de l'année 2025 conformément aux Lignes Directrices de Gestion de la Commune de Soorts-Hossegor ;

CONSIDÉRANT la volonté de supprimer des postes à la suite des avancements de grades et départs de l'année 2023 et 2024 ;

VU l'avis favorable de la Commission des RH en date du 14 avril 2025 ;

VU l'avis rendu par le Comité Social Territorial en date du 15 mai 2025,

*Après en avoir délibéré,
Avec 23 voix pour
1 voix contre (M. DUBOSC-PAYSAN)
Et 1 abstention (L. BARBERIS)
Le Conseil Municipal,*

ADOpte le tableau des emplois suivant au 6 juin 2025 :

TABLEAU DES EFFECTIFS COMMUNE DE SOORTS-HOSSEGOR AU 06/06/2025						
FILIERE	CATEGORIE	GRADE	NOMBRE D'AGENT	TEMPS DE TRAVAIL	VACANT	GENRE
Administrative	A	DGS	1	TC	0	1 Homme
		Attaché	0	TC	1	
		Attaché Principal	0	TC	0	
		Attaché hors classe	0	TC	0	
	B	Rédacteur	2	TC	0	2 Femmes
		Rédacteur Principal 2ème classe	0	TC	0	
		Rédacteur Principal 1ère classe	4	TC	0	3 Femmes et 1 Homme
	C	Adjoint Administratif	5	TC	3	3 Femmes et 2 Hommes
		Adjoint Administratif Principal 2ème classe	2	TC	1	2 Femmes
		Adjoint Administratif Principal 1ère classe	11	1 TNC	0	11 Femmes
SOUS TOTAL ADMINISTRATIF			25		5	A : 0 Femme et 1 Homme B : 5 Femmes et 1 Homme C : 16 Femmes et 2 Hommes
Technique	A	Ingénieur Principal	2	TC	0	2 Hommes
		Ingénieur hors classe	1	TC	0	1 Homme
	B	Technicien Principal de 1ère classe	1	TC	0	1 Homme
	C	Adjoint Technique	15	TC	3	2 Femmes et 13 Hommes
		Adjoint Technique principal de 2ème classe	8	TC	0	2 Femmes et 6 Hommes
		Adjoint Technique principal de 1ère classe	15	1 TNC	3	2 Femmes et 13 Hommes
		Agent de Maîtrise	3	TC	1	3 Hommes
		Agent de Maîtrise Principal	7	TC	2	1 Femme et 6 Hommes
SOUS TOTAL TECHNIQUE			52		9	A : 0 Femme et 3 Hommes B : 0 Femme et 1 Homme C : 7 Femmes et 41 Hommes
Médico-Sociale	A	Educatrice jeunes enfants	1	TC	0	1 Femme
		Puéricultrice hors classe	1	TC	1	1 Femme
	B	Auxiliaire Puériculture de classe supérieure	6	TC	0	6 Femmes
		Auxiliaire Puériculture de classe normale	0	TC	0	
	C	Agent Social	3	1 TNC	2	2 Femmes et 1 Homme
		Agent Social Principal 2ème classe	2	1 TNC	0	2 Femmes et 0 Homme
		Agent Social Principal 1ère classe	2	TC	0	1 Femme et 1 homme
		ATSEM Principal de 1ère classe	1	TC	1	1 Femme et 0 homme
SOUS TOTAL SOCIAL			16		4	A : 2 Femmes et 0 Homme B : 6 Femmes et 0 Homme C : 6 Femmes et 2 Hommes

Animation	B	Animateur principal 2ème classe	1	TC	0	1 Femme
	B	Animateur	0		0	
	C	Adjoint d'Animation	0	TC	2	0 Homme
SOUS TOTAL ANIMATION			1		2	A : 0 Femme et 0 Homme B : 1 Femme et 0 Homme C : 0 Femme et 0 Homme
Police Municipale	C	Brigadier-Chef Principal	5	TC	0	2 Femmes et 3 Hommes
		Brigadier - Gardien	2	TC	0	1 Femme et 1 Homme
SOUS TOTAL POLICE MUNICIPALE			7		0	A : 0 Femme et 0 Homme B : 0 Femme et 0 Homme C : 3 Femmes et 4 Hommes
Sportive	B	Educateur des Activités Physiques et Sportives principal de 1ère classe	1	TC	0	1 Homme
SOUS TOTAL SPORTIVE			1		0	A : 0 Femme et 0 Homme B : 0 Femme et 1 Homme C : 0 Femme et 0 Homme
TOTAL DES EFFECTIFS			102		20	Cat A : 2 FEMMES et 4 HOMMES Cat B : 12 FEMMES et 3 HOMMES Cat C : 32 FEMMES et 49 HOMMES

TC : temps complet

TNC : temps non complet

DÉCIDE de modifier le tableau des effectifs en créant les postes suivants :

- 1 poste d'Agent social principal de 2ème classe (30 heures hebdomadaires) ;
- 1 poste d'Agent social principal de 1ère classe ;
- 1 poste d'adjoint technique principal de 2ème classe ;
- 1 poste d'adjoint technique principal de 1ère classe (32,50 heures hebdomadaires) ;
- 1 poste d'Animateur principal de 2ème classe ;
- 1 poste d'Auxiliaire de puériculture de classe supérieure.

DÉCIDE de modifier le tableau des effectifs en supprimant les 6 postes vacants suivants :

- 1 poste au grade d'Attaché principal à temps complet au motif d'un départ en disponibilité ;
- 1 poste au grade d'Attaché hors classe à temps complet au motif d'un départ par voie de mutation ;
- 2 postes d'Adjoints Administratifs à temps complet au motif d'un départ en disponibilité et d'un avancement de grade ;
- 2 postes d'Adjoints Administratifs principal de 2ème classe à temps complet au motif d'un changement d'affectation en interne et d'un avancement de grade ;

PREND ACTE de la mise à jour du tableau des effectifs.

PRÉCISE que la rémunération et la durée de carrière de ces agents seront celles fixées par la réglementation en vigueur pour chaque emploi concerné.

PRÉCISE que les crédits correspondants à la rémunération de ces agents seront inscrits dans le budget primitif du budget principal chapitre 012 de l'exercice 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

30. Convention de mise à disposition des agents de la Commune au Centre Communal d'Action Sociale CCAS

Christophe VIGNAUD :

Si, c'est très clair mais bon OK, très bien, pas de problème.

Convention de mise à disposition des agents au CCAS.

Jean-Marc LEROY :

Voilà, c'est simplement une mise à jour de cette convention qui existe déjà. La commune met à disposition du CCAS des agents afin d'assurer le bon fonctionnement du service social. Suite à l'évolution des missions et des besoins, il convient d'actualiser la convention afin de mettre en adéquation le temps passé par nos agents, qui a notoirement augmenté pour les missions relevant du CCAS. L'Assemblée est invitée à autoriser monsieur le Maire à signer les conventions.

Christophe VIGNAUD :

Y a-t-il des questions ? On va voter, donc qui est pour ? Merci, on passe au point suivant.

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n° 250606-30 : Conventions de mise à disposition des agents de la Commune au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Vu l'article L123-5 du code de l'action sociale et des familles,

Considérant qu'il y a lieu d'établir une convention pour la mise à disposition d'agents communaux entre la Commune de Soorts-Hossegor et le CCAS de Soorts-Hossegor

La mise à disposition répondra aux modalités définies dans la convention de mise à disposition jointe à la présente délibération. Sa mise en œuvre s'effectuera par voie d'arrêté individuel à la date de la mise à disposition.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de mise à disposition d'agents territoriaux entre la Commune de Soorts-Hossegor et le CCAS, dont un exemplaire est annexé à la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

31. Recours à des contrats de vacataires

Jean-Marc LEROY :

Recours à des contrats de vacataire.

Le recours à ce type de contrat permet de rémunérer à la tâche et de recruter pour une mission ponctuelle et déterminée. Ce dispositif offre à la collectivité une plus grande flexibilité et souplesse en termes d'horaire de travail, de facilité pour la résiliation du contrat, de recrutement de personnes de plus de 67 ans, de gestion administrative simplifiée. Ces contrats de vacations sont plus adaptés pour répondre aux besoins ponctuels des services communication, office tourisme, animation, etc. Ces contrats peuvent être aussi utilisés pour les agents recenseurs, voire pour faire appel à des remplacements au pôle Enfants jeunesse. L'Assemblée est invitée à autoriser monsieur le Maire à signer les documents affairant à cette affaire.

Christophe VIGNAUD :

Oui ?

Lionel BARBERIS :

Oui, juste on cite l'office du tourisme, parce qu'on a des vacataires à l'office du tourisme payés par la commune ?

Christophe VIGNAUD :

Non, payés par l'office.

Lionel BARBERIS :

Ah oui alors pourquoi on...

Christophe VIGNAUD :

Parce qu'on pourrait, pour l'office du tourisme, prendre des vacataires, et éventuellement je pense que pour le salon du livre, on a des gens que l'on prend.

Lionel BARBERIS :

On les prend pour les manifestations de la commune, au nom de la commune.

Christophe VIGNAUD :

Oui.

Lionel BARBERIS :

Pourquoi on cite l'office du tourisme ? L'office du tourisme est indépendant, il a ses propres salariés.

Christophe VIGNAUD :

Il a ses propres salariés, mais on le fait aussi pour l'office.

Lionel BARBERIS :

Donc nous on n'a pas le droit de lui faire prendre des salariés à sa place.

Christophe VIGNAUD :

Non, mais c'est juste pour le salon du livre.

Lionel BARBERIS :

Mais le salon du livre, c'est la partie communale ? Oui, mais le salon du livre est organisé à 100% par l'office du tourisme ?

Christophe VIGNAUD :

Non, par la commune.

Lionel BARBERIS :

Non, enfin je ne comprends pas pourquoi on...

Christophe VIGNAUD :

En partie par la commune et en partie par l'office.

Lionel BARBERIS :

Non, mais je voulais juste savoir s'il n'y a pas une erreur d'écriture.

Christophe VIGNAUD :

Non.

Lionel BARBERIS :

Il y a l'office de tourisme. Là, il y a marqué "office du tourisme", dans la synthèse, mais pas dans la délibération.

Christophe VIGNAUD :

Mais pas dans la délibération.

Mais au demeurant, pour te répondre, il y a quand même des gens qu'on prend en vacataire

Lionel BARBERIS :

Non, mais pourquoi pas, ce que je veux dire, c'est que l'office du tourisme a sa compétence, ils sont autonomes, on n'a pas à prendre des vacataires pour eux. Puisqu'on leur donne une subvention, c'est pour ça.

Christophe VIGNAUD :

Merci aux agents qui font du bon travail.

Lionel BARBERIS :

On leur donne une subvention pour ça.

Christophe VIGNAUD :

Très bien, on va passer au vote, donc qui est pour ? Très bien,

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n° 250606-32 : Conventions relatives à une période de stage d'immersion professionnelle entre les agents communaux et l'EHPAD (CCAS)

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n° 2022-1043 du 22 juillet 2022 relatif à la formation et à l'accompagnement personnalisé des agents publics en vue de favoriser leur évolution professionnelle et notamment ses articles 9 à 12,

Vu le modèle de convention de mise en œuvre de stage d'immersion professionnelle,

Considérant qu'il y a lieu d'accompagner les agents communaux dans leurs parcours de reconversion professionnelle et de favoriser leur évolution professionnelle,

L'immersion professionnelle répondra aux modalités définies dans la convention de stage d'immersion jointe à la présente délibération.

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions de stage d'immersion professionnelle d'agents territoriaux entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'EHPAD (CCAS), dont un modèle est joint à la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

32. Conventions relatives à une période de stage d'immersion professionnelle entre les agents communaux et l'EHPAD (CCAS)

Christophe VIGNAUD :

Délibération 32

Jean-Marc LEROY :

La 32, c'est convention relative à une période de stage d'immersion professionnelle entre les agents communaux et l'EHPAD. L'objectif, donc, est de mettre en œuvre des conventions. Des conventions qui permettront de réaliser des immersions professionnelles de 10 jours, renouvelables une seule fois, pour les agents de la commune et de l'EHPAD et vice versa. Afin de les accompagner dans leur parcours de reconversion professionnelle. L'assemblée, donc, est invitée à approuver ces conventions.

Christophe VIGNAUD :

Ça permet aux gens éventuellement de tester un nouveau métier et de se réorienter. Donc c'est une bonne chose. Donc on va voter, qui est pour ? Merci.

33. Conventions de mise en œuvre de la Période de Préparation au Reclassement (PPR)

Christophe VIGNAUD :

On passe à la 33.

Jean-Marc LEROY :

La 33, c'est la convention de mise en œuvre de la période de préparation au reclassement. La convention de mise en œuvre de la période de préparation au reclassement vise à préparer le fonctionnaire à occuper de nouvelles fonctions adaptées à son état de santé. La PPR est accordée lorsque l'agent est reconnu inapte aux fonctions de son grade par le conseil médical, mais pas en cas d'inaptitude temporaire. Elle est formalisée par une convention tripartite entre l'agent, l'autorité territoriale et le président du centre de gestion. Cette période transitoire facilite la reconversion professionnelle et accompagne la transition vers le reclassement. L'employeur a une obligation de moyens, non de résultats pour ce reclassement. Donc l'assemblée est invitée à valider cette convention et à autoriser monsieur le maire à signer les futures conventions.

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 6 juin 2025

Délibération n° 250606-33 : Conventions de mise en œuvre de la Période de Préparation au Reclassement (PPR)

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L.826-2 et L.826-7,
Vu le décret n°85-1054 du 30 septembre 1985, modifié, relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux inaptes à l'exercice de leurs fonctions.

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée qu'en complément de la procédure de reclassement prévue par le décret susvisé, le fonctionnaire a droit à une Période de Préparation au Reclassement (PPR).

Cette PPR concerne, selon l'article L. 826-2 du code général de la fonction publique :

« Le fonctionnaire reconnu inapte à l'exercice de ses fonctions a droit à une période de préparation au reclassement, avec maintien du traitement, pendant une durée maximale d'un an. Cette période est assimilée à une période de service effectif.

Par dérogation, le fonctionnaire à l'égard duquel une procédure tendant à reconnaître son inaptitude à l'exercice de ses fonctions a été engagée, a droit à la période de préparation au reclassement mentionnée au premier alinéa. »

La PPR a pour objet :

- de préparer et, le cas échéant, de qualifier son bénéficiaire pour l'occupation de nouveaux emplois publics compatibles avec son état de santé, s'il y a lieu en dehors de sa collectivité ou son établissement public d'affectation ;
- d'accompagner la transition professionnelle du fonctionnaire vers le reclassement.

Cette période peut être effectuée dans la collectivité d'affectation, ou une autre administration.

La période de préparation au reclassement peut comporter (dans l'administration d'affectation de l'agent ou dans toute administration ou établissement public mentionné à [l'article L.2](#) du code général de la fonction publique) des périodes :

- de formation ;
- d'observation ;
- de mise en situation sur un ou plusieurs postes.

La PPR repose sur l'établissement par convention d'un projet qui définit :

- le contenu même de la préparation au reclassement,
- les modalités de mise en œuvre de la PPR,
- la durée au-delà de laquelle l'intéressé présente sa demande de reclassement.

Le projet de convention est élaboré et signé par :

- l'autorité territoriale de l'agent concerné par la PPR ;
- le président du Centre de gestion ou celui du CNFPT (en fonction du cadre d'emploi de l'agent) ;

- l'agent.

Si l'agent effectue une période de préparation au reclassement en dehors de sa collectivité d'origine, la collectivité ou l'établissement d'accueil sont associés à cette convention (éventuellement par avenant).

La mise à disposition répondra aux modalités définies dans la convention de mise en œuvre de la PPR jointe à la présente délibération. Sa mise en œuvre s'effectuera par voie d'arrêté individuel à la date du commencement de la PPR.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de l'autoriser à signer les conventions, avenants et tous documents afférents aux périodes de préparation au reclassement pouvant être conclues à l'avenir.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE le modèle de convention tripartite Commune/Agent/CDG de mise en œuvre de la Période de Préparation au Reclassement (PPR) annexé à la présente délibération.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents relatifs aux Périodes de Préparation au Reclassement (PPR), notamment les conventions et avenants,

S'ENGAGE à inscrire au budget, les dépenses prévues par la convention et ses éventuels avenants.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Christophe VIGNAUD :

Est-ce que vous avez des questions ? On va voter. Qui est pour ? Merci.

On a les décisions du maire. Est-ce que vous avez des questions sur les sujets ? On en avait parlé pendant la commission générale. Si vous n'avez pas de questions... et bien merci à vous.

Notre conseil est fini. Je vous remercie de votre participation.

Je vous donne rendez-vous le 26 septembre à la même heure. Je vous souhaite un bon été à tous.

Bonne soirée. Au revoir.

Fait et approuvé les jours mois et an que dessous,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 26 septembre 2025

Le secrétaire de séance,



Quentin BENCHETRIT

Le Maire,



Christophe VIGNAUD